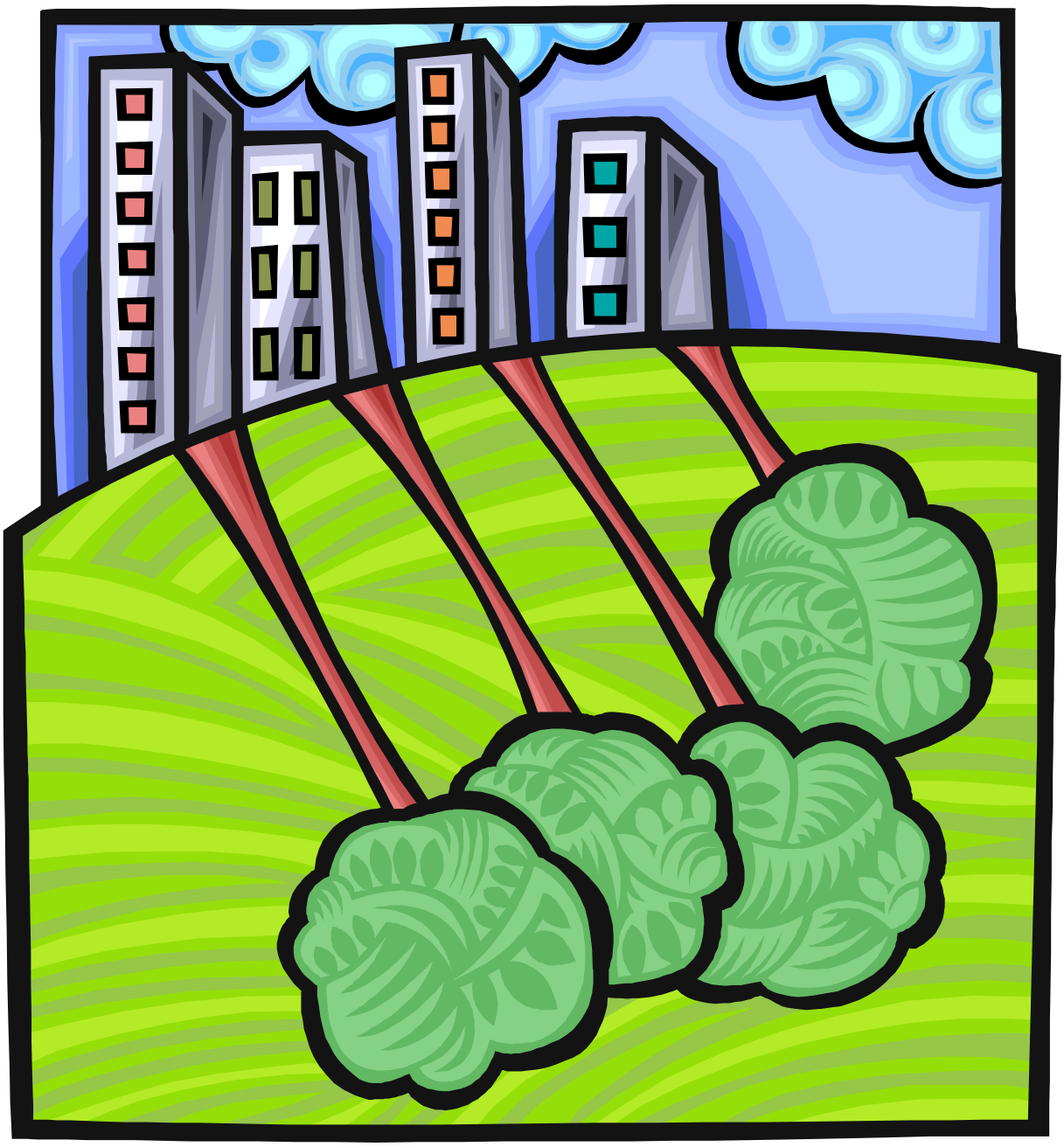
LE RÈGLEMENT DE ZONAGE NO 447-2006



SAINT-BENOÎT-LABRE

RÈGLEMENT DE ZONAGE

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1 DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES 1

1.1 TITRE ET BUT 1

1.2 TERRITOIRE ET PERSONNES TOUCHÉS PAR LE RÈGLEMENT 1

1.3 LE RÈGLEMENT ET LES LOIS 1

1.4 APPLICATION DU RÈGLEMENT 1

1.4.1 Fonctionnaire désigné 1

1.4.2 Contravention 1

1.4.3 Amendes 1

1.4.4 Recours de droit civil 2

1.4.5 Validité 2

CHAPITRE 2 DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES 3

2.1 INTERPRÉTATION DU TEXTE 3

2.2 INCOMPATIBILITÉ ENTRE LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET PARTICULIÈRES 3

2.3 INTERPRÉTATION DES TABLEAUX ET DES CROQUIS 3

2.4 INTERPRÉTATION DE LA GRILLE DE SPÉCIFICATION DES CONSTRUCTIONS ET DES USAGES 3

2.5 INTERPRÉTATION DU PLAN DE ZONAGE 3

2.5.1 Délimitation des zones 4

2.5.2 Interprétation des limites de zones 4

2.5.3 Type de zones 4

2.6 INTERPRÉTATION DE LA CLASSIFICATION DES USAGES 4

2.7 TERMINOLOGIE 5

CHAPITRE 3 CLASSIFICATION DES CONSTRUCTIONS ET DES USAGES 24

3.1 RÉPARTITION DU TERRITOIRE MUNICIPAL EN ZONES 24

3.2 CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE RÉSIDENTIELLE (RA) 24

3.3 CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE RÉSIDENTIELLE (RB) 26

3.4 CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE COMMERCIALE (CA) 26

3.5 CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE COMMERCIALE (CB) 27

3.6	CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UN PARC OU UNE ZONE INDUSTRIELLE (I)	28
3.7	CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE PUBLIQUE ET INSTITUTIONNELLE (P)	28
3.8	CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE DE VILLÉGIATURE (V)	29
3.9	CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE AGRICOLE (A)	30
3.10	CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE AGROFORESTIÈRE (AG)	34
3.11	ABROGÉ	35
3.12	LES ÎLOTS DÉSTRUCTURÉS	35
3.12.1	Délimitation et caractérisation	35
3.12.2	Usages autorisés	36
3.12.3	Îlot déstructuré # 1 : Rue de la Renaissance	38
3.12.4	Îlot déstructuré # 2 : Lac Saint-Charles et lac aux Cygnes	39
3.12.5	Îlot déstructuré # 3 : Route du lac Poulin – rang des Binet	40
3.13	GRILLE DE CLASSIFICATION DES USAGES PAR GROUPE	41
3.13.1	Zones résidentielles de faible densité (Ra)	41
3.13.2	Zones résidentielles de moyenne et forte densité (Rb)	42
3.13.3	Zones commerciales de voisinage (Ca)	43
3.13.4	Zones commerciales d'envergure (Cb)	44
3.13.5	Zones industrielles (I)	45
3.13.6	Zones publiques et institutionnelles (P)	46
3.13.7	Zones agricoles (A)	47
3.13.8	Zones agroforestières (Ag)	48
3.13.9	Zone de villégiature (V) et Îlots déstructurés	49
3.14	DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS ET USAGES DÉROGATOIRES PROTÉGÉS PAR DROITS ACQUIS	50
3.14.1	Cessation d'un usage dérogatoire	50
3.14.2	Remplacement d'un usage ou d'une construction dérogatoire	50
3.14.2.1	Remplacement d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis	50
3.14.2.2	Remplacement d'une construction dérogatoire protégée par droits acquis	51
3.14.3	Agrandissement d'une construction conforme occupée par un usage dérogatoire protégé par droits acquis	51
3.14.4	Agrandissement d'une construction dérogatoire protégée par droits acquis occupée par un usage conforme	52
3.14.5	Agrandissement d'une construction dérogatoire protégée par droits acquis occupée par un usage dérogatoire protégé par droits acquis	52
3.14.6	Rénovation et réparation	52
3.14.7	Modification, remplacement ou reconstruction d'une enseigne dérogatoire protégée par droits acquis	52
3.14.8	Implantation sur un terrain dérogatoire protégé par droits acquis	53
3.14.9	Reconstruction à la suite d'un sinistre d'un bâtiment d'élevage dérogatoire protégé par des droits acquis	53

3.15 LES USAGES EXCLUS DU PÉRIMÈTRE D'URBANISATION 53
3.16 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MINI-MAISONS 54
3.17 DISPOSITIONS APPLICABLES À UN PROJET INTÉGRÉ 54

CHAPITRE 4 DISPOSITIONS S'APPLIQUANT À TOUTES LES ZONES 57
4.1 CONSTRUCTIONS ET USAGES ACCESSOIRES OU COMPLÉMENTAIRES 57
4.2 CONSTRUCTIONS ET USAGES PERMIS DANS LES COURS AVANT 57
4.2.1 Dispositions particulières s'appliquant aux cours avant des terrains riverains 58
4.3 CONSTRUCTIONS ET USAGES PERMIS DANS LES COURS LATÉRALES 58
4.4 CONSTRUCTIONS ET USAGES PERMIS DANS LES COURS ARRIÈRE 60
4.5 ABRI D'AUTO D'HIVER 61
4.6 PISCINE, SPA ET ÉTANG ARTIFICIEL 61
4.6.1 Contrôle de l'accès 62
4.7 CLÔTURES, MURS, HAIES, ARBRES 63
4.7.1 Marges de recul 63
4.7.2 Hauteur 63
4.7.3 Triangle de visibilité 63
4.7.4 Clôture 63
4.7.4.1 Clôture de fil barbelé 63
4.7.4.2 Clôture en maille de fer 64
4.7.5 Mur de soutènement 64
4.8 MAISONS MOBILES, ROULOTTES ET VÉHICULES RÉCRÉATIFS 64
4.8.1 Dispositions applicables aux maisons mobiles 64
4.8.2 Dispositions applicables aux roulottes et aux véhicules récréatifs 65
4.9 STATIONNEMENT 65
4.9.1 Règle générale 65
4.9.2 Dimensions des cases de stationnement et des allées 66
4.9.3 Accès aux aires de stationnement 66
4.9.4 Nombre de cases requises 66
4.10 AIRES DE CHARGEMENT ET DE DÉCHARGEMENT 66
4.11 DISPOSITIONS APPLICABLES À L'AFFICHAGE 67
4.11.1 Dispositions générales 67
4.11.2 Normes d'implantation des enseignes et des panneaux-réclames 67
4.11.2.1 Normes d'implantation des enseignes 67
4.11.2.2 Normes d'implantation des panneaux-réclames 68
4.11.3 Enseignes autorisées sans permis 68
4.11.4 Enseignes et panneaux-réclames prohibés 69
4.11.4.1 Enseignes prohibées 69
4.11.4.2 Panneaux-réclames prohibés 69
4.11.5 Entretien des enseignes et des panneaux-réclames 70
4.11.6 Dispositions applicables aux zones résidentielles (Ra, Rb), de villégiature (V) et aux îlots déstructurés 70
4.11.7 Dispositions applicables aux zones Ca et P 71
4.11.8 Dispositions applicables au parc industriel et aux bâtiments industriels 71

4.11.9	Dispositions applicables aux bâtiments industriels et aux zones commerciales (Cb)	71
4.11.10	Dispositions applicables aux zones agricoles (A) et agroforestières (AG)	72
4.11.11	Dispositions applicables aux enseignes mobiles	72
4.12	DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ENTREPOSAGE DE VÉHICULES FERRAILLES ET DE MATÉRIAUX USAGÉS	72
4.12.1	Normes de localisation	72
4.12.2	Normes d'implantation	73
4.13	DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ENTREPOSAGE EXTÉRIEUR	73
4.13.1	Dispositions applicables à l'entreposage à l'extérieur d'un parc ou d'une zone industrielle	73
4.13.2	Dispositions applicables à l'entreposage à l'intérieur d'un parc ou d'une zone industrielle	74
4.14	DISPOSITIONS APPLICABLES À UN LIEU D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE	74
4.14.1	Normes de localisation et d'implantation	74
4.14.2	Site d'enfouissement désaffecté	74
4.15	DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SITES D'EXTRACTION	74
4.15.1	Normes de localisation	74
4.15.2	Normes d'implantation	75
4.16	DISPOSITIONS APPLICABLES POUR UN ACCÈS À UNE ROUTE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS	75
4.17	DISPOSITION APPLICABLE À UN CHENIL	76
4.18	DISPOSITIONS APPLICABLES À L'AMÉNAGEMENT DES TERRAINS	76
4.18.1	Conservation de l'aspect naturel des terrains	76
4.18.2	Aménagement des aires libres	76
4.18.3	Plantation interdite	76
4.19	ARCHITECTURE ET MATÉRIAUX DES CONSTRUCTIONS	77
4.19.1	Constructions prohibées	77
4.19.2	Revêtement extérieur	77
4.19.3	Matériaux prohibés	77
4.19.3.1	Matériaux prohibés pour la toiture	77
4.19.3.2	Matériaux prohibés pour les murs extérieurs	78
4.20	DISPOSITION RELATIVES AUX HABITATIONS BI-GÉNÉRATION	78

CHAPITRE 5 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX OUVRAGES DE CAPTAGE D'EAU POTABLE SOUTERRAINE 80

5.1	LES PÉRIMÈTRES DE PROTECTION	80
5.1.1	Périmètre de protection immédiate	80
5.1.2	Périmètre de protection rapprochée	80
5.1.3	Périmètre de protection éloignée	80
5.2	DISTANCES MINIMALES PRESCRITES, DE FAÇON RÉCIPROQUE, POUR CERTAINS USAGES ET ACTIVITÉS PAR RAPPORT À UNE PRISE D'EAU POTABLE ALIMENTANT UN RÉSEAU PUBLIC OU PRIVÉ	81
5.3	DISPOSITIONS RELATIVES À L'IMPLANTATION D'UN NOUVEL OUVRAGE DE CAPTAGE D'EAU POTABLE SOUTERRAINE	81

CHAPITRE 6 NORMES D'IMPLANTATION 83
6.1 DISPOSITIONS APPLICABLES LE LONG DE LA ROUTE 271 83
6.2 DISPOSITIONS APPLICABLES À CERTAINS CAS D'EXCEPTION 83
6.2.1 Dispositions applicables à la marge de recul avant 83
6.3 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES RÉSIDENTIELLES (RA) ET (RB) ET AUX ÎLOTS DÉSTRUCTURÉS 84
6.3.1 Disposition particulière applicable à un îlot de type 2 (sans morcellement) 84
6.3.2 Dispositions applicables à l'aménagement de logements dans les sous-sols 85
6.4 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MAISONS MOBILES 85
6.5 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES COMMERCIALES (CA) ET (CB) 85
6.5.1 Dispositions applicables aux stations-service 86
6.5.2 Dispositions applicables à un ou des logements à l'étage dans un bâtiment commercial d'une zone Ca 86
6.6 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES INDUSTRIELLES ET AU PARC INDUSTRIEL 87
6.6.1 Normes d'implantation à l'intérieur d'un parc ou d'une zone industrielle 87
6.6.2 Normes d'implantation à l'extérieur d'un parc ou d'une zone industrielle 87
6.6.3 Normes d'aménagement des terrains industriels 87
6.7 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES PUBLIQUES ET INSTITUTIONNELLES (P) 88
6.8 DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE DE VILLÉGIATURE (V) 88
6.9 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES (A) ET AGROFORESTIÈRES (AG) 88
6.9.1 Dispositions particulières applicables pour l'implantation d'une résidence unifamiliale sur une unité foncière vacante de 20 hectares et plus dans une zone agroforestière 89
6.9.2 Distances séparatrices à respecter pour l'implantation d'une résidence unifamiliale sur une unité foncière vacante de 20 hectares et plus en présence d'un établissement de production animale sur une propriété voisine 89
6.9.3 Disposition particulière applicable à la hauteur des constructions et ouvrages dans les zones A-23 et Ag-8 90

CHAPITRE 7 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MILIEUX NATURELS 91
7.1 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX RIVES ET AU LITTORAL 91
7.1.1 Dispositions applicables aux rives 91
7.1.2 Dispositions applicables au littoral 93
7.2 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MILIEUX HUMIDES (MARAIS ET MARÉCAGES) ET AUX TOURBIÈRES 94
7.3 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TRAVAUX D'ABATTAGE D'ARBRES 94
7.3.1 Territoire visé 94
7.3.2 Travaux sylvicoles autorisés sans certificat d'autorisation 94
7.3.3 Travaux sylvicoles nécessitant un certificat d'autorisation (accompagné d'une prescription sylvicole de moins de 2 ans) 95
7.3.4 Dispositions particulières à certaines zones boisées à conserver 96
7.4 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX AIRES DE PENTE DE 30% ET PLUS 98

CHAPITRE 8 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX DISTANCES SÉPARATRICES DANS LES PRATIQUES AGRICOLES 99

8.1 DISTANCES SÉPARATRICES APPLICABLES AUX ÉTABLISSEMENTS DE PRODUCTION ANIMALE 99

8.1.1 Constructions et équipements protégés 99

8.1.2 Les distances séparatrices 100

8.2 RECONSTRUCTION À LA SUITE D'UN SINISTRE D'UN BÂTIMENT D'ÉLEVAGE DÉROGATOIRE PROTÉGÉ PAR DES DROITS ACQUIS 100

8.3 DROIT AU DÉVELOPPEMENT À CERTAINES EXPLOITATIONS AGRICOLES EXISTANTES 101

8.4 DISTANCES SÉPARATRICES APPLICABLES AUX LIEUX D'ENTREPOSAGE DES ENGRAIS DE FERME(1) SITUÉS À PLUS DE 150 MÈTRES D'UN ÉTABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE 101

8.5 DISTANCES SÉPARATRICES APPLICABLES À L'ÉPANDAGE DES ENGRAIS DE FERME 102

8.6 DISTANCES SÉPARATRICES APPLICABLES EN PRÉSENCE DE VENTS DOMINANTS D'ÉTÉ 103

8.7 DISTANCES SÉPARATRICES EN PRÉSENCE D'UNE RÉSIDENCE UNIFAMILIALE IMPLANTÉE SUR UN TERRAIN DE 20 HECTARES ET PLUS DANS UNE ZONE AGROFORESTIÈRE 103

8.8 DISTANCES SÉPARATRICES EN PRÉSENCE D'UN ÎLOT DÉSTRUCTURÉ 103

ANNEXE A NOMBRE D'UNITÉS ANIMALES (PARAMÈTRE A) 104

ANNEXE B DISTANCES DE BASE (PARAMÈTRE B) 105

ANNEXE C COEFFICIENT D'ODEUR PAR GROUPE OU CATÉGORIE D'ANIMAUX (PARAMÈTRE C) 110

ANNEXE D TYPE DE FUMIER (PARAMÈTRE D) 111

ANNEXE E TYPE DE PROJET (PARAMÈTRE E) 112

ANNEXE F FACTEUR D'ATTÉNUATION (PARAMÈTRE F) 113

ANNEXE G FACTEUR D'USAGE (PARAMÈTRE G) 113

ANNEXE H NORMES DE LOCALISATION POUR UNE INSTALLATION D'ÉLEVAGE OU UN ENSEMBLE D'INSTALLATIONS D'ÉLEVAGE AU REGARD D'UNE MAISON D'HABITATION, D'UN IMMEUBLE PROTÉGÉ OU D'UN PÉRIMÈTRE URBANISATION EXPOSÉS AUX VENTS DOMINANTS D'ÉTÉ 114

CHAPITRE 9 DISPOSITIONS FINALES 115

9.1 DATE D'ADOPTION 115

9.2 DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR 115

9.3 ABROGATION DES RÈGLEMENTS ANTÉRIEURS 115

9.4 AUTORISATION DE SIGNATURES 115

CARTE DE ZONAGE En pochette

LE RÈGLEMENT DE ZONAGE

CHAPITRE 1 DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

1.1 TITRE ET BUT

Le présent règlement porte le titre de "Règlement de zonage" et identifié par le numéro 447-2006. Il est édicté en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* et a pour but d'ordonner le cadre physique dans lequel s'inscrivent les diverses activités de la population qui habite ou qui fréquente la municipalité. Il représente le moyen de mise en œuvre d'une politique rationnelle d'aménagement dans l'ensemble de la municipalité.

1.2 TERRITOIRE ET PERSONNES TOUCHÉS PAR LE RÈGLEMENT

Tout le territoire de la municipalité est assujetti au présent règlement, ses dispositions s'appliquant aux particuliers comme aux personnes morales de droit public ou de droit privé.

1.3 LE RÈGLEMENT ET LES LOIS

Aucun article du présent règlement ne peut avoir pour effet de soustraire toute personne à l'application d'une loi du Canada ou du Québec.

1.4 APPLICATION DU RÈGLEMENT

1.4.1 Fonctionnaire désigné

L'application, la surveillance et le contrôle du règlement de zonage sont confiés à l'officier responsable des permis et certificats (ci-après désigné l'officier).

1.4.2 Contravention

Lorsque l'officier constate que certaines dispositions du règlement de zonage ne sont pas respectées, il doit immédiatement signifier au propriétaire, par un avis écrit, la non-conformité au règlement et aviser le conseil par un avis écrit.

L'officier désigné est autorisé à délivrer les constats d'infraction pour toute infraction au présent règlement.

1.4.3 Amendes

[Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

Quiconque enfreint l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement est passible de poursuite et sur jugement de culpabilité, passible d'une amende et des frais.

Pour une première infraction, l'amende est de 300 $ (sans excéder 1 000 $) si le contrevenant est une personne physique et de 600 $ (sans excéder 2 000 $) si le contrevenant est une personne morale.

En cas de récidive, l'amende est de 600 $ (sans excéder 2 000 $) pour une personne physique et de 1 200 $ (sans excéder 4 000 $) pour une personne morale.

Si l'infraction est continue, elle constitue jour après jour une infraction séparée et le contrevenant est passible de l'amende édictée pour chaque jour durant lequel l'infraction se continuera.

Par ailleurs, l'abattage d'arbre fait en contravention d'une disposition réglementaire est sanctionné par une amende d'un montant minimal de 500 $ auquel s'ajoute :

- dans le cas de l'abattage sur une superficie inférieure à 1 hectare, un montant minimal de 100 $ et maximal de 200 $ par arbre abattu illégalement, jusqu'à concurrence de 5 000 $;
- dans le cas d'un abattage sur une superficie d'un hectare ou plus, une amende d'un montant minimal de 5 000 $ et maximal de 15 000 $ par hectare complet déboisé auquel s'ajoute, pour chaque fraction d'hectare déboisée, un montant déterminé conformément au paragraphe précédent.

Les montants prévus sont doublés en cas de récidive.

De plus, quiconque enfreint l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement relatives à la protection des rives, du littoral et des plaines inondables est passible de poursuite et, sur jugement de culpabilité, passible d'une amende et des frais fixés comme suit :

Pour une première infraction, l'amende est de 1 000 $ si le contrevenant est une personne physique et de 2 000 $ si le contrevenant est une personne morale. En cas de récidive, ladite amende est de 2 000 $ si le contrevenant est une personne physique et de 4 000 $ si le contrevenant est une personne morale.

1.4.4 Recours de droit civil

Nonobstant les recours par action pénale, le conseil pourra exercer devant les tribunaux de juridiction civile tous les recours de droit civil nécessaires pour faire respecter les dispositions du présent règlement.

1.4.5 Validité

Le conseil municipal décrète le présent règlement dans son ensemble et également chapitre par chapitre, article par article, paragraphe par paragraphe et alinéa par alinéa, de manière à ce que si un chapitre, un article, un paragraphe, un alinéa de ce règlement était ou devait être en ce jour déclaré nul, les autres dispositions du présent règlement continuent de s'appliquer autant que faire se peut.

CHAPITRE 2 DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

2.1 INTERPRÉTATION DU TEXTE

Exception faite des définitions à l'article 2.7, tous les mots utilisés dans ce règlement conserveront leur signification habituelle.

L'emploi du verbe au présent inclut le futur.

Le singulier comprend le pluriel et vice versa à moins que le sens indique clairement qu'il ne peut logiquement en être question.

Avec l'emploi du mot "doit" ou "sera", l'obligation est absolue; le mot "peut" conserve un sens facultatif

2.2 INCOMPATIBILITÉ ENTRE LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET PARTICULIÈRES

En cas d'incompatibilité entre les dispositions générales pour toutes les zones ou pour une zone et les dispositions particulières à chacune des zones, les dispositions particulières à une zone s'appliquent et prévalent sur les dispositions générales.

2.3 INTERPRÉTATION DES TABLEAUX ET DES CROQUIS

Les tableaux, les croquis et toutes formes d'expressions autres que les textes proprement dits, contenus dans ce règlement en font partie intégrante à toutes fins que de droit.

En cas de contradiction entre le texte et un tableau, ce sont les dispositions du texte qui prévalent.

2.4 INTERPRÉTATION DE LA GRILLE DE SPÉCIFICATION DES CONSTRUCTIONS ET DES USAGES

La grille de spécification des constructions et des usages fait partie intégrante du présent règlement. En cas de contradiction entre le texte et la grille, ce sont les dispositions du texte qui prévalent.

2.5 INTERPRÉTATION DU PLAN DE ZONAGE

Le plan de zonage annexé au présent règlement en fait partie intégrante.

2.5.1 Délimitation des zones

Le territoire de la municipalité est divisé en zones délimitées au plan de zonage et chaque zone est identifiée par un numéro et une lettre qui réfèrent aux usages et constructions permis dans les zones.

2.5.2 Interprétation des limites de zones

Sauf avis contraire, les limites de zones coïncident avec la ligne des rues, ruelles, cours d'eau, ainsi qu'avec les limites de terrains ou avec celles d'emprises existantes (ex. : voie ferrée) ou projetées.

Les limites des zones peuvent également être indiquées par une distance portée sur le plan de zonage à partir de repères existants (limite de terrain, emprise de rue, etc.).

2.5.3 Type de zones

Agricole	A	Industrielle	I
Agroforestière	Ag	Institutionnelle et publique	P
Résidentielle	R	Villégiature	V
Commerciale	C		

2.6 INTERPRÉTATION DE LA CLASSIFICATION DES USAGES

Pour déterminer quels sont les usages permis dans une zone, toutes les règles suivantes s'appliquent :

a) Dans une zone donnée, les seuls usages autorisés sont ceux identifiés pour cette zone;

b) Un usage spécifiquement mentionné comme autorisé dans une zone est, de ce fait, prohibé dans toutes les autres zones où il n'est pas mentionné à moins d'indications contraires;

c) La description de chaque usage est indicative et non limitative. Un usage non énuméré peut être assimilé à un usage équivalent, similaire ou compatible, en respectant toutefois les règles suivantes :

- les impacts environnementaux de l'usage doivent être similaires;
- l'usage doit répondre en tous points aux conditions exigées pour un usage autorisé énuméré.

2.7 TERMINOLOGIE

[Règ. 447/05-2006, le 11-01-2011][Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011] [Règ. 482-2012, le 20-06-2012] [Règ. 512-2013, le 14-01-2014] [Règ. 559-2018, le 16-05-2018] [Règ. 567-2018, le 10-07-2018] [Règ. 586-2019, le 19 juin 2019]

Pour l'interprétation du présent règlement, à moins que le contexte ne comporte un sens différent, les mots ou expressions qui suivent ont le sens et la signification qui leur sont attribués dans le présent article.

ABATTAGE D'ARBRES : coupe d'au moins une tige marchande, incluant la récolte d'arbres renversés par l'effet du chablis, d'arbres affectés par le feu, par le verglas ou par la maladie.

ABRI À BATEAU : construction sur pieux ou pilotis servant à accueillir une seule embarcation à moteur.

ABRI D'AUTO: construction couverte, contiguë ou non à un bâtiment principal, destinée au stationnement des véhicules de promenade et dont au moins 50% du périmètre total est ouvert et non obstrué.

ABRI D'AUTO TEMPORAIRE : structure démontable recouverte de matériaux flexibles, de plastique ou de panneau peint utilisée pour abriter deux véhicules maximum pendant la saison hivernale.

ABRI FORESTIER: construction d'une superficie maximale de 20 m², (incluant les galeries, perrons, etc.), d'un seul étage, sans fondation permanente, sans électricité ni eau courante et implantée sur un terrain boisé d'une superficie minimale de 10 hectares, située à un minimum de 10 mètres d'un chemin public ou privé.

ACTIVITÉ AGRICOLE: la pratique de l'agriculture incluant le fait de laisser le sol en jachère, l'entreposage et l'utilisation sur la ferme de produits chimiques, organiques ou minéraux, de machines et de matériel agricoles à des fins agricoles; lorsqu'elles sont effectuées sur sa ferme par un producteur à l'égard des produits agricoles qui proviennent de son exploitation ou accessoirement de celles d'autres producteurs, les activités d'entreposage, de conditionnement, de transformation et de vente des produits agricoles sont assimilées à des activités agricoles.

ACTIVITÉ DE RÉCRÉATION EXTENSIVE: activité ne nécessitant que des aménagements et des équipements réduits dont l'impact sur le milieu et le paysage est faible (aire de pique-nique, sentier, camping sauvage, etc.).

ACTIVITÉ DE RÉCRÉATION INTENSIVE: activité nécessitant le déboisement d'une partie des terres utilisées et qui requiert des aménagements et des équipements lourds, permanents ou semi-permanents.

AGRICULTURE: la culture du sol et des végétaux, le fait de laisser le sol sous couverture végétale ou de l'utiliser à des fins sylvicoles, l'élevage des animaux et, à ces fins, la confection, la construction ou l'utilisation de travaux, ouvrages ou bâtiments, à l'exception des résidences.

AGROTOURISME : agrotourisme s'entend d'une activité touristique complémentaire à l'agriculture qui est exercée sur une exploitation agricole et qui met en relation des producteurs agricoles avec des touristes ou des excursionnistes afin de leur permettre de découvrir le milieu agricole, l'agriculture et sa production par l'accueil et l'information que leur réserve leur hôte.

AIRE DE COUPE : superficie située sur une même propriété foncière ayant fait ou devant faire l'objet d'un déboisement.

AIRE D'EMPILEMENT : site utilisé pour l'empilement du bois, des écorces, des copeaux ou de la biomasse forestière en vue d'être transporté.

ARBRE : plante ligneuse vivace dont le tronc a un diamètre minimal de 10 centimètres, mesuré à une hauteur de 130 cm au-dessus du sol. Les tiges ou les troncs qui proviennent d'une souche commune composent un même arbre.

BALCON : plate-forme en saillie sur les murs d'un bâtiment et entourée d'une balustrade ou d'un garde-fou ; peut être synonyme de galerie ou de véranda non fermée de façon permanente.

BÂTIMENT: construction ayant un toit appuyé sur des murs ou des colonnes et destinée à abriter des personnes, des animaux ou des objets.

BÂTIMENT ACCESSOIRE OU COMPLÉMENTAIRE: bâtiment situé sur le même terrain que le bâtiment principal, à l'intérieur duquel s'exerce un usage complémentaire à l'usage principal.

BÂTIMENT AGRICOLE: bâtiment utilisé uniquement à des fins agricoles pour abriter des équipements ou des animaux, ou est destiné à la production, à l'entreposage ou au traitement de produits agricoles, acéricoles, sylvicoles ou horticoles ou pour l'alimentation des animaux, tel une grange, un bâtiment d'entreposage des récoltes, une salle de traite, une porcherie, un poulailler, une cellule à grain, un silo, une cabane à sucre, etc.

BÂTIMENT EN RANGÉE : ensemble d'au moins 3 bâtiments dont les murs latéraux sont mitoyens ou se touchent en tout ou en partie, à l'exception des murs extérieurs des bâtiments d'extrémité.

BÂTIMENT ISOLÉ: bâtiment non adjacent ni relié à un autre.

BÂTIMENT JUMELÉ: bâtiment relié latéralement par un mur mitoyen à un autre bâtiment.

BÂTIMENT PRINCIPAL: bâtiment destiné à abriter l'usage principal autorisé sur le terrain où il est implanté.

BOISÉ : espace de terrain couvert d'arbres d'une hauteur moyenne de 7 mètres et plus.

BOISÉ VOISIN : superficie adjacente à une propriété foncière, couverte d'arbres dont la hauteur moyenne est de 7 mètres et plus, couvrant une largeur moyenne de 20 mètres et plus le long de l'intervention prévue.

CAMPING (zone agricole permanente): établissement qui offre au public, moyennant rémunération, des sites permettant d'accueillir des véhicules de camping ou des tentes, à l'exception du camping à la ferme appartenant au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause.

CARRIÈRE : tout endroit d'où l'on extrait à ciel ouvert des substances minérales consolidées.

CASE DE STATIONNEMENT : espace réservé au stationnement d'un véhicule moteur selon les exigences du présent règlement.

CHABLIS: arbre naturellement renversé, déraciné ou rompu par le vent ou brisé sous le poids de la neige, du givre ou des ans.

CHAMP EN CULTURE (pour les résidences dans une zone agroforestière) : parcelle de terrain utilisée entre autres pour la culture du foin, de céréales, de petits fruits et de vergers ou pour le pâturage des animaux et sur laquelle on peut réaliser de l'épandage.

CHEMIN FORESTIER: chemin aménagé sur un terrain pour transporter du bois du lieu d'abattage jusqu'au chemin public.

CIMETIÈRE DE VÉHICULES FERRAILLES: terrain où se fait l'entreposage de véhicules ferrailles à des fins de vente ou non, des pièces ou des véhicules complets.

COMPOST DE FERME: compost produit dans une exploitation agricole par la transformation des produits de ferme et des matières absorbantes utilisées pour les litières des animaux.

CONSTRUCTION: assemblage de matériaux déposés, reliés ou fixés, directement ou non, au sol, comprenant aussi, d'une manière non limitative, les enseignes, les réservoirs, les pompes à essence et les aires de stationnement.

CONSTRUCTION ACCESSOIRE OU COMPLÉMENTAIRE: construction dont l'usage est relié à l'usage principal et construite sur le même terrain, notamment une galerie, un perron, un balcon, un escalier, un auvent, une marquise, un avant-toit, une remise, un garage privé, un abri d'auto, une piscine, etc.

CONSTRUCTION DÉROGATOIRE: construction non conforme aux dispositions du règlement de zonage, de lotissement ou de construction.

CONSTRUCTION HORS TOIT: construction sur le toit d'un bâtiment érigée pour une fin autre que l'habitation mais nécessaire à la fonction de la construction où elle est érigée (cage d'ascenseur, abri pour l'équipement de climatisation de l'air, cheminée, etc.).

CONSTRUCTION TEMPORAIRE: construction à caractère passager, destinée à des fins spéciales et pour une période de temps limitée par règlement.

CONTENEUR : caisse métallique du type de celles habituellement utilisées ou destinées à être utilisées pour le transport, l'entreposage ou la manutention.

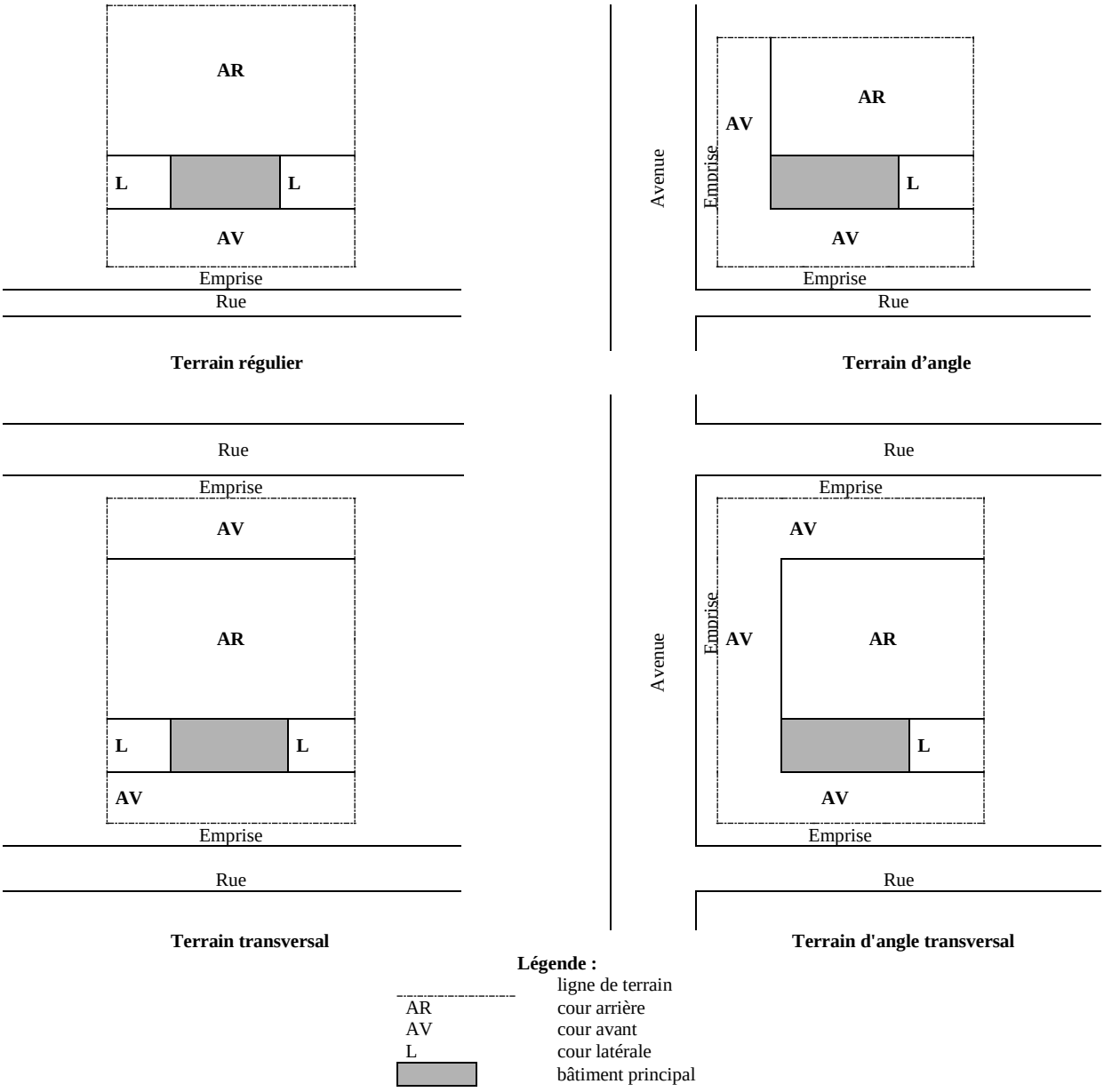
CORRIDOR RIVERAIN: bande de terre qui s'étend à partir de la ligne naturelle des hautes eaux vers l'intérieur des terres sur une profondeur de 300 mètres dans le cas des lacs et de 100 mètres

dans le cas des cours d'eau. Un terrain dont la superficie est comprise à plus de 50% à l'intérieur du corridor riverain est réputé riverain.

COUPE D'ASSAINISSEMENT: abattage ou récolte d'arbres déficients, tarés, dépérissants, endommagés ou morts dans un peuplement d'arbres.

COUPE DE RÉCUPÉRATION: abattage de tiges marchandes, mortes ou en voie de détérioration, telles celles qui sont en déclin (surannées) ou endommagées par le feu, le vent, les insectes, les champignons ou tout autre agent pathogène avant que leur bois ne perde toute valeur économique.

COUR ARRIÈRE: espace entre le mur arrière du bâtiment principal et la ligne arrière du terrain et s'étendant sur toute sa largeur.

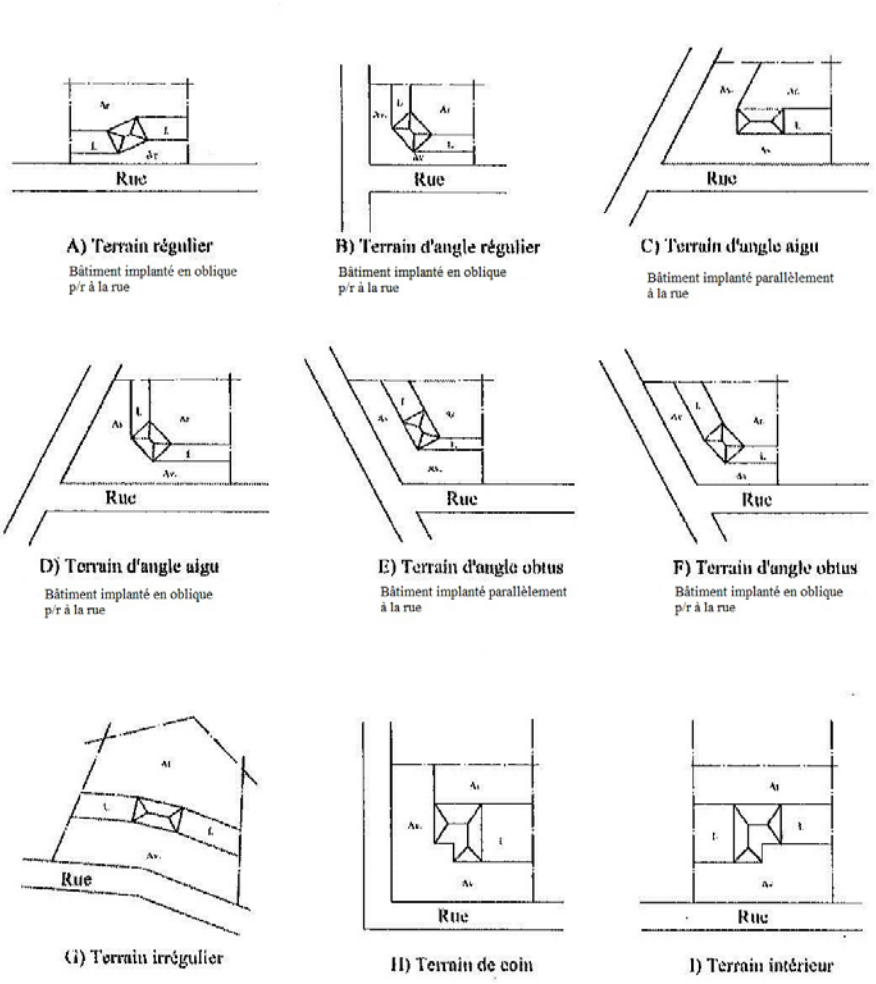


COUR AVANT: espace entre le mur avant du bâtiment principal et la ligne de rue et s'étendant sur toute la largeur du terrain. Dans le cas d'un terrain riverain, la cour avant peut être située entre la ligne des hautes eaux et le mur avant du bâtiment principal si la façade est orientée vers un lac ou un cours d'eau.

Dans le cas d'un terrain d'angle, d'un terrain transversal et d'un terrain d'angle transversal, la cour avant principale sera celle où l'on retrouve la façade principale du bâtiment;

COUR LATÉRALE: espace compris entre la partie la plus avancée du mur du bâtiment, la ligne latérale d'un terrain et s'étendant sur toute la longueur du mur latéral.

COURS D'EAU: toute masse d'eau qui s'écoule dans un lit avec un débit régulier ou intermittent, y compris ceux qui ont été créées ou modifiés par une intervention humaine, à l'exclusion des fossés de voie publique ou privée, mitoyens et de drainage tels que définis.



Note : Dans le cas d'un lot transversal, la cour arrière est limitée d'une part par le mur arrière du bâtiment principal, là ou les cour (s) latérale(s) et les lignes latérales, et d'autre part, par la marge de recul avant de la ou des rue(s) limitant ce lot transversal.

Légende :

Bâtiment principal

Ligne de terrain

Ar. : Cour arrière
Av. : Cour avant
L : Cour latérale

DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR DU PREMIER RÈGLEMENT DE CONTRÔLE INTÉRIMAIRE DE LA MRC: 22 mars 1984.

DÉBOISEMENT: Abattage dans un peuplement forestier, de plus de 40 % des tiges marchandes, par période de 10 ans.

DÉCRET DE LA ZONE AGRICOLE PERMANENTE: 13 juin 1980.

DÉJECTION ANIMALE: l'urine et les matières fécales provenant des animaux ainsi que les fumiers, les lisiers et les purins qui en proviennent et, le cas échéant, les eaux souillées ou non par ces matières qui leur sont ajoutées.

DÉPENDANCE: voir bâtiment accessoire.

DÉPOTOIR : voir lieu d'enfouissement sanitaire.

EMPRISE DE RUE : espace occupé par une voie de circulation et les infrastructures publiques.

ENSEIGNE : tout écrit, représentation picturale, dessin, destiné à des fins de publicité, localisé sur les lieux mêmes de l'entreprise, du commerce ou du produit auquel il réfère.

ENSEIGNE MOBILE: enseigne disposée sur une remorque ou une base amovible, conçue pour être déplacée facilement.

ÉPANDAGE: apport au sol de matières par dépôt ou projection à la surface du sol, par injection ou enfouissement dans le sol ou encore, par brassage avec les couches superficielles du sol.

ÉQUIPEMENT: immeuble ou installation nécessaire à la vie d'une collectivité.

ÉRABLIÈRE: peuplement forestier d'une superficie minimale de 2 hectares composé d'au moins 50 % d'érables à sucre, d'érables rouges ou d'une combinaison de ces 2 essences.

ESSENCES COMMERCIALES

ESSENCES COMMERCIALES RÉSINEUSES			
Épinette blanche	Picea glauca (Moench) Voss	Pin blanc	Pinus strobus L.
Épinette noire	Picea mariana (Mill.) BSP.	Pin gris	Pinus banksiana Lamb.
Épinette rouge	Picea rubens Sarg.	Pin rouge	Pinus resinosa Ait.
Épinette de Norvège	Picea abies (L.) Karst.	Pin sylvestre	Pinus sylvestris L.
Mélèze européen	Larix decidua. Mill.	Pruche de l'Est	Tsuga canadensis (L.) Carr.
Mélèze japonais	Larix kaempferi (Lamb.) Carr.	Sapin baumier	Abies balsamea (L.) Mill.
Mélèze laricin	Larix laricina (Du Roi) Koch	Thuya occidental (de l'Est)	Thuja occidentalis L.
Mélèze hybride	Larix xmarschlinsii Coaz		

ESSENCES COMMERCIALES FEUILLUES			
Bouleau blanc (à papier)	Betula papyrifera Marsh.	Frêne noir	Fraxinus nigra Marsh.
Bouleau gris	Betula populiflolia Marsh.	Frêne rouge (pubescent)	Fraxinus pennsylvanica Marsh.
Bouleau jaune	Betula alleghaniensis Britton	Hêtre à grandes feuilles	Fagus grandifolia Ehrh.
Caryer cordiforme	Carya cordiformis (Wang.) K. Koch)	Noyer cendré	Juglans cinerea L.
Caryer ovale (à fruits doux)	Carya ovata (Mill.) K. Koch	Noyer noir	Juglans nigra L.
Cerisier tardif	Prunus serotina Ehrh.	Orme d'Amérique	Ulmus americana L.
Chêne à gros fruits	Quercus Macrocarpa Michx.	Orme de Thomas	Ulmus thomasi Sarg.
Chêne bicolore	Quercus bicolor Willd.	Orme rouge	Ulmus rubra Mühl.

ESSENCES COMMERCIALES FEUILLUES			
Chêne blanc	Quercus alba L.	Ostryer de Virginie	Ostrya virginiana (Mill.) Koch
Chêne rouge	Quercus rubra L.	Peuplier à grandes dents	Populus grandidentata Michx.
Érable argenté	Acer saccharinum L.	Peuplier baumier	Populus balsamifera L.
Érable à sucre	Acer saccharum Marsh.	Peuplier deltoïde	Populus deltoïdes Marsh.
Érable noir	Acer nigrum Michx.	Peuplier hybride	Populus × sp
Érable rouge	Acer rubrum L.	Peuplier faux tremble	Populus tremuloïdes Michx.
Frêne blanc (d'Amérique)	Fraxinus americana L.	Tilleul d'Amérique	Tilia americana L.

ÉTAGE: partie d'un bâtiment comprise entre un plancher et un plafond. Un sous sol, une cave, un entretoît, un grenier ne sont pas considérés comme un étage; le 1er étage est aussi désigné « rez-de-chaussée ».

ÉTANG ARTIFICIEL : dépression artificielle ou bassin créé par une excavation du sol (pouvant aller jusqu'à la nappe phréatique) qui répond à tous les critères suivants:

- il correspond à la définition d'un usage accessoire ou secondaire;
- il est identifié comme un usage accessoire ou secondaire à une seule résidence unifamiliale isolée;
- il est alimenté par une (ou plusieurs) source d'eau souterraine (aucun cours d'eau n'est dévié pour permettre son alimentation);
- la superficie n'excède pas 1 hectare;
- aucun exutoire ne permet le rejet des eaux dans un cours d'eau.

Un tel plan d'eau n'est pas assujetti aux dispositions relatives aux rives (bande de protection riveraine).

EXPLOITANT D'UN RÉSEAU D'AQUEDUC OU D'ÉGOUT: personne physique ou morale qui exploite, administre ou contrôle un tel réseau.

FAÇADE PRINCIPALE: mur du bâtiment qui présente des détails architecturaux importants et où se trouve généralement l'entrée principale (numéro civique) doit être parallèle à la rue. À l'exception d'une implantation sur un terrain riverain ou sur un terrain dans une zone agricole ou agroforestière.

FORTE PENTE: toute pente dont l'inclinaison est de 30 % et plus. Dans le cas de travaux d'abattage d'arbres (chapitre 7), l'inclinaison du terrain est calculée horizontalement d'un point haut jusqu'à un point bas sur une distance 50 mètres.

FOSSÉ: les fossés de voie publique ou privée, les fossés mitoyens et les fossés de drainage tels que définis ci-après ne sont pas des cours d'eau protégés:

- fossé de voie publique ou privée: dépression en long creusée dans le sol, servant exclusivement à drainer une voie publique ou privée. À titre d'exemple, une voie publique ou privée peut inclure notamment une route, chemin, rue, ruelle, voie piétonnière, cyclable ou ferrée;

- fossé mitoyen: dépression en long creusée dans le sol, servant de ligne séparatrice entre voisins, au sens de l'article 1002 du Code civil;
- fossé de drainage: dépression en long creusée dans le sol utilisée aux seules fins de drainage et d'irrigation, qui n'existe qu'en raison d'une intervention humaine et dont la superficie de bassin versant est inférieure à 100 hectares.

GALERIE: balcon ouvert, couvert ou non.

GARAGE PRIVÉ: construction complémentaire, contiguë ou non au bâtiment principal, servant au remisage des véhicules de promenade des occupants du bâtiment principal.

GESTION LIQUIDE: tout mode d'évacuation des déjections animales autre que la gestion sur fumier solide.

GESTION SOLIDE: le mode d'évacuation d'un bâtiment d'élevage ou d'un ouvrage d'entreposage des déjections animales dont la teneur en eau est inférieur à 85% à la sortie du bâtiment.

GÎTE TOURISTIQUE: bâtiment dont l'usage principal est résidentiel et où l'occupant loue accessoirement des chambres et offre des repas à une clientèle de passage. Le nombre de chambres offertes n'excède pas 5.

HABITATION: tout bâtiment contenant un ou plusieurs logements.

HABITATION UNIFAMILIALE EN RANGÉE: ensemble d'au moins 3 bâtiments dont les murs latéraux sont mitoyens ou se touchent en tout ou en partie, à l'exception des murs extérieurs des bâtiments d'extrémité.

HABITATION UNIFAMILIALE ISOLÉE: bâtiment résidentiel destiné à loger un seul ménage.

HABITATION UNIFAMILIALE SECONDAIRE OU SAISONNIÈRE: bâtiment résidentiel comprenant un seul logement destiné à la villégiature et non utilisé comme résidence permanente.

HABITATION BIFAMILIALE: bâtiment résidentiel comprenant 2 logements.

HABITATION MULTIFAMILIALE: bâtiment résidentiel comprenant 3 logements et plus.

HAUTEUR DU BÂTIMENT (en étage): nombre d'étages entre le toit et le rez-de-chaussée.

HAUTEUR D'UNE ENSEIGNE: distance verticale entre le sol et le point le plus élevé de l'enseigne ou de son support, selon le plus élevé des deux.

ÎLOT: un ou plusieurs terrains bornés par des rues, rivières ou voies ferrées.

INDUSTRIE ARTISANALE: entreprise où l'on fabrique, répare ou transforme de façon artisanale des produits déjà partiellement usinés ou non.

INFRASTRUCTURE: ouvrage ou réseau de propriété publique ou privée par lequel transitent des personnes, des biens et des matériaux.

INFRASTRUCTURE D'UTILITÉ PUBLIQUE: toute infrastructure publique, parapublique ou privée et ses accessoires voués, soit :

- à la communication;
- à l'assainissement des eaux;
- à l'alimentation en eau;
- à la production, à l'évaluation, au transport et à la distribution de l'énergie;
- à la sécurité publique ainsi que tout bâtiment à aires ouvertes utilisé à des fins récréatives.

INGÉNIEUR FORESTIER : professionnel forestier, membre en règle de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec.

INSTALLATION D'ÉLEVAGE: un bâtiment où des animaux sont élevés ou un enclos ou une partie d'enclos où sont gardés, à d'autres fins que le pâturage, des animaux y compris, le cas échéant, tout ouvrage d'entreposage des déjections animales des animaux qui s'y trouvent.

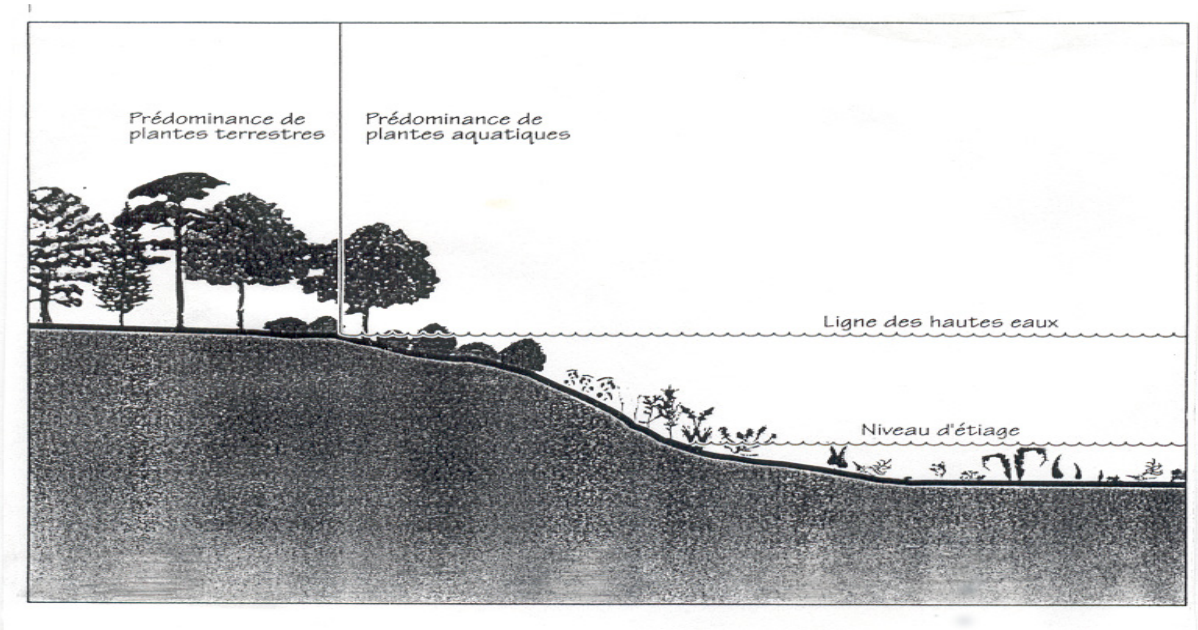
INSTALLATION SEPTIQUE: ensemble d'ouvrages servant à l'évacuation et à l'épuration des eaux d'égouts brutes et des eaux ménagères comprenant une fosse septique et un élément épurateur.

LAC ET COURS D'EAU ASSUJETTIS: tous les lacs et cours d'eau à débit régulier ou intermittent à l'exception des fossés tels que définis.

LIEU D'ÉLEVAGE: ensemble d'installations d'élevage et d'ouvrages de stockage qui appartiennent à un même propriétaire et dont la distance d'une installation ou d'un ouvrage avec l'installation ou l'ouvrage le plus rapproché est d'au plus 150 mètres.

LIEU D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE (LES): équipement régional ou intermunicipal où sont recueillis des objets de rebuts, des déchets, des ordures ménagères ou des matières résiduelles provenant d'activités résidentielles, commerciales, industrielles ou autres. Synonyme de dépotoir et de site de dépôts en tranchées.

LIGNE DES HAUTES EAUX: ligne qui sert à délimiter le littoral et la rive des lacs et cours d'eau. Cette ligne se situe à la ligne naturelle des hautes eaux, c'est-à-dire:



a) À l'endroit où l'on passe d'une prédominance de plantes aquatiques à une prédominance de plantes terrestres; en l'absence de plantes aquatiques, à l'endroit où les plantes terrestres s'arrêtent en direction du plan d'eau; les plantes considérées comme aquatiques sont toutes les plantes hydrophiles incluant les plantes submergées, les plantes à feuilles flottantes, les plantes émergentes et les plantes herbacées et ligneuses émergées caractéristiques des marais et marécages ouverts sur des plans d'eau;

b) Dans le cas où il y aurait un ouvrage de retenue des eaux, à la cote maximale d'exploitation de l'ouvrage hydraulique pour la partie du plan d'eau située en amont;

c) Dans le cas où il y aurait un mur de soutènement légalement érigé, à compter du haut de l'ouvrage;

À défaut de pouvoir déterminer la ligne des hautes eaux à partir des critères précédents, celle-ci peut-être localisée comme suit:

d) À la limite de la cote de récurrence de 2 ans identifiée, laquelle correspond à la ligne établie selon les critères botaniques définis au point a).

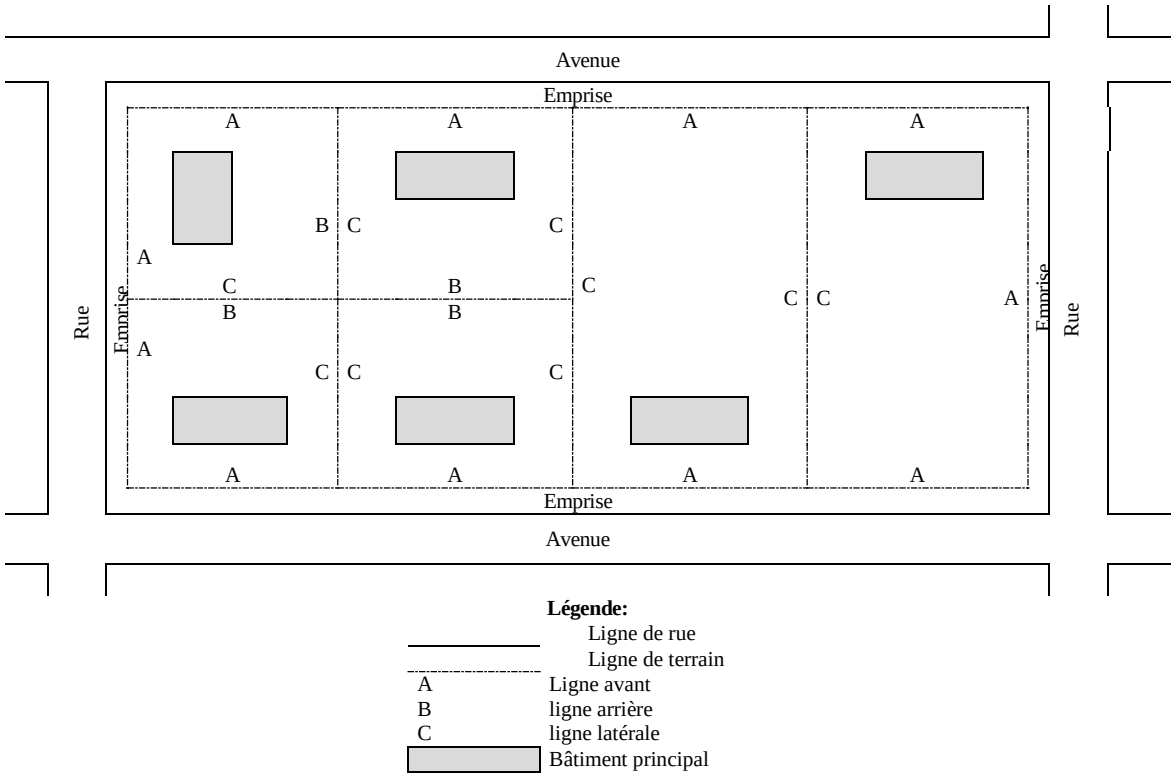
LIGNE ARRIÈRE: ligne qui borne l'arrière d'un terrain à une rue ou à un terrain aboutant; dans le cas d'un terrain riverain, si la façade fait face à la rue, la ligne arrière est la ligne des hautes eaux.

LIGNE AVANT: ligne qui sépare l'avant d'un terrain d'une emprise de rue; dans le cas d'un terrain adjacent à une rue privée, la ligne avant est la ligne qui sépare l'avant d'un terrain de l'assiette de cette rue privée, que cette rue privée soit cadastrée ou non ; dans le cas d'un terrain riverain, si la façade fait face au lac ou au cours d'eau, la ligne avant est la ligne des hautes eaux.

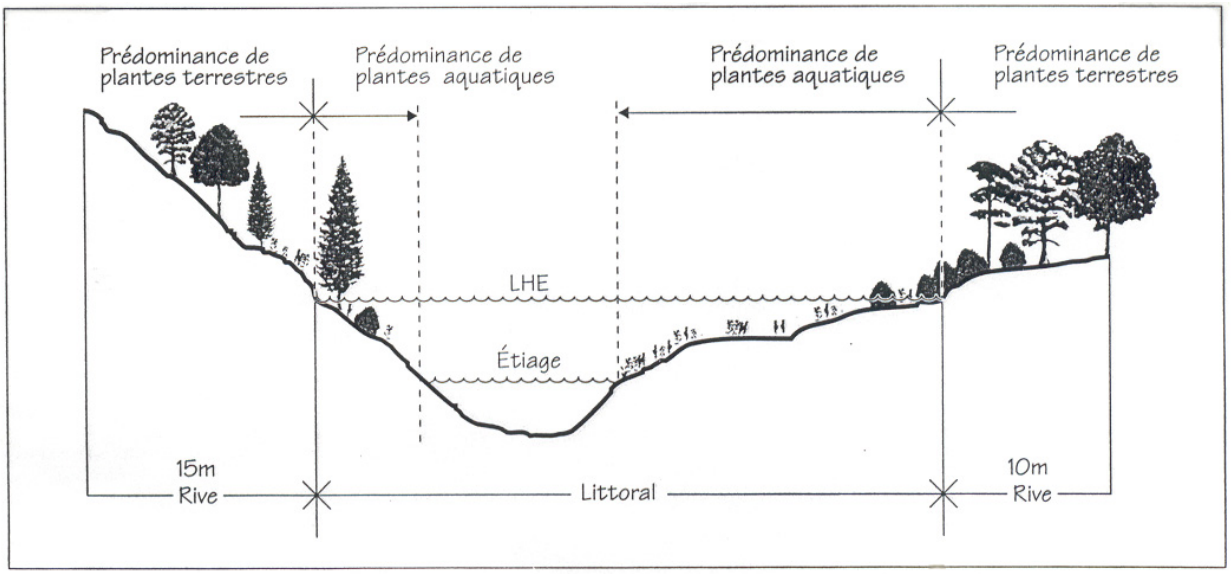
LIGNE DE LOT: ligne de division entre un lot et les lots voisins.

LIGNE DE TERRAIN: limite de propriété formée par l'ensemble des lignes avant, latérales et arrière.

LIGNE LATÉRALE: ligne de terrain joignant la ligne avant et la ligne arrière d'un terrain.



LITTORAL: partie d'un lac et d'un cours d'eau qui s'étend à partir de la ligne des hautes eaux vers le centre du plan d'eau.



LOGEMENT: unité d'habitation employée ou destinée à un emploi domestique par une personne ou plus, avec commodités pour préparer les repas, manger, vivre, dormir et comprenant une salle de bain.

LOT: fonds de terre identifié par un numéro distinct sur un plan de cadastre fait et déposé conformément au Code civil et à la Loi sur le cadastre.

LOTS CONTIGUS (Chapitre 7, article 7.3, abattage d'arbres) : sont réputés contigus, les lots ou parties de lots séparés par un chemin public ou privé, un cours d'eau, un chemin de fer, une emprise d'utilité publique ou par la superficie d'un lot sur laquelle porte un droit acquis et appartenant à un même propriétaire ou à un même groupe de propriétaires par indivis.

LOTISSEMENT : morcellement, division, subdivision, redivision ou nouvelle subdivision d'un terrain en lots conformément au règlement de lotissement municipal.

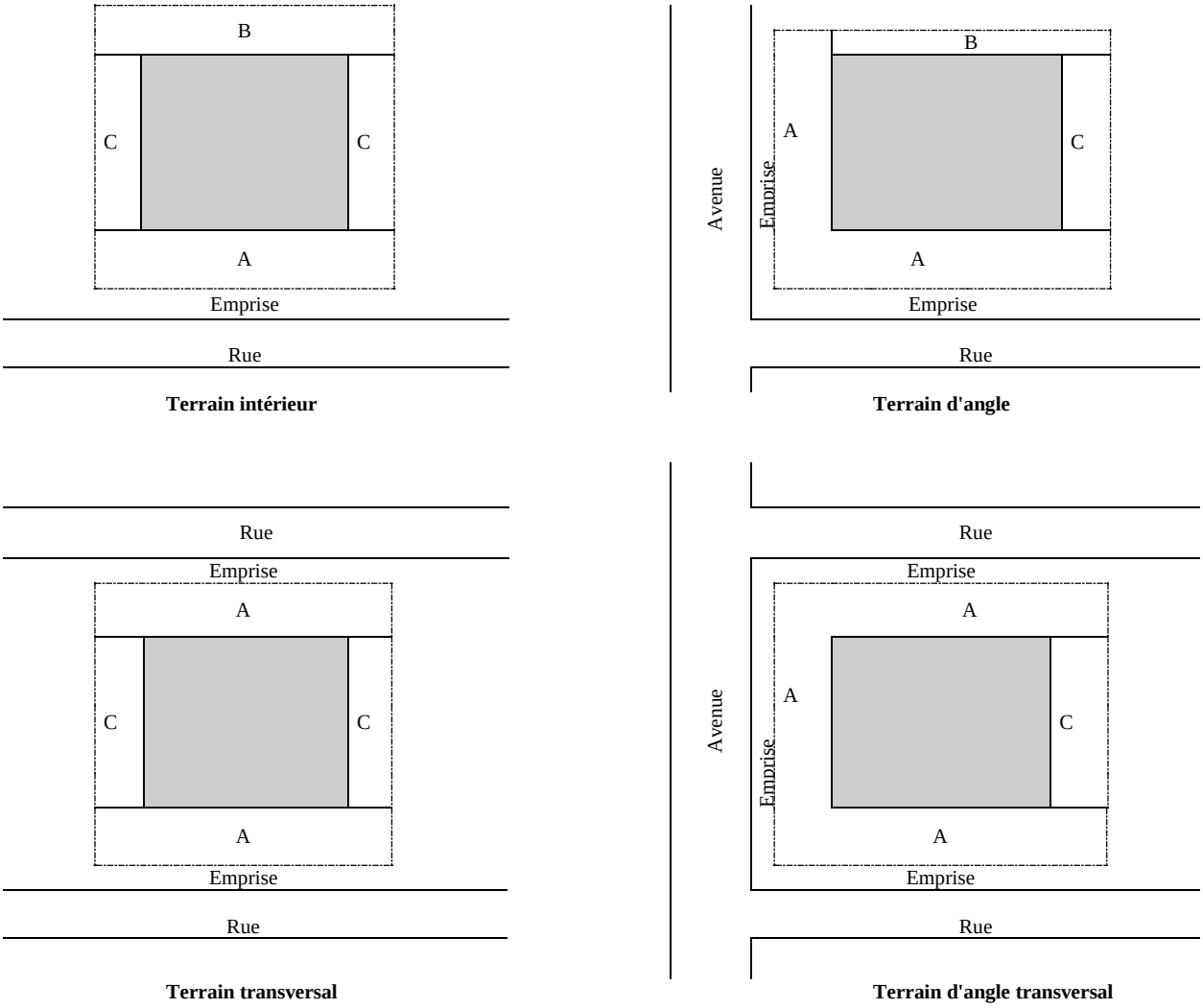
MAISON D'HABITATION (zone agricole permanente): une maison d'habitation d'une superficie d'au moins 21 mètres carrés qui n'appartient pas au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause ou à un actionnaire ou dirigeant qui est propriétaire ou exploitant de ces installations.

MAISON MOBILE: habitation unifamiliale, fabriquée en usine, conçue pour être habitée à l'année; transportable vers sa destination finale en une seule unité, à l'aide d'un système de roues faisant partie de sa structure. Elle peut être installée sur ses roues, blocs, piliers, pilotis, poteaux, poutres, vérins ou sur des fondations. Une maison mobile doit avoir une largeur minimale de 3,5 mètres et une longueur minimale de 15 mètres, en deçà de quoi, la construction est considérée comme une roulotte.

MARGE DE RECUL ARRIÈRE: espace prescrit dans la réglementation et établissant la profondeur minimale de la cour arrière. Cet espace se calcule à partir de la ligne arrière du terrain et le bâtiment principal.

MARGE DE RECUL AVANT: espace prescrit dans la réglementation et établissant la profondeur minimale de la cour avant. Cet espace se calcule à partir de la ligne avant du terrain et la partie la plus avancée du mur du bâtiment. Dans le cas d'un terrain d'angle, d'un terrain d'angle transversal et d'un terrain transversal, la marge de recul avant prescrite doit être appliquée sur tous les côtés bornés par une rue publique ou privée.

MARGE DE RECUL LATÉRALE: espace prescrit dans la réglementation et établissant la profondeur minimale des cours latérales. Cet espace se calcule à partir des lignes latérales du terrain et de la partie la plus avancée du mur du bâtiment.



Légende :

----------	ligne de terrain
A	marge de recul avant
B	marge de recul arrière
C	marge de recul latérale
▭	superficie constructible

MINI-MAISON : résidence unifamiliale comprenant un seul logement et installée sur fondation ou sur pilotis. La mini-maison est sans roue et est construite de façon à ce qu'elle ne puisse pas être attachée à un véhicule moteur. Sa superficie est inférieure à la superficie minimale exigée pour les bâtiments principaux.

MODIFICATION: tout changement, agrandissement ou transformation d'une construction ou tout changement dans son occupation.

MUR DE SOUTÈNEMENT: tout mur, paroi ou autre construction ou aménagement semblable soutenant, retenant ou s'appuyant contre un amoncellement de terre, que celle-ci soit rapportée ou non.

OPÉRATION CADASTRALE : une division, subdivision, redivision, une nouvelle subdivision (ou une annulation, une correction, un remplacement d'un numéro de lot), d'un terrain ayant pour résultat de créer un ou plusieurs lots identifiés par un numéro distinct sur un plan fait et déposé conformément à la Loi sur le cadastre ou au Code civil du Québec.

OUVRAGE DANS LA RIVE OU LE LITTORAL: intervention ayant pour but, soit:

- de porter le sol à nu;
- de détruire ou de modifier la couverture végétale des rives;
- de réaliser une nouvelle utilisation ou occupation des rives et du littoral.

OUVRAGE DE CAPTAGE D'EAU POTABLE COMMUNAUTAIRE: ouvrage de captage d'eau destinée à la consommation humaine alimentant plus de 20 personnes, ainsi que les ouvrages desservant les établissements d'enseignements et les établissements à clientèle vulnérable (santé et services sociaux) et ceux alimentant des sites récréatifs (camping, colonie de vacances, camp de plein air familial, etc.), à l'exception des ouvrages visant les résidences isolées.

PANNEAU-RÉCLAME: enseigne annonçant une entreprise, une profession, un produit, un service ou un divertissement, exercé ou offert à un endroit autre que celui où elle est placée, à l'exception d'une enseigne émanant de l'autorité publique et annonçant un organisme public ou une activité ou un organisme sans but lucratif.

PATIO: plate-forme localisée dans une cour ou adjacente au bâtiment principal et déposée au sol ou reposant sur pilotis.

PENTE: rapport entre la projection verticale d'une inclinaison et sa projection horizontale.

PENTE FORTE: toute pente dont l'inclinaison dépasse 30%. Une pente de 30% représente un changement de 30 mètres d'altitude sur une distance horizontale de 100 mètres.

PÉRIMÈTRE D'URBANISATION: espace géographique à caractère urbain, auquel se rattachent des notions de concentration, de croissance et de pluralité des fonctions.

PÉRIMÈTRE D'URBANISATION (zone agricole permanente): la limite prévue de l'extension future de l'habitat de type urbain dans une municipalité déterminée par le schéma d'aménagement et de développement révisé à l'exception de toute partie de ce périmètre qui serait comprise dans la zone agricole permanente.

PEUPLEMENT FORESTIER : ensemble d'arbres ayant une uniformité quant à sa composition floristique, sa structure, son âge, sa répartition dans l'espace et sa condition sanitaire pour se distinguer des peuplements forestiers voisins et pouvant ainsi former une unité d'aménagement forestier, sans égard à la propriété foncière. Un peuplement forestier doit avoir un volume minimum de 21 mètres cubes de matière ligneuse par hectare.

PEUPLEMENT FORESTIER RENDU À MATURITÉ : peuplement forestier dont l'âge de la majorité des arbres se situe au-delà de l'âge prévu pour la récolte (âge d'exploitabilité).

PISCINE : bassin artificiel extérieur, permanent ou temporaire, destiné à la baignade et dont la profondeur d'eau est de 60 cm ou plus, à l'exclusion d'un bain à remous ou d'une cuve thermale lorsque leur capacité n'excède pas 2000 litres.

PLANTATION : ensemble d'arbres ayant été mis en terre par l'homme.

PRESCRIPTION SYLVICOLE: recommandation écrite, confectionnée et signée par un ingénieur forestier, portant sur des interventions influençant l'établissement, la composition, la constitution et la croissance de peuplements forestiers.

PROFONDEUR D'UN TERRAIN: distance entre le point milieu de la ligne avant et le point milieu de la ligne arrière.

PROJET INTÉGRÉ : regroupement d'un minimum de 2 et d'un maximum de 6 bâtiments résidentiels de type jumelé, bifamilial ou multifamilial érigés sur un même terrain suivant un plan d'aménagement détaillé maintenu sous une seule responsabilité et planifié dans le but de favoriser la copropriété ou les occupations du sol communes telles les allées véhiculaires, stationnements et espaces verts récréatifs et communs.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE : lot(s) ou partie de lot(s) ou ensemble de lots contigus dont le fond de terrain forme un ensemble foncier d'un seul bloc appartenant à un même propriétaire.

RÉGÉNÉRATION ADÉQUATE: pour la régénération à dominance résineuse, un minimum de 1500 tiges à l'hectare d'essences commerciales uniformément réparties et pour la régénération à dominance feuillue, un minimum de 1200 tiges à l'hectare d'essences commerciales uniformément réparties d'une hauteur moyenne de 2 mètres dans les 2 cas.

RÉPARATION: réfection, renouvellement ou consolidation de toute partie existante d'un bâtiment ou d'une construction. Ne s'applique pas aux travaux de peinture ou aux menus travaux d'entretien nécessaires au bon maintien d'un bâtiment.

RÉSEAU D'AQUEDUC: système de distribution en eau potable, public ou privé, qui dessert au moins 1 abonné en plus de l'exploitant.

RÉSEAU D'ÉGOUT: système servant à la cueillette des eaux usées et des eaux ménagères, public ou privé, qui dessert au moins 1 abonné en plus de l'exploitant.

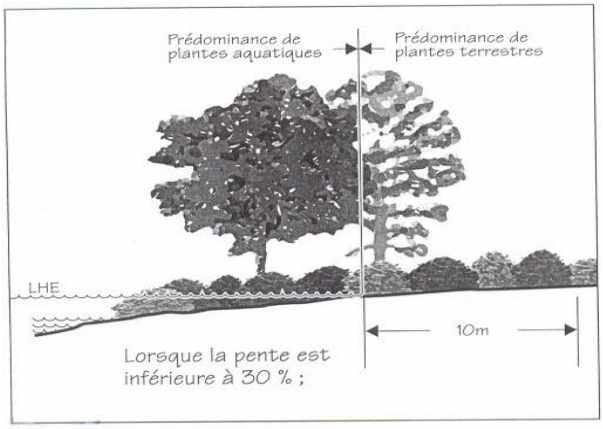
RÉSIDENCE DE TOURISME : établissement possédant une attestation de classification délivrée par le Ministère du Tourisme où est offert de l'hébergement pour un court séjour de moins de 31 jours en appartements, maisons ou chalets meublés, incluant un service d'auto cuisine.

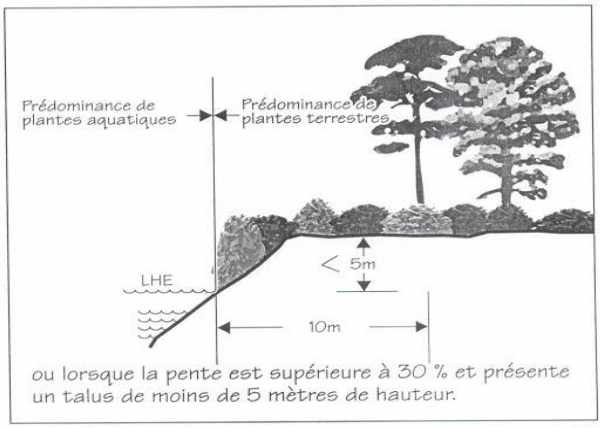
REZ DE CHAUSSÉE: étage situé immédiatement au-dessus du niveau du sol ou au-dessus de la cave ou du sous-sol.

RIVE: bande de terre qui borde les lacs et cours d'eau et qui s'étend vers l'intérieur des terres à partir de la ligne des hautes eaux; la largeur de la rive à protéger se mesure horizontalement.

La rive a un minimum de 10 mètres:

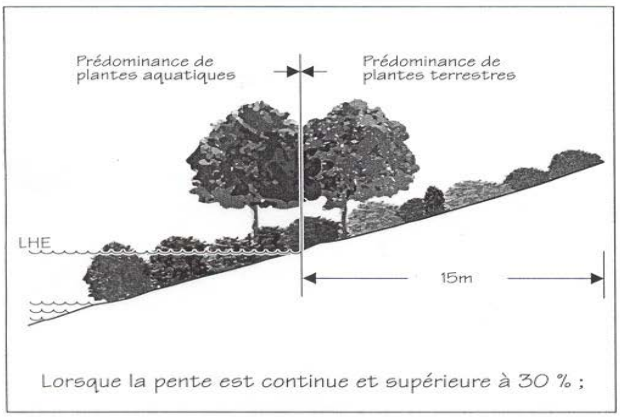
- lorsque la pente est inférieure à 30%, ou
- lorsque la pente est supérieure à 30% et présente un talus de moins de 5 mètres de hauteur.

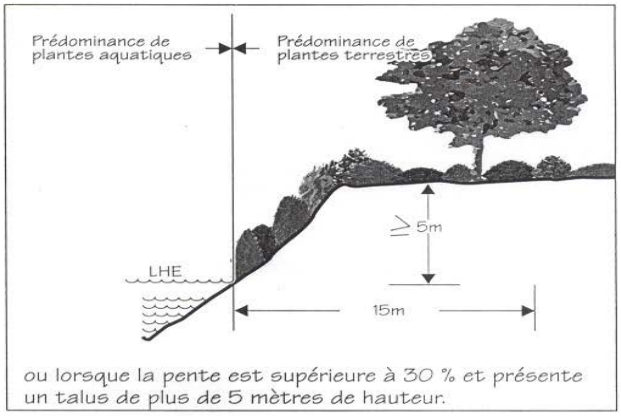




La rive a un minimum de 15 mètres:

- lorsque la pente est continue et supérieure à 30%, ou
- lorsque la pente est supérieure à 30% et présente un talus de plus de 5 mètres de hauteur.





ROULOTTE: véhicule immatriculé, fabriqué en usine, d'une largeur maximale de 3,5 mètres et d'une longueur maximale de 9 mètres, incluant le dispositif d'accrochage (pôle) conçu et utilisé comme logement saisonnier où des personnes peuvent demeurer, manger ou dormir, et construit afin qu'il puisse se déplacer de façon autonome ou être attaché à un véhicule-moteur.

ROUTE: portion de l'espace, incluant les emprises, de propriété publique servant à la circulation de véhicules.

RUE: portion de l'espace, incluant les emprises, servant à la circulation de véhicules, cadastrée ou non; elle peut être de propriété publique ou privée.

RUE PRIVÉE: rue de propriété privée (en vertu d'un titre de propriété ou pour laquelle une ou des servitudes réelles et perpétuelles de passage sont inscrites au Bureau de la publicité des droits) qui est ouverte au public, sans entrave quelconque (ex. barrière). Une entrée ne peut être considérée comme une rue privée.

RUE (ligne de): ligne qui sépare la rue des terrains en bordure.

SABLIÈRE: tout endroit d'où l'on extrait à ciel ouvert des substances minérales non consolidées, y compris du sable ou du gravier, à partir d'un dépôt naturel.

SENTIER DE DÉBARDAGE : chemin d'accès temporaire utilisé aux fins du transport de bois hors des aires de coupe.

SITE PATRIMONIAL PROTÉGÉ (zone agricole permanente): site patrimonial reconnu par une instance compétente et identifié au schéma d'aménagement et de développement révisé.

STATIONNEMENT (aire de): superficie de terrain comprenant 3 cases de stationnement ou plus.

STATION-SERVICE: établissement destiné à la vente de l'essence et d'autres produits nécessaires au fonctionnement des véhicules moteurs, à leur lavage, réparation, lubrification et entretien.

SUPERFICIE D'UN BÂTIMENT: superficie extérieure maximale de la projection horizontale sur le sol, y compris les porches, les vérandas couvertes, les puits d'aérage et d'éclairage et tous les espaces inclus dans un bâtiment sauf les cours intérieures et extérieures, mais ne comprend pas les terrasses, marches, corniches, escaliers de sauvetage, escaliers et rampes extérieures et les plates formes de chargement, à ciel ouvert.

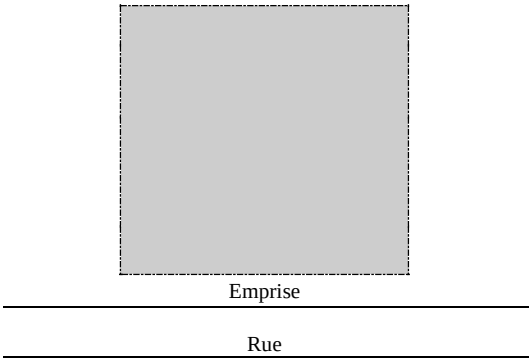
TABLE CHAMPÊTRE (zone agricole permanente): activité visant à offrir des repas à partir des produits de la ferme. L'usage principal demeure l'exploitation agricole.

TENANT (D'UN SEUL) : les aires de coupe sur une même propriété foncière et séparées par moins de 100 mètres sont considérées comme d'un seul tenant. Seules les superficies sur lesquelles il y a eu un déboisement sont comptabilisées dans le calcul de la superficie des aires de coupes.

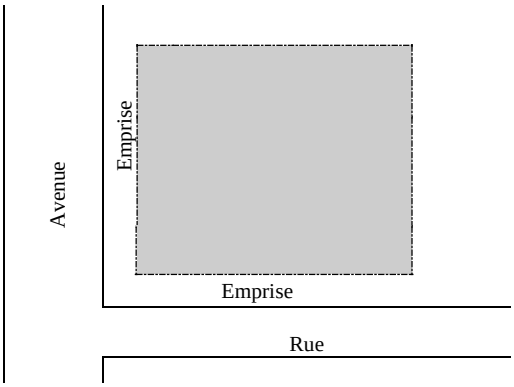
TERRAIN: lot ou ensemble de lots contigus constituant une même propriété; 2 lots ou parties de lot séparés par une rue privée ou publique ne sont pas considérés comme contigus.

TERRAIN D'ANGLE: terrain situé à l'intersection de 2 rues qui forment à ce point un angle inférieur à 135°.

TERRAIN INTÉRIEUR: terrain autre qu'un terrain d'angle.



Terrain intérieur



Terrain d'angle

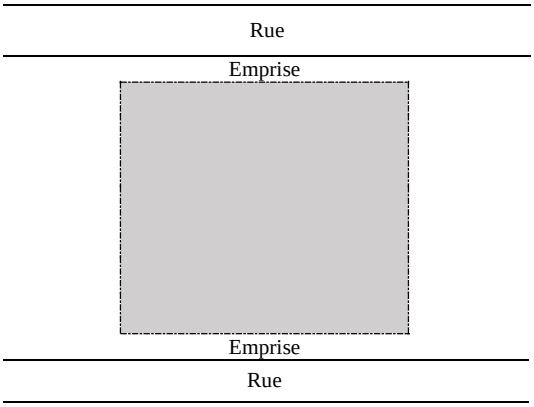
TERRAIN DESSERVI: terrain desservi par un réseau d'aqueduc et d'égout sanitaire.

TERRAIN PARTIELLEMENT DESSERVI: terrain desservi soit par un réseau d'aqueduc, soit par un réseau d'égout sanitaire.

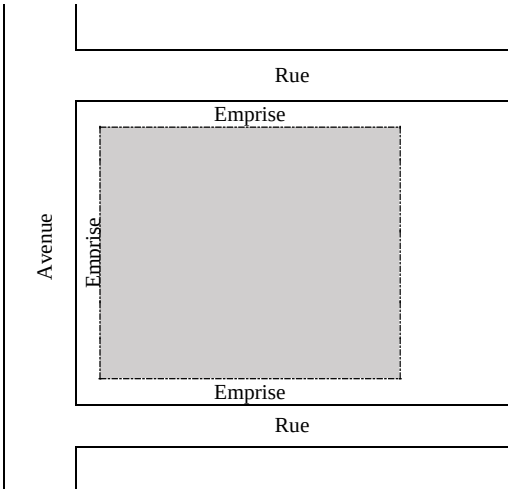
TERRAIN NON DESSERVI: terrain qui n'est desservi ni par un réseau d'aqueduc ni par un réseau d'égout sanitaire.

TERRAIN TRANSVERSAL: terrain intérieur donnant sur au moins 2 rues.

TERRAIN D'ANGLE TRANSVERSAL: terrain partageant une ligne commune avec 3 rues.



Terrain transversal



Terrain d'angle transversal

TIGE MARCHANDE : arbre faisant parti de la liste des essences commerciales feuillues et résineuses.

UNITÉ ANIMALE: unité de mesure du nombre d'animaux qui peuvent se trouver dans une installation d'élevage au cours d'un cycle de production.

UNITÉ D'ÉLEVAGE: une installation d'élevage ou, lorsqu'il y en a plus d'une, l'ensemble des installations d'élevage dont un point du périmètre de l'une est à moins de 150 mètres de la prochaine et, le cas échéant, de tout ouvrage d'entreposage des déjections des animaux qui s'y trouvent.

UNITÉ FONCIÈRE VACANTE (pour les résidences dans une zone agroforestière) : désigne un terrain sans résidence ou chalet, sans bâtiment commercial, industriel, institutionnel ou autre qu'agricole ou forestier. Un terrain où est construit un abri forestier, un bâtiment accessoire, un bâtiment agricole ou forestier non commercial est considéré comme vacant.

USAGE ACCESSOIRE (OU COMPLÉMENTAIRE): tous les usages des bâtiments ou des terrains qui servent à faciliter ou améliorer l'usage principal.

Les usages accessoires à l'habitation sont ceux qui servent à améliorer ou à rendre agréables les fonctions résidentielles.

Les usages principaux autres que l'habitation peuvent compter également des usages complémentaires, ceux-ci sont considérés comme tel par le présent règlement, à la condition qu'ils soient un prolongement normal et logique des fonctions de l'usage principal.

USAGE DÉROGATOIRE: tout emploi d'un terrain, d'un bâtiment ou de ses dépendances, non conforme à la réglementation établie pour la zone dans laquelle ils sont situés, et existant, en voie de construction ou déjà autorisé par le conseil à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

USAGE PRINCIPAL: la fin principale à laquelle un bâtiment, une construction, un local, un terrain ou une de leurs parties est utilisé, occupé ou destiné ou traité pour être utilisé ou occupé.

USAGE TEMPORAIRE: usage à caractère passager, destiné à des fins spéciales et pour une période de temps limitée par règlement.

VÉHICULE RÉCRÉATIF: véhicule fabriqué en usine selon les normes de l'Association canadienne de normalisation (ACNOR), monté sur roues et où des personnes peuvent demeurer, manger ou dormir lors d'un séjour temporaire dans un lieu. Sont inclus dans cette définition, les véhicules de type roulotte, tente-roulotte, campeur, caravane, camionnette de camping, campeur transportable sur camionnette et immatriculé conformément au Code de la sécurité routière et de fabrication commerciale.

VÉHICULE FERRAILLE: véhicule moteur fabriqué depuis plus de 7 ans, non immatriculé pour l'année courante et hors d'état de fonctionnement ou toute pièce d'un véhicule destinée ou non à la vente ou au recyclage.

VOIE DE CIRCULATION: toute structure ou endroit affecté à la circulation des véhicules et des piétons, notamment une route, rue ou ruelle, un trottoir, un sentier de piéton, une piste cyclable, une piste de motoneige, un sentier de randonnée, une place publique ou une aire publique de stationnement.

ZONAGE: morcellement de la municipalité en zones, aux fins d'y réglementer la construction ainsi que l'usage des terrains et des bâtiments.

ZONE AGRICOLE DÉSIGNÉE : territoire soumis à l'application de la Loi de protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q., c. P-41.1).

CHAPITRE 3 CLASSIFICATION DES CONSTRUCTIONS ET DES USAGES

3.1 RÉPARTITION DU TERRITOIRE MUNICIPAL EN ZONES

[Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

Afin de pouvoir réglementer les usages sur tout le territoire municipal, la municipalité est divisée en zones, lesquelles sont inscrites au plan de zonage.

ZONES	OCCUPATION
Ra	Résidentielle de faible densité
Rb	Résidentielle de moyenne à haute densité
Ca	Commerciale de voisinage
Cb	Commerciale d'envergure
I	Industrielle
P	Publique et institutionnelle
V	Villégiature
A	Agricole
Ag	Agroforestière

Un seul bâtiment principal ou un seul usage principal est autorisé par terrain.

Aucun bâtiment accessoire ou complémentaire ne peut être érigé et aucun usage complémentaire ne peut être exercé sur un terrain où il n'y a pas de bâtiment principal érigé ou d'usage principal exercé conformément à la réglementation. Cette disposition ne s'applique pas en zone de villégiature.

Malgré ce qui précède, plus d'un bâtiment principal peut être érigé sur un terrain dans le cas d'un projet intégré réalisé conformément à l'article 3.17 du présent règlement.

3.2 CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE RÉSIDENTIELLE (RA)

[Règ. 559-2018, le 16-05-2018] [Règ. 577-2018, le 28-11-2018]

À l'intérieur d'une zone résidentielle (Ra), les constructions ou usages suivants sont autorisés:

a) Les habitations unifamiliales isolées, unifamiliales jumelées et unifamiliales en rangée;

b) Les habitations bifamiliales (duplex);

c) Les parcs, espaces verts, terrains de jeux;

d) Les commerces, services personnels et professionnels intégrés à l'habitation aux conditions suivantes :

- l'usage est exercé à l'intérieur d'une habitation unifamiliale isolée;

- la superficie de plancher occupée par l'usage commercial est de 35m2 ou moins;
- aucun étalage n'est visible de l'extérieur;
- seule la vente de produits directement liés à l'activité exercée est autorisée;
- un seul usage est exercé dans l'habitation;
- aucune modification à l'architecture de l'habitation n'est visible de l'extérieur;
- l'usage ne nécessite pas l'aménagement de plus de 2 cases de stationnement;
- les cases de stationnement aménagées sur le terrain de l'habitation suffisent aux besoins du commerce (aucun stationnement dans la rue n'est permis);
- les dispositions sur l'affichage de l'article 4.11.6 sont respectées.

À titre indicatif et de façon non limitative :

- les bureaux de professionnels;
- les bureaux d'affaires (entrepreneur, courtier);
- les services personnels (coiffeur, couturier);
- les commerces de détail (dépanneur, artisanat).

Dans le cas d'une habitation bi-génération, un seul usage « commerce, services personnels et professionnels intégré à l'habitation » est autorisé par bâtiment;

e) Dans une zone résidentielle (Ra), sur un terrain situé, en tout ou en partie, à l'intérieur d'une tourbière telle qu'identifiée au plan de zonage, sont interdits la construction, la transformation ou l'agrandissement d'un bâtiment principal, d'un bâtiment annexé à celui-ci, d'un garage privé isolé, à moins qu'une étude géotechnique réalisée par un ingénieur et rencontrant les exigences prévues au 2e alinéa du présent paragraphe soit déposée. Les travaux devront être autorisés par le Conseil, après avoir reçu l'avis du Comité consultatif d'urbanisme (CCU), conformément à l'article 145.42 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, et ce, aux conditions que le Conseil peut par ailleurs fixer.

Pour l'analyse de sa demande, le requérant du permis ou du certificat doit fournir un rapport signé par un ingénieur, membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec :

- démontrant que, compte tenu de la nature géotechnique des sols, il est possible de réaliser la construction, l'ouvrage ou les travaux décrits dans la demande de permis ou de certificat, sans qu'ils n'entraînent un risque pour la sécurité des biens ou des personnes et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, un risque de tassement des sols ou de dégradation des bâtiments, constructions ou ouvrages projetés ou existants ;
- indiquant les restrictions, conditions ou recommandations qui devraient être respectées lors de la réalisation des travaux, incluant les méthodes et les moyens préventifs qui devraient être mis en œuvre lors de la réalisation, et toutes restrictions, conditions ou recommandations quant aux remblais devant être réalisés de façon accessoire aux travaux visés au 1er alinéa.

3.3 CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE RÉSIDENTIELLE (RB)

[Règ. 577-2018, le 28-11-2018]

À l'intérieur d'une zone résidentielle (Rb), les constructions et usages suivants sont autorisés :

a) Les constructions et usages autorisés dans les zones résidentielles Ra, pourvu que la réglementation applicable à ces zones soit respectée;

b) Les habitations multifamiliales à caractère communautaire, public ou privé;

c) À l'intérieur d'une zone résidentielle Rb, sur un terrain situé, en tout ou en partie, à l'intérieur d'une tourbière telle qu'identifiée au plan de zonage, les restrictions et conditions prévues au paragraphe e) de l'article 3.2 s'appliquent;

d) Les projets intégrés dans les zones Rb-30 et Rb-35 selon les dispositions de l'article 3.17.

3.4 CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE COMMERCIALE (CA)

[Règ. 447/05-2006, le 11-01-2011]

À l'intérieur d'une zone commerciale (Ca), les constructions ou usages suivants sont autorisés:

a) Les constructions et usages autorisés dans les zones résidentielles Ra et Rb pourvu que la réglementation pour ces zones soit respectée;

b) Les commerces de vente au détail et les services qui n'entraînent pas d'entreposage dans la cour avant, à l'exception de l'étalage régulier de la marchandise en vente sur place;

   À titre indicatif et de façon non limitative :

   - épicerie;
   - magasins (vêtements, meubles, alcool, marchandises diverses);
   - quincaillerie, pharmacie;
   - papeterie, fleuriste, bijouterie, tabagie;
   - bureaux de professionnels;
   - cordonnerie, salon de coiffure;
   - institution financière;
   - agence d'assurances, d'affaires immobilières;
   - blanchisserie, nettoyeur;
   - pompes funèbres;
   - artisanat;
   - station-service, vente d'autos, poste à essence;
   - hôtel, restaurant, bar, brasserie, cinéma, théâtre;
   - salle de quilles, de billard.

Nonobstant le paragraphe précédent, les types d'entreposage suivants sont spécifiquement interdits dans la cour avant:

- l'entreposage de matériaux de construction incluant de façon non limitative les poutrelles d'acier, les portes et fenêtres, les briques ou tout autre type de revêtement extérieur, les madriers, etc.;
- l'entreposage de sable, gravier ou toutes autres matières premières;
- l'entreposage de tuyaux, de fosses septiques ou de tous autres équipements sanitaires;
- l'entreposage de carcasses d'autos ou de matériaux détériorés par la rouille ou de toutes autres façons;

c) Les constructions et usages autorisés dans les zones publiques et institutionnelles (P) pourvu que la réglementation prévue pour ces zones soit respectée;

d) Un ou des logements à l'étage dans un édifice commercial, selon les dispositions de l'article 6.5.2;

e) Les projets intégrés selon les dispositions de l'article 3.17.

3.5 CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE COMMERCIALE (CB)

À l'intérieur d'une zone commerciale (Cb), les constructions et usages suivants sont autorisés :

a) Les commerces de vente au détail et de gros, et les services qui n'entraînent pas d'entreposage dans la cour avant, à l'exception de l'étalage de véhicules, pièces d'équipement, machineries et autres produits mis en démonstration pour la vente. En tout temps, l'étalage ne doit nuire à la circulation des véhicules sur le terrain et au fonctionnement normal des commerces et services.

Nonobstant le paragraphe précédent, les types d'entreposage suivants sont spécifiquement interdits dans la cour avant:

- l'entreposage de matériaux de construction incluant de façon non limitative les poutrelles d'acier, les portes et fenêtres, les briques ou tout autre type de revêtement extérieur, les madriers, etc.;
- l'entreposage de sable, gravier ou toutes autres matières premières;
- l'entreposage de tuyaux, de fosses septiques ou de tous autres équipements sanitaires;
- l'entreposage de carcasses d'autos ou de matériaux détériorés par la rouille ou de toutes autres façons;

b) Les entrepôts;

c) Les constructions et usages autorisés dans les zones publiques et institutionnelles (P) pourvu que la réglementation pour ces zones soit respectée;

d) Les bâtiments et équipements d'utilité publique.

À titre indicatif et de façon non limitative:

- garage municipal;
- station hydro-électrique;
- caserne de pompiers;
- réservoir;
- station d'assainissement des eaux.

3.6 CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UN PARC OU UNE ZONE INDUSTRIELLE (I)

À l'intérieur d'un parc ou d'une zone industrielle (I), les constructions ou usages suivants sont autorisés:

a) Les entreprises de transformation (industrie, manufacture, atelier);

b) Les activités para-industrielles:

- celles qui sont fortement liées au domaine industriel comme les entreprises de transport, les entrepôts, les bâtiments industriels polyvalents, les entreprises engagées dans des productions impliquant une technologie de pointe, etc.;
- les entreprises non industrielles mais dont les activités, les besoins et les inconvénients qu'elles génèrent au voisinage se rapprochent de ceux du domaine industriel du point de vue de l'occupation de l'espace ou de l'impact sur l'environnement comme les commerces de gros, les cours à bois, les entreprises de construction, les ateliers de réparation, etc.;

c) Les activités de recherche gouvernementales, universitaires ou privées;

d) Les bâtiments et équipements d'utilité publique.

3.7 CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE PUBLIQUE ET INSTITUTIONNELLE (P)

[Règ. 447/05-2006, le 11-01-2011]

À l'intérieur d'une zone publique et institutionnelle (P), les constructions ou usages suivants sont autorisés:

a) Les constructions et usages reliés à l'éducation, la santé, la culture, le culte, les loisirs et l'administration publique;

À titre indicatif et de façon non limitative :

- écoles;
- garderies;
- centres sociaux;
- hôpitaux; CLSC;

- églises, cimetières;
- haltes routières, parcs, espaces verts et terrains de jeux;
- aréna; hôtel de Ville;
- bureau de poste;

b) Dispositions particulières applicables à la zone P-62 :

Dans la zone P-62, sont prohibés tous les bâtiments, toutes les constructions, tous les travaux, toutes les activités, toutes les infrastructures et tous les types d'aménagement à l'exception des travaux de restauration d'habitats autorisés par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et l'entretien des fossés existants en date du 11 janvier 2011.

3.8 CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE DE VILLÉGIATURE (V)

[Règ. 447/01-2006, le 13-05-2008] [Règ. 482-2012, le 20-06-2012] [Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

À l'intérieur d'une zone de villégiature (V), les constructions ou usages suivants sont autorisés:

a) Les habitations unifamiliales isolées d'un maximum de 2 étages;

- les gîtes du passant d'un maximum de 5 chambres, complémentaires à l'usage résidentiel;

b) Les habitations résidentielles à caractère saisonnier d'un maximum de 2 étages;

c) Les roulottes et les véhicules récréatifs, de façon temporaire, entre le 15 mai et le 15 octobre d'une même année, selon les dispositions de l'article 4.8.2;

d) Les mini-maisons conformément à l'article 3.16 du présent règlement;

e) Les activités récréatives de type extensif nécessitant peu ou pas d'équipements et d'infrastructures d'importance sont autorisées aux conditions suivantes:

- démonstration d'un potentiel à mettre en valeur;
- respect des normes relatives aux distances séparatrices;
- aucun préjudice à l'agriculture.

Sont de cette catégorie, les usages suivants:

- un camping sauvage;
- un sentier de randonnée pédestre;
- une piste de ski de fond;
- un aménagement cyclable;
- un sentier de motoneige et de véhicule tout-terrain;

f) Les résidences de tourisme.

3.9 CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE AGRICOLE (A)

[Règ. 447/05-2006, le 11-01-2011] [Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011] [Règ. 559-2018, le 16-05-2018] [586-2019, le 19 juin 2019]

À l'intérieur d'une zone agricole (A), les constructions et usages suivants sont autorisés:

a) La construction d'une résidence unifamiliale aux conditions suivantes :

- pour donner suite à un avis de conformité valide émis par la CPTAQ permettant la construction ou la reconstruction d'une résidence érigée en vertu des articles 31.1, 40 et 105 de la LPTAA;
- pour donner suite à un avis de conformité valide émis par la CPTAQ permettant la reconstruction d'une résidence érigée en vertu des articles 31, 101 et 103 de la LPTAA;
- pour donner suite à une autorisation de la CPTAQ ou du TAQ à la suite d'une demande produite à la CPTAQ avant le 1er septembre 2010;
- pour donner suite aux deux seuls types de demande d'implantation d'une résidence toujours recevables à la CPTAQ, à savoir :

    - pour déplacer, sur la même unité foncière, une résidence autorisée par la CPTAQ ou bénéficiant des droits acquis des articles 101, 103 et 105 ou du droit acquis de l'article 31 de la LPTAA, mais à l'extérieur de la superficie bénéficiant de ces droits;
    - pour permettre la conversion à des fins résidentielles d'une parcelle de terrain bénéficiant de droits acquis en vertu des articles 101 et 103 de la LPTAA à une fin commerciale, industrielle ou institutionnelle;

b) Les résidences de tourisme;

c) Les randonnées à cheval, les cours d'équitation et l'aménagement de sentiers à ces fins sont permis sans autorisation de la CPTAQ lorsqu'ils sont accessoires aux activités d'un centre équestre exploité par un producteur sur son exploitation agricole;

d) Les commerces et les services personnels et professionnels intégrés à l'habitation, sont permis sans autorisation de la CPTAQ, s'ils répondent à toutes les conditions suivantes:

- l'usage est exercé par l'occupant, uniquement à l'intérieur d'une habitation unifamiliale isolée;
- la superficie de plancher occupée l'usage secondaire représente 40% ou moins de la superficie totale de plancher de la résidence (ne s'applique pas aux gîtes touristiques);
- aucun étalage n'est visible de l'extérieur;
- seule la vente de produits directement liés à l'activité exercée est autorisée;
- si plus d'une activité secondaire est exercée dans la résidence, l'espace maximal autorisé de 40% s'applique à l'ensemble des activités;
- l'activité n'implique l'hébergement d'aucun client;

- aucune modification de l'architecture de l'habitation n'est visible de l'extérieur;
- l'affichage doit être conforme aux dispositions prévues à l'article 4.11.6;
- l'usage ne nécessite pas l'aménagement de plus de 2 cases de stationnement sur le terrain de l'habitation (aucun stationnement dans la rue n'est permis);
- les installations septiques sont conformes pour ce type d'activité.

À titre indicatif et de façon non limitative:

- bureau d'administration, d'affaires;
- bureau de professionnel (notaire, avocat, comptable, architecte, dentiste, médecin, massothérapeute, acupuncteur, denturologue);
- service de secrétariat, de traduction, télémarketing;
- réparation de vêtements;
- confection artisanale à très petite échelle d'arrangements floraux, de peinture, d'artisanat;
- toilettage de petits animaux;
- salon de coiffure et d'esthétique (à l'exception des salons de bronzage);
- garderie en milieu familial conforme à la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance (aucune superficie maximale ne s'applique pour cet usage);
- gîtes touristiques offrant au plus 5 chambres qui accueillent un maximum de 15 personnes, servant uniquement le petit déjeuner, avec des installations septiques conformes;

e) Les commerces, services et industries complémentaires à l'activité agricole ou forestière et rattachés à une entreprise agricole ou forestière sont permis sans autorisation de la CPTAQ aux conditions suivantes:

- la vente et la transformation des produits agricoles lorsqu'elles constituent le prolongement d'une production réalisée principalement (50% et plus) sur la ferme;
- l'exploitant du commerce ou de l'entreprise de transformation doit être le même que l'exploitant de l'entreprise agricole;
- si la ferme appartient ou est exploitée par une compagnie ou une société, l'entreprise de transformation devra être exploitée par la même entité juridique;
- les activités de vente et de transformation doivent prendre place sur les lieux mêmes de la production, donc sur la même ferme. Si l'emplacement est distinct et éloigné du site principal des opérations de la ferme, les activités de transformation pourront s'y tenir, si l'emplacement appartient à la même personne ou à la même entité juridique et si le site secondaire où l'activité de transformation est implantée est aussi un lieu de production des produits à l'origine de la transformation ou de la vente;

Sont considérés comme étant complémentaires, uniquement les usages suivants:

- les pensions pour chevaux, sans cours d'équitation, sans location et sans service de restauration ou d'hébergement;
- cabane à sucre commerciale rattachée à une érablière avec permis de restauration saisonnier uniquement;

- ferme d'accueil ou ferme pédagogique;
- kiosque de vente au détail de produits issus de l'activité agricole ou sylvicole (incluant les produits biologiques) uniquement lorsque celui-ci est relié à une entreprise agricole;
- activité d'auto-cueillette;
- serre;

f) Les exploitations agricoles selon les dispositions du chapitre 8 du présent règlement sur les distances séparatrices;

g) Les exploitations forestières sous réserve de l'article 7.3 sur le déboisement;

h) Les activités récréatives de type extensif nécessitant peu ou pas d'équipements et d'infrastructures d'importance sont autorisées aux conditions suivantes:

- démonstration d'un potentiel à mettre en valeur;
- respect des normes relatives aux distances séparatrices;
- aucun préjudice à l'agriculture ;
- autorisation de la CPTAQ requise.

Sont de cette catégorie, les usages suivants:

- camping sauvage;
- centre équestre ;
- sentier de randonnée pédestre;
- piste de ski de fond;
- aménagement cyclable;
- sentier de motoneige et de véhicule tout-terrain;

i) Les réseaux de transport d'énergie ainsi que les infrastructures routières;

j) Les services d'utilité publique dont l'électricité, le gaz, les télécommunications, la câblodistribution, les réseaux d'aqueduc et d'égout, une prise d'eau municipale suite à autorisation de la CPTAQ;

k) Les équipements d'envergure publique dont les lieux d'enfouissement sanitaire, les sites de disposition et de traitement des boues de fosses septiques, aux conditions suivantes:

- absence d'espace adéquat à l'extérieur de la zone agricole permanente;
- démonstration que le site est celui de moindre impact;
- respect des normes relatives aux distances séparatrices;
- autorisation de la CPTAQ requise;
- sur recommandation favorable du comité consultatif agricole de la MRC;

l) Les abris forestiers aux conditions suivantes:

- superficie maximale de plancher (incluant les galeries, perrons, etc): 20 m^2;
- un seul étage;

- marge de recul minimale d'un chemin public ou privé: 10 mètres;
- sans fondation permanente;
- sans électricité ni eau courante;
- sur un terrain boisé d'une superficie minimale de 10 hectares;

m) Les véhicules récréatifs installées de façon temporaire, entre le 15 mai et le 15 octobre d'une même année, selon les dispositions de l'article 4.8.2 et suite à une autorisation de la CPTAQ;

n) L'utilisation accessoire d'une aire de repos par un producteur, dans une portion d'une cabane à sucre de son exploitation acéricole, est permise sans autorisation de la CPTAQ, aux conditions suivantes :

- aire de repos utilisée de janvier à mai uniquement;
- l'aire de repos fait partie de la cabane à sucre. Elle est d'une dimension inférieure et distincte de l'aire de production;
- la superficie de l'aire de repos varie selon le nombre d'entailles :

    - moins de 5 000 entailles : superficie de plancher maximale de 20 m2, sans division sauf pour une toilette;
    - entre 5 000 et 19 000 entailles : superficie de plancher maximale de 40 m2, divisions autorisées;
    - 20 000 entailles et plus : superficie de plancher maximale de 80 m2, divisions autorisées;

o) Les activités agrotouristiques suivantes, sont permises sans autorisation de la CPTAQ, si elles sont réalisées par un producteur sur son exploitation agricole :

- Service de repas à la ferme aux conditions suivantes:

    - mets composés principalement (50 % et plus) de produits de sa ferme;
    - maximum de 20 sièges dans l'aire de service;
    - installations septiques conformes;

- Espaces de stationnement pour véhicules récréatifs autonomes (VR) aux conditions suivantes :

    - maximum de 5 espaces de stationnement;
    - superficie de 1 000 m2 et moins;
    - situé à moins de 100 mètres de la résidence du producteur;
    - durée maximale de stationnement de 24 heures;
    - aucun service fourni aux utilisateurs tel que de l'électricité, de l'eau courante, des égouts, des aires de repos ou de jeu;

- Visites guidées à la ferme aux conditions suivantes :

    - espaces de stationnement de 1 000 m2 et moins;

- situé à moins de 100 mètres de la résidence du producteur et d'installations sanitaires temporaires.

3.10 CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE AGROFORESTIÈRE (AG)

[Règ.447/05-2006, le 11-01-2011] [Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]

À l'intérieur d'une zone agroforestière (Ag), les constructions et usages suivants sont autorisés:

a) Tous les usages et bâtiments énumérés dans la zone agricole (A), aux mêmes conditions;

b) La construction d'une résidence unifamiliale aux conditions suivantes :

- sur une unité foncière vacante de 20 hectares et plus, tel que publié au registre foncier ou au rôle d'évaluation foncière en date du 20 août 2008 et qui est vacante depuis le 20 août 2008;
- sur une unité foncière vacante remembrée de tel sorte à atteindre une superficie minimale de 20 hectares par l'addition des superficies de deux ou plusieurs unités foncières vacantes, tel que publié au registre foncier ou au rôle d'évaluation foncière en date du 20 août 2008 et qui est vacante depuis le 20 août 2008 ;
- pour donner suite à un avis de conformité valide émis par la CPTAQ permettant la construction ou la reconstruction d'une résidence érigée en vertu des articles 31.1, 40 et 105 de la LPTAA;
- pour donner suite à un avis de conformité valide émis par la CPTAQ permettant la reconstruction d'une résidence érigée en vertu des articles 31, 101 et 103 de la LPTAA;
- pour donner suite à une autorisation de la CPTAQ ou du TAQ à la suite d'une demande produite à la CPTAQ avant le 1er septembre 2010;
- pour donner suite aux deux seuls types de demande d'implantation d'une résidence toujours recevables à la CPTAQ, à savoir :

    - pour déplacer, sur la même unité foncière, une résidence autorisée par la CPTAQ ou bénéficiant des droits acquis des articles 101, 103 et 105 ou du droit acquis de l'article 31 de la LPTAA, mais à l'extérieur de la superficie bénéficiant de ces droits;
    - pour permettre la conversion à des fins résidentielles d'une parcelle de terrain bénéficiant de droits acquis en vertu des articles 101 et 103 de la LPTAA à une fin commerciale, industrielle ou institutionnelle.

Les maisons mobiles sont autorisées uniquement dans l'îlot déstructuré # 1;

c) Les activités récréatives de type intensif nécessitant des équipements et des infrastructures sont autorisées aux conditions suivantes:

- démonstration d'un potentiel à mettre en valeur;
- respect des normes relatives aux distances séparatrices;
- aucun préjudice à l'agriculture ;

- autorisation de la CPTAQ requise.

Sont de cette catégorie, les usages suivants:

- club de golf;
- centre de ski alpin;
- base de plein air;
- installation de courses de véhicules, de chevaux ou autres;
- stade;
- terrain de camping;

d) Les sites d'extraction (carrières et sablières) et les équipements accessoires à ces exploitations aux conditions suivantes:

- justification des besoins;
- aucun préjudice à l'agriculture;
- respect des normes relatives aux distances séparatrices;
- en conformité avec les dispositions de l'article 4.15 ;
- autorisation de la CPTAQ requise;

e) Les chenils avec un minimum de 3 chiens et un maximum de 50 chiens, dans toutes les zones agroforestières (Ag), sauf dans les zones Ag-2, Ag-3, Ag-10 et dans les îlots déstructurés. Les distances d'implantation pour la construction ou l'exploitation d'un chenil sont les suivantes : 250 mètres minimum de toutes résidences ou chalets et 1 000 mètres d'une zone résidentielle Ra ou Rb;

f) À l'intérieur de la zone agroforestière Ag-10, conformément à la décision rendue par la CPTAQ (dossier 333387), le seul usage autorisé est un terrain de camping.

3.11 ABROGÉ

[Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]

3.12 LES ÎLOTS DÉSTRUCTURÉS

3.12.1 Délimitation et caractérisation

[Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]]

Des îlots déstructurés compris dans les zones agricole et agroforestière correspondent à des secteurs caractérisés par une concentration d'usages non agricoles en zone agricole permanente. Il peut s'agir de développements amorcés antérieurement à l'application de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* ou d'une suite de décisions rendues ultérieurement par la Commission de protection du territoire agricole. Dans tous les cas ce sont des secteurs dont la superficie est restreinte et qui, en raison de leur occupation par des activités autres qu'agricoles, n'offrent plus aucune possibilité de mise en valeur à des fins agricoles.

Les îlots déstructurés sont délimités à l'aide de critères précis. Ceux-ci ont été définis de façon à refléter diverses situations où il y a un intérêt à poursuivre le développement amorcé. Dans tous les cas il s'agira de secteurs déjà construits sur une trame de rue ou une voie publique.

a) Îlots déstructurés de type 1

Les îlots de type 1 sont des îlots déstructurés où le morcellement des propriétés foncières est autorisé.

b) Îlots déstructurés de type 2

Les îlots déstructurés de type 2 sont des îlots déstructurés sans morcellement, à l'intérieur desquels il est prohibé de diviser une propriété en vue de permettre l'implantation d'une résidence. La construction d'une nouvelle résidence est autorisée sur une unité foncière vacante quel que publiée au registre foncier ou au rôle d'évaluation foncière en date du 20 août 2008.

3.12.2 Usages autorisés

[Règ. 447/06-2006, 12-07-2011] [Règ. 482-2012, 20-06-2012] [Règ. 559-2018, le 16-05-2018] [586-2019, le 19 juin 2019]

À l'intérieur des îlots déstructurés, seuls sont autorisés les usages suivants :

a) Résidentiels

- unifamilial isolée;
- saisonnier;
- maison mobile uniquement dans l'îlot numéro 1;
- roulotte ou véhicule récréatif, uniquement dans l'îlot numéro 2, selon les dispositions de l'article 4.8.2 du présent règlement ;
- les mini-maisons dans les îlots déstructurés numéros 1 et 2 conformément à l'article 3.16 du présent règlement;

b) Les commerces et les services personnels et professionnels intégrés à l'habitation, s'ils répondent à toutes les conditions suivantes:

- l'usage est exercé par l'occupant, uniquement à l'intérieur d'une habitation unifamiliale isolée;
- la superficie de plancher occupée l'usage secondaire représente 40% ou moins de la superficie totale de plancher de la résidence (ne s'applique pas aux gîtes touristiques);
- aucun étalage n'est visible de l'extérieur;
- seule la vente de produits directement liés à l'activité exercée est autorisée;
- si plus d'une activité secondaire est exercée dans la résidence, l'espace maximal autorisé de 40% s'applique à l'ensemble des activités;
- l'activité n'implique l'hébergement d'aucun client ;
- aucune modification de l'architecture de l'habitation n'est visible de l'extérieur;
- l'affichage doit être conforme aux dispositions prévues à l'article 4.11.6;

- l'usage ne nécessite pas l'aménagement de plus de 2 cases de stationnement sur le terrain de l'habitation (aucun stationnement dans la rue n'est permis) ;
- les installations septiques sont conformes pour ce type d'activité.

À titre indicatif et de façon non limitative:

- bureau d'administration, d'affaires;
- bureau de professionnel (notaire, avocat, comptable, architecte, dentiste, médecin, massothérapeute, acupuncteur, denturologue);
- service de secrétariat, de traduction, télémarketing;
- réparation de vêtements;
- confection artisanale à très petite échelle d'arrangements floraux, de peinture, d'artisanat;
- toilettage de petits animaux;
- salon de coiffure et d'esthétique (à l'exception des salons de bronzage);
- garderie en milieu familial conforme à la *Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance* (aucune superficie maximale ne s'applique pour cet usage);

c) Les réseaux de transport d'énergie et les infrastructures routières;

d) Les parcs et espaces verts;

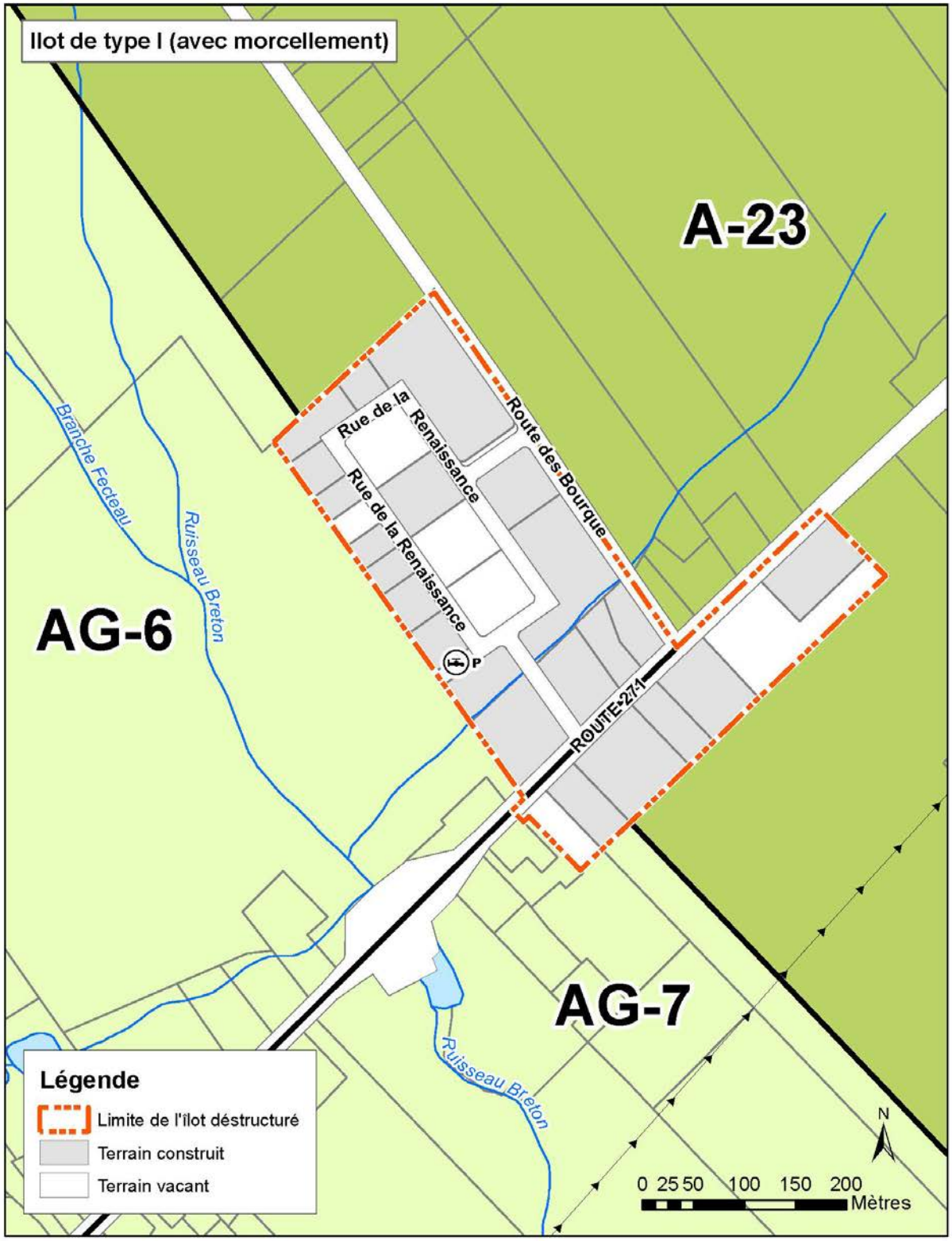
e) Les commerces de quartier ou de proximité desservant une clientèle avoisinant, uniquement dans les îlots de type 1 et suite à l'obtention d'une autorisation de la CPTAQ;

f) Les gîtes touristiques offrant au plus 5 chambres qui accueillent un maximum de 15 personnes, servant uniquement le petit déjeuner, avec des installations septiques conformes;

g) Les résidences de tourismes.

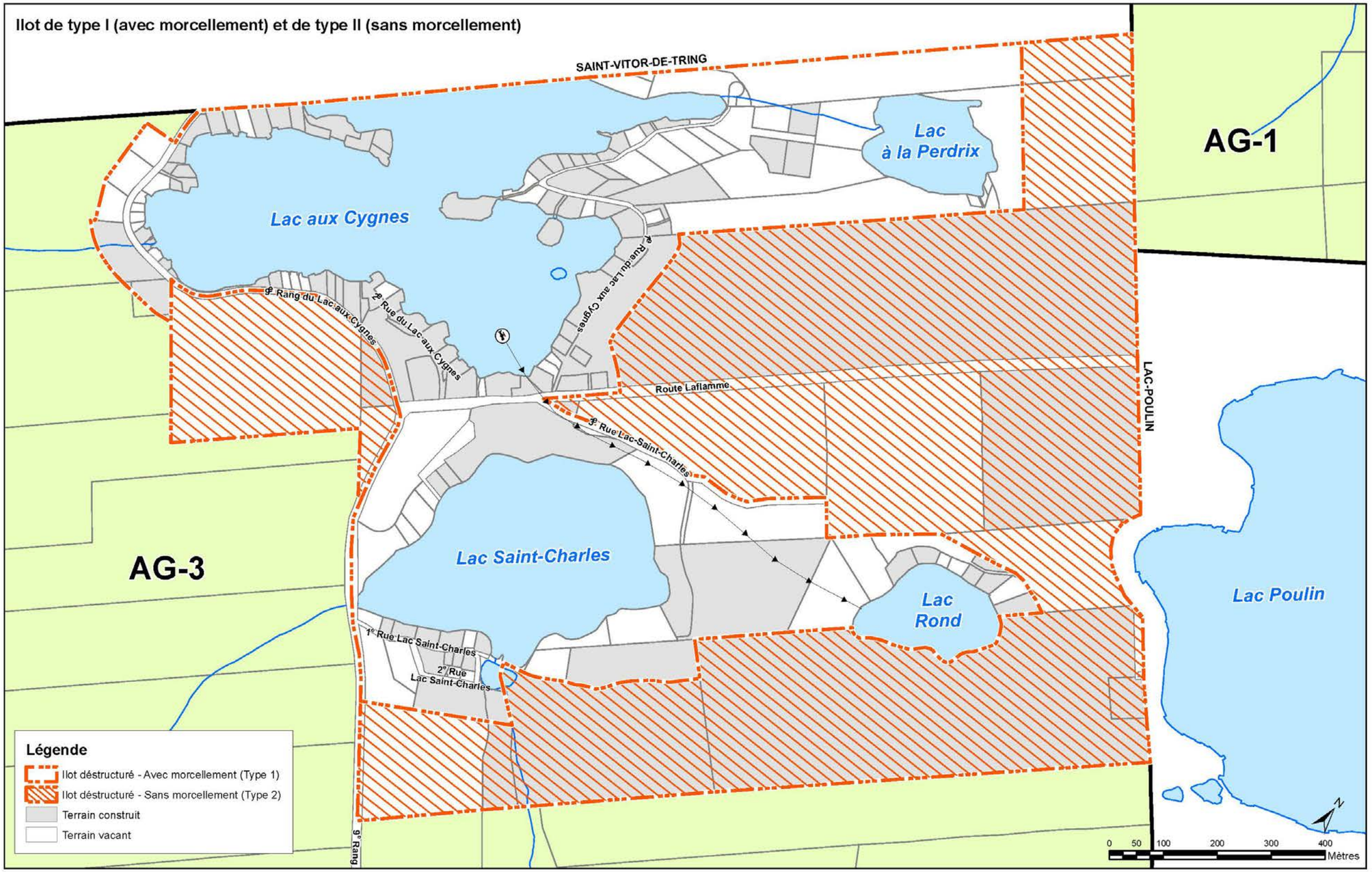
3.12.3 Îlot déstructuré # 1 : Rue de la Renaissance

[Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]



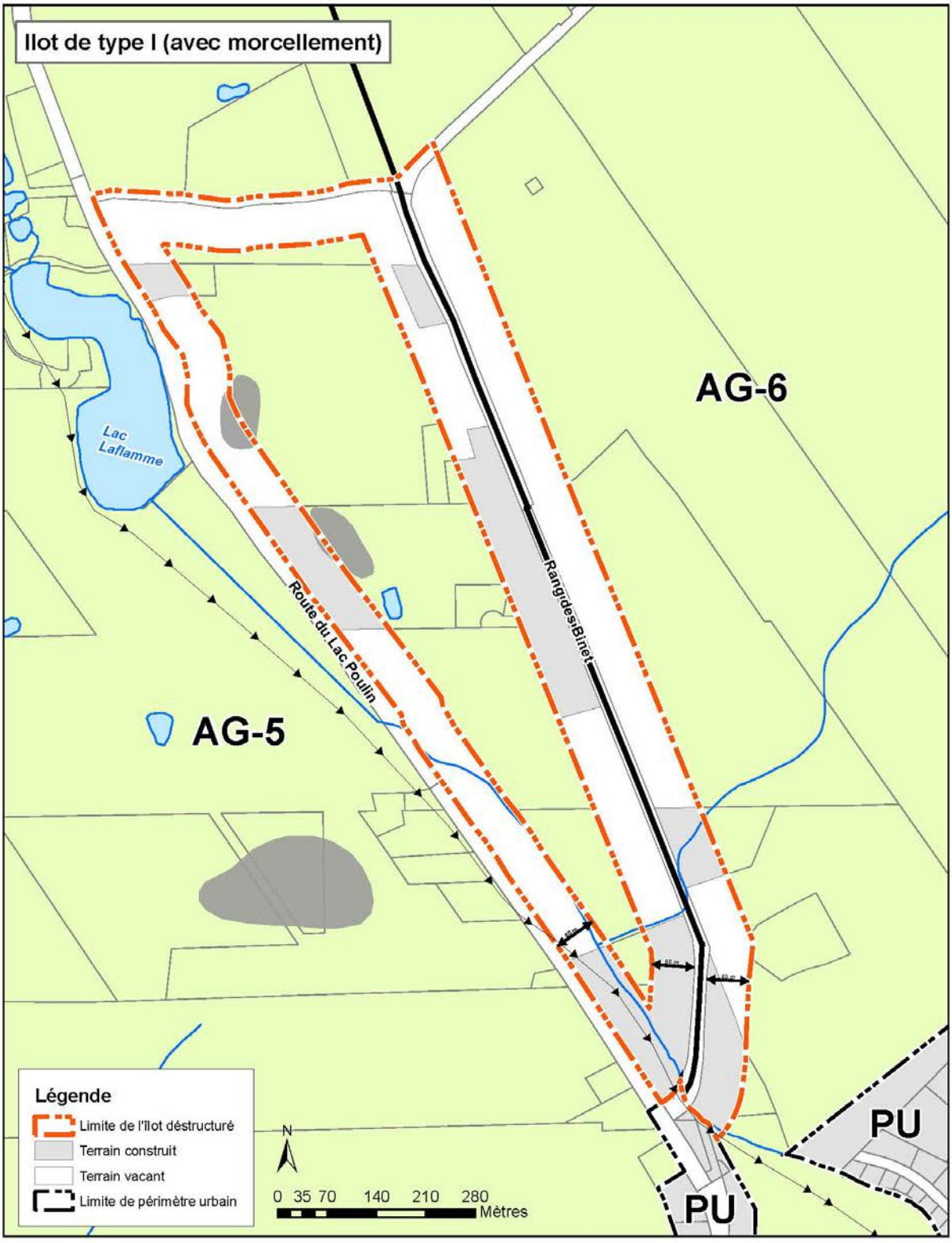
3.12.4 Îlot déstructuré # 2 : Lac Saint-Charles et lac aux Cygnes

[Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]



3.12.5 Îlot déstructuré # 3 : Route du lac Poulin – rang des Binet

[Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]



3.13 GRILLE DE CLASSIFICATION DES USAGES PAR GROUPE

3.13.1 Zones résidentielles de faible densité (Ra)

[Règ. 515-2013, le 11-02-2014] [Règ. 559-2018, le 16-05-2018] [Règ. 576-2018, le 28-11-2018]

Zones / **GROUPES D'USAGES**	Ra-20	Ra-21	Ra-22	Ra-	Ra-24	Ra-25				
Habitations										
Unifamiliale isolée	✓	✓	✓		✓	✓				
Unifamiliale isolée (mini-maison)										
Unifamiliale jumelée	✓	✓	✓		✓	✓				
Unifamiliale en rangée	✓	✓	✓		✓	✓				
Bifamiliale isolée (duplex)	✓	✓	✓		✓	✓				
Multifamiliale										
Saisonnière										
Maison mobile										
Résidence de tourisme										
Communautaire										
Logement à l'étage d'un commerce										
Véhicule récréatif										
Projet intégré										
Commerces et services										
Commerces et services personnels et professionnels intégrés à l'habitation	✓	✓	✓		✓	✓				
Ventes au détail										
Services personnels, professionnels et financiers										
Hébergement et restauration										
Télécommunication et services d'utilité publique										
Commerces reliés à l'automobile										
Services de réparation										
Services de construction										
Entrepôts										
Chenils										
Industries										
Entreprises de transformation										
Industries artisanales										
Activités para-industrielles										
Commerce de gros										
Transport										
Distribution										
Entreposage extérieur										
Recherche										
Institutionnels et publics										
Établissement scolaire										
Établissement de culte										
Établissement municipal										
Établissement hospitalier										
Récréatifs										
Parcs et espaces verts	✓	✓	✓		✓	✓				
Activités récréatives extensives										
Activités récréatives intensives										
Ressources										
Activités d'extraction										
Abri forestier										
Exploitation agricole										
Exploitation forestière										

3.13.2 Zones résidentielles de moyenne et forte densité (Rb)

[Règ. 559-2018, le 16-05-2018] [Règ. 576-2018, le 28-11-2018]

Zones / GROUPES D'USAGES	Rb-30	Rb-31	Rb-32	Rb-33	Rb-34	Rb-35	Rb-	Rb-	Rb-	Rb-
Habitations										
Unifamiliale isolée	✓	✓	✓	✓	✓	✓				
Unifamiliale isolée (mini-maison)										
Unifamiliale jumelée	✓	✓	✓	✓	✓	✓				
Unifamiliale en rangée	✓	✓	✓	✓	✓	✓				
Bifamiliale isolée (duplex)	✓	✓	✓	✓	✓	✓				
Multifamiliale	✓	✓	✓	✓	✓	✓				
Saisonnière										
Maison mobile										
Résidence de tourisme										
Communautaire	✓	✓	✓	✓	✓	✓				
Logement à l'étage d'un commerce										
Véhicule récréatif										
Projet intégré	✓					✓				
Commerces et services										
Commerces et services personnels et professionnels intégrés à l'habitation	✓	✓	✓	✓	✓	✓				
Ventes au détail										
Services personnels, professionnels et financiers										
Hébergement et restauration										
Télécommunication et services d'utilité publique										
Commerces reliés à l'automobile										
Services de réparation										
Services de construction										
Entrepôts										
Chenils										
Industries										
Entreprises de transformation										
Industries artisanales										
Activités para-industrielles										
Commerce de gros										
Transport										
Distribution										
Entreposage extérieur										
Recherche										
Institutionnels et publics										
Établissement scolaire										
Établissement de culte										
Établissement municipal										
Établissement hospitalier										
Récréatifs										
Parcs et espaces verts	✓	✓	✓	✓	✓	✓				
Activités récréatives extensives										
Activités récréatives intensives										
Ressources										
Activités d'extraction										
Abri forestier										
Exploitation agricole										
Exploitation forestière										

3.13.3 Zones commerciales de voisinage (Ca)

[Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

Zones **GROUPES D'USAGES**	Ca-40	Ca-41	Ca-42	Ca-43	Ca-44					
Habitations										
Unifamiliale isolée	✓	✓	✓	✓	✓					
Unifamiliale isolée (mini-maison)										
Unifamiliale jumelée	✓	✓	✓	✓	✓					
Unifamiliale en rangée	✓	✓	✓	✓	✓					
Bifamiliale isolée (duplex)	✓	✓	✓	✓	✓					
Multifamiliale	✓	✓	✓	✓	✓					
Saisonnière										
Maison mobile										
Résidence de tourisme										
Communautaire	✓	✓	✓	✓	✓					
Logement à l'étage d'un commerce	✓	✓	✓	✓	✓					
Véhicule récréatif										
Projet intégré	✓	✓	✓	✓	✓					
Commerces et services										
Commerces et services personnels et professionnels intégrés à l'habitation	✓	✓	✓	✓	✓					
Ventes au détail	✓	✓	✓	✓	✓					
Services personnels, professionnels et financiers	✓	✓	✓	✓	✓					
Hébergement et restauration	✓	✓	✓	✓	✓					
Télécommunication et services d'utilité publique	✓	✓	✓	✓	✓					
Commerces reliés à l'automobile	✓	✓	✓	✓	✓					
Services de réparation	✓	✓	✓	✓	✓					
Services de construction	✓	✓	✓	✓	✓					
Entrepôts										
Chenils										
Industries										
Entreprises de transformation										
Industries artisanales										
Activités para-industrielles										
Commerce de gros										
Transport										
Distribution										
Entreposage extérieur										
Recherche										
Institutionnels et publics										
Établissement scolaire	✓	✓	✓	✓	✓					
Établissement de culte	✓	✓	✓	✓	✓					
Établissement municipal	✓	✓	✓	✓	✓					
Établissement hospitalier	✓	✓	✓	✓	✓					
Récréatifs										
Parcs et espaces verts	✓	✓	✓	✓	✓					
Activités récréatives extensives										
Activités récréatives intensives										
Ressources										
Activités d'extraction										
Abri forestier										
Exploitation agricole										
Exploitation forestière										

3.13.4 Zones commerciales d'envergure (Cb)

[Règ. 521-2014, le 21-05-2014] [Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

Zones / GROUPES D'USAGES	Cb-50	Cb-51	Cb-52							
Habitations										
Unifamiliale isolée										
Unifamiliale isolée (mini-maison)										
Unifamiliale jumelée										
Unifamiliale en rangée										
Bifamiliale isolée (duplex)										
Multifamiliale										
Saisonnière										
Maison mobile										
Résidence de tourisme										
Communautaire										
Logement à l'étage d'un commerce										
Véhicule récréatif										
Projet intégré										
Commerces et services										
Commerces et services personnels et professionnels intégrés à l'habitation										
Ventes au détail	✓	✓	✓							
Services personnels, professionnels et financiers										
Hébergement et restauration										
Télécommunication et services d'utilité publique	✓	✓	✓							
Commerces reliés à l'automobile	✓	✓	✓							
Services de réparation	✓	✓	✓							
Services de construction	✓	✓	✓							
Entrepôts	✓	✓	✓							
Chenils										
Industries										
Entreprises de transformation										
Industries artisanales										
Activités para-industrielles										
Commerce de gros	✓	✓	✓							
Transport										
Distribution										
Entreposage extérieur										
Recherche										
Institutionnels et publics										
Établissement scolaire	✓	✓	✓							
Établissement de culte	✓	✓	✓							
Établissement municipal	✓	✓	✓							
Établissement hospitalier	✓	✓	✓							
Récréatifs										
Parcs et espaces verts										
Activités récréatives extensives										
Activités récréatives intensives										
Ressources										
Activités d'extraction										
Abri forestier										
Exploitation agricole										
Exploitation forestière										

3.13.5 Zones industrielles (I)

[Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

Zones / GROUPES D'USAGES	I-70	I-71	I-72	I-73	I-74					
Habitations										
Unifamiliale isolée										
Unifamiliale isolée (mini-maison)										
Unifamiliale jumelée										
Unifamiliale en rangée										
Bifamiliale isolée (duplex)										
Multifamiliale										
Saisonnière										
Maison mobile										
Résidence de tourisme										
Communautaire										
Logement à l'étage d'un commerce										
Véhicule récréatif										
Projet intégré										
Commerces et services										
Commerces et services personnels et professionnels intégrés à l'habitation										
Ventes au détail										
Services personnels, professionnels et financiers										
Hébergement et restauration										
Télécommunication et services d'utilité publique	✓	✓	✓	✓	✓					
Commerces reliés à l'automobile										
Services de réparation										
Services de construction										
Entrepôts	✓	✓	✓	✓	✓					
Chenils										
Industries										
Entreprises de transformation	✓	✓	✓	✓	✓					
Industries artisanales	✓	✓	✓	✓	✓					
Activités para-industrielles										
Commerce de gros	✓	✓	✓	✓	✓					
Transport	✓	✓	✓	✓	✓					
Distribution	✓	✓	✓	✓	✓					
Entreposage extérieur	✓	✓	✓	✓	✓					
Recherche	✓	✓	✓	✓	✓					
Institutionnels et publics										
Établissement scolaire										
Établissement de culte										
Établissement municipal										
Établissement hospitalier										
Récréatifs										
Parcs et espaces verts										
Activités récréatives extensives										
Activités récréatives intensives										
Ressources										
Activités d'extraction										
Abri forestier										
Exploitation agricole										
Exploitation forestière										

3.13.6 Zones publiques et institutionnelles (P)

[Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

Zones / GROUPES D'USAGES	P-60	P-61	P-62 Voir art. 3.7 b)						
Habitations									
Unifamiliale isolée									
Unifamiliale isolée (mini-maison)									
Unifamiliale jumelée									
Unifamiliale en rangée									
Bifamiliale isolée (duplex)									
Multifamiliale									
Saisonnière									
Maison mobile									
Résidence de tourisme									
Communautaire									
Logement à l'étage d'un commerce									
Véhicule récréatif									
Projet intégré									
Commerces et services									
Commerces et services personnels et professionnels intégrés à l'habitation									
Ventes au détail									
Services personnels, professionnels et financiers									
Hébergement et restauration									
Télécommunication et services d'utilité publique									
Commerces reliés à l'automobile									
Services de réparation									
Services de construction									
Entrepôts									
Chenils									
Industries									
Entreprises de transformation									
Industries artisanales									
Activités para-industrielles									
Commerce de gros									
Transport									
Distribution									
Entreposage extérieur									
Recherche									
Institutionnels et publics									
Établissement scolaire	✓	✓							
Établissement de culte	✓	✓							
Établissement municipal	✓	✓							
Établissement hospitalier	✓	✓							
Récréatifs									
Parcs et espaces verts	✓	✓							
Activités récréatives extensives									
Activités récréatives intensives									
Ressources									
Activités d'extraction									
Abri forestier									
Exploitation agricole									
Exploitation forestière									

3.13.7 Zones agricoles (A)

[Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

Toujours se référer à l'article 3.9

Zones / GROUPES D'USAGES	A-20	A-21	A-22	A-23						
Habitations										
Unifamiliale isolée (voir art. 3.9)	✓	✓	✓	✓						
Unifamiliale isolée (mini-maison)										
Unifamiliale jumelée										
Unifamiliale en rangée										
Bifamiliale isolée (duplex)										
Multifamiliale										
Saisonnière										
Maison mobile										
Résidence de tourisme	✓	✓	✓	✓						
Communautaire										
Logement à l'étage d'un commerce										
Véhicule récréatif (voir art. 3.9)	✓	✓	✓	✓						
Projet intégré										
Commerces et services										
Commerces et services personnels et professionnels intégrés à l'habitation (voir art. 3.9)	✓	✓	✓	✓						
Ventes au détail										
Services personnels, professionnels et financiers										
Hébergement et restauration (voir art. 3..9)	✓	✓	✓	✓						
Télécommunication et services d'utilité publique	✓	✓	✓	✓						
Commerces reliés à l'automobile										
Services de réparation										
Services de construction										
Entrepôts										
Chenils										
Industries										
Entreprises de transformation (voir art. 3.9)	✓	✓	✓	✓						
Industries artisanales										
Activités para-industrielles										
Commerce de gros										
Transport										
Distribution										
Entreposage extérieur										
Recherche										
Institutionnels et publics										
Établissement scolaire										
Établissement de culte										
Établissement municipal										
Établissement hospitalier										
Récréatifs										
Parcs et espaces verts										
Activités récréatives extensives	✓	✓	✓	✓						
Activités récréatives intensives										
Ressources										
Activités d'extraction										
Abri forestier	✓	✓	✓	✓						
Exploitation agricole	✓	✓	✓	✓						
Exploitation forestière	✓	✓	✓	✓						

3.13.8 Zones agroforestières (Ag)

[Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

Toujours se référer aux articles 3.9 et 3.10

Zones / GROUPES D'USAGES	Ag- 1	Ag-2	Ag-3	Ag-4	Ag-5	Ag-6	Ag-7	Ag-8	Ag-9	Ag-10
Habitations										
Unifamiliale isolée (voir art. 3.10)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Unifamiliale isolée (mini-maison)										
Unifamiliale jumelée										
Unifamiliale en rangée										
Bifamiliale isolée (duplex)										
Multifamiliale										
Saisonnière (voir art. 3.10)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Maison mobile										
Résidence de tourisme	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Communautaire										
Logement à l'étage d'un commerce										
Véhicule récréatif (voir art. 3.9)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Projet intégré										
Commerces et services										
Commerces et services personnels et professionnels intégrés à l'habitation (voir art. 3.9)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Ventes au détail										
Services personnels, professionnels et financiers										
Hébergement et restauration (voir art. 3.9)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Télécommunication et services d'utilité publique	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Commerces reliés à l'automobile										
Services de réparation										
Services de construction										
Entrepôts										
Chenils	✓			✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Industries										
Entreprises de transformation (voir art. 3.9)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Industries artisanales										
Activités para-industrielles										
Commerce de gros										
Transport										
Distribution										
Entreposage extérieur										
Recherche										
Institutionnels et publics										
Établissement scolaire										
Établissement de culte										
Établissement municipal										
Établissement hospitalier										
Récréatifs										
Parcs et espaces verts										
Activités récréatives extensives	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Activités récréatives intensives	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Ressources										
Activités d'extraction	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Abri forestier	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Exploitation agricole	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Exploitation forestière	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	

3.13.9 Zone de villégiature (V) et Îlots déstructurés

[Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

Toujours se référer aux articles 3.8 et 3.12.2

Zones	V-130			Îlot déstructuré #1	Îlot déstructuré #2			Îlot déstructuré #3
GROUPES D'USAGES				Type 1	Type 1	Type 2		Type 1
Habitations				Voir art. 3.12.2	Voir art. 3.12.2			Voir art. 3.12.2
Unifamiliale isolée	✓			✓	✓	✓		✓
Unifamiliale isolée (mini-maison)	✓			✓	✓	✓		
Unifamiliale jumelée								
Unifamiliale en rangée								
Bifamiliale isolée (duplex)								
Multifamiliale								
Saisonnière	✓				✓	✓		✓
Maison mobile				✓				
Résidence de tourisme	✓			✓	✓	✓		
Communautaire								
Logement à l'étage d'un commerce								
Véhicule récréatif (voir art. 3.8 et 3.12.2)					✓	✓		
Projet intégré								
Commerces et services								
Commerces et services personnels et professionnels intégrés à l'habitation (voir art. 3.12.2)				✓	✓	✓		✓
Ventes au détail (voir art. 3.12.2)				✓	✓			✓
Services personnels, professionnels et financiers								
Hébergement et restauration (voir art. 3.8)				✓	✓	✓		✓
Télécommunication et services d'utilité publique				✓	✓	✓		✓
Commerces reliés à l'automobile								
Services de réparation								
Services de construction								
Entrepôts								
Chenils								
Industries								
Entreprises de transformation (Voir art. 3.2.8)								
Industries artisanales								
Activités para-industrielles								
Commerce de gros								
Transport								
Distribution								
Entreposage extérieur								
Recherche								
Institutionnels et publics								
Établissement scolaire								
Établissement de culte								
Établissement municipal								
Établissement hospitalier								
Récréatifs								
Parcs et espaces verts				✓	✓	✓		✓
Activités récréatives extensives	✓							
Activités récréatives intensives								
Ressources								
Activités d'extraction								
Abri forestier								
Exploitation agricole								
Exploitation forestière (cabane à sucre)								

3.14 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS ET USAGES DÉROGATOIRES PROTÉGÉS PAR DROITS ACQUIS

3.14.1 Cessation d'un usage dérogatoire

Lorsqu'un usage dérogatoire a été abandonné, a cessé ou a été interrompu pour une période de plus de 12 mois, il doit être remplacé par un usage conforme à tous les règlements d'urbanisme. Dans le cas d'un usage saisonnier ou intermittent (ex.: site d'extraction), cette période est de 24 mois.

3.14.2 Remplacement d'un usage ou d'une construction dérogatoire

[Règ. 447/03-2006, le 18-02-2009] [Règ. 566-2018, le 10-07-2018]

3.14.2.1 Remplacement d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis

a) Dans une zone résidentielle

Dans une zone résidentielle, un usage commercial dérogatoire protégé par droits acquis peut être remplacé par un autre usage commercial autorisé au règlement de zonage dans une zone Ca.

b) Dans une zone agricole ou agroforestière

Dans une zone agricole ou agroforestière, un usage dérogatoire protégé par droits acquis, peut être remplacé par un des usages suivants :

- par un usage résidentiel à l'intérieur d'un bâtiment utilisé à une fin autre qu'agricole et bénéficiant de droits acquis (art.101 LPTAA);
- par un usage commercial ou de services à l'intérieur d'un bâtiment déjà utilisé à ces fins ou à des fins industrielles et bénéficiant de droits acquis (art. 101 LPTAA);
- par un usage industriel à l'intérieur d'un bâtiment déjà utilisé à cette fin et bénéficiant de droits acquis (art.101 LPTAA).

b.1) Dans la zone agroforestière AG-7

Dans la zone agroforestière AG-7, un usage « monastère » dérogatoire protégé par droits acquis peut être remplacé par une combinaison des usages suivants :

- hébergement et restauration;
- salles de réception;
- vente au détail de produits manufacturés sur place avec un maximum de 5 employés.

Ce nouvel usage ne peut être déplacé ni agrandi au-delà de la superficie de l'usage « monastère » dérogatoire.

Malgré l'article 3.14.1, une telle conversion peut s'opérer jusqu'à 12 mois après une décision de la Commission de protection du territoire agricole du Québec autorisant une

telle conversion, pourvu que la demande d'autorisation à cet effet soit déposée auprès de ladite Commission dans les 18 mois de l'abandon, de la cessation ou de l'interruption de l'usage « monastère » dérogatoire.

c) Dans un îlot déstructuré

Dans un îlot déstructuré, un usage dérogatoire protégé par droits acquis peut être remplacé par un des usages suivants :

- par un usage commercial, de services ou industriel à l'intérieur d'un bâtiment déjà utilisé à ces fins et bénéficiant de droits acquis (art. 101 LPTAA). Tous ces usages peuvent être remplacés par un usage résidentiel. Par ailleurs, un usage industriel peut être remplacé par un usage commercial mais l'inverse est prohibé.

3.14.2.2 Remplacement d'une construction dérogatoire protégée par droits acquis

Une construction dont l'implantation est dérogatoire peut être remplacée si toutes les conditions suivantes sont respectées :

- le remplacement respecte le présent règlement, le règlement sur les permis et certificats et le règlement de construction;
- le remplacement est complété dans les 12 mois suivant la demande de permis;
- l'implantation est identique ou modifiée de façon à diminuer les dérogations;
- le remplacement n'engendre aucune dérogation supplémentaire.

3.14.3 Agrandissement d'une construction conforme occupée par un usage dérogatoire protégé par droits acquis
[Règ. 447/03-2006, le 18-02-2009]

L'agrandissement d'une construction conforme occupée par un usage dérogatoire protégé par droits acquis est autorisé si toutes les conditions suivantes sont respectées :

a) L'agrandissement se réalise sur le même terrain que celui où est implantée la construction à la date d'entrée en vigueur de la présente modification soit le 18/02/2009 (ou sur une superficie bénéficiant de droits acquis ou d'une autorisation consentie par la Commission de protection du territoire agricole du Québec);

b) Toutes les dispositions des règlements d'urbanisme autres que celles relatives aux usages sont respectées.

L'agrandissement d'une construction conforme à l'intérieur de laquelle s'exerce un usage dérogatoire non protégé par droits acquis ou l'agrandissement de l'espace occupé par un usage dérogatoire non protégé par droits acquis est interdit.

3.14.4 Agrandissement d'une construction dérogatoire protégée par droits acquis occupée par un usage conforme

Une construction dérogatoire protégée par droits acquis occupée par un usage conforme peut être agrandie si toutes les conditions suivantes sont respectées :

a) L'agrandissement ne doit pas être supérieur à 25% de la superficie au sol du bâtiment existant;

b) L'agrandissement est conforme à tous les règlements d'urbanisme. Cependant, l'agrandissement pourra se faire dans le prolongement des murs existants, sans qu'il y ait empiétement additionnel.

3.14.5 Agrandissement d'une construction dérogatoire protégée par droits acquis occupée par un usage dérogatoire protégé par droits acquis
[Règ. 447/03-2006, le 18-02-2009]

Une construction dérogatoire protégée par droits acquis occupée par un usage dérogatoire protégé par droits acquis peut être agrandie si toutes les conditions suivantes sont respectées :

a) L'agrandissement se réalise sur le même terrain que celui où est implantée la construction à la date d'entrée en vigueur de la présente modification soit le 18/02/2009 (ou sur une superficie bénéficiant de droits acquis ou d'une autorisation consentie par la Commission de protection du territoire agricole du Québec);

b) L'agrandissement ne doit pas être supérieur à 25% de la superficie au sol du bâtiment existant;

c) L'agrandissement est conforme à tous les règlements d'urbanisme sauf en ce qui concerne les usages du règlement de zonage.

3.14.6 Rénovation et réparation

Une construction dérogatoire protégée par droits acquis peut être réparée ou rénovée s'il s'agit d'une des interventions suivantes :

a) Les travaux sont conformes au présent règlement et au règlement de construction;

b) Les travaux ne modifient pas l'implantation, la superficie, la hauteur ou les dimensions de la construction;

c) Le remplacement du revêtement extérieur et de la toiture.

3.14.7 Modification, remplacement ou reconstruction d'une enseigne dérogatoire protégée par droits acquis

Une enseigne dérogatoire protégée par droits acquis qui sera modifiée, remplacée ou reconstruite devra se conformer à la présente réglementation.

L'entretien pour le maintien en bon état n'est pas considéré comme une modification.

3.14.8 Implantation sur un terrain dérogatoire protégé par droits acquis

L'implantation de toute construction sur un terrain dérogatoire protégé par droits acquis doit être conforme au présent règlement, au règlement de construction et au règlement sur les permis et certificats.

3.14.9 Reconstruction à la suite d'un sinistre d'un bâtiment d'élevage dérogatoire protégé par des droits acquis

Dans l'éventualité où un bâtiment d'élevage dérogatoire protégé par des droits acquis serait détruit ou aurait perdu plus de 50% de sa valeur, suite à un incendie ou par quelque autre cause indépendante de la volonté du propriétaire, la reconstruction est autorisée à condition de maintenir le même nombre d'unité animal et le même type de gestion des effluents d'élevage. L'implantation du bâtiment doit être la même qu'avant le sinistre et la reconstruction est réalisée à l'intérieur d'une période de 12 mois de la date du sinistre.

Par ailleurs, si l'implantation du nouveau bâtiment change, la reconstruction devra être réalisée en conformité avec les règlements en vigueur ou de manière à améliorer la situation antérieure. Les marges latérales et avant prévues à la réglementation municipale devront être respectées. S'il y a impossibilité de respecter ces normes, une dérogation mineure au règlement de zonage pourra être accordée. Cependant, une telle dérogation ne peut être accordée si elle porte atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété.

De plus, toute demande de permis relative au remplacement d'un établissement d'élevage porcin détruit en totalité ou en partie à la suite d'un sinistre survenu après le 7 juin 2005 est assujettie aux dispositions de la consultation publique si la production annuelle d'anhydride phosphorique du projet est augmentée de plus de 3 200 kilogrammes par rapport à la production annuelle de l'élevage existant avant le sinistre.

3.15 LES USAGES EXCLUS DU PÉRIMÈTRE D'URBANISATION

Les usages suivants sont spécifiquement exclus dans les limites du périmètre d'urbanisation de la municipalité:

a) Les cimetières de véhicules ferrailles;

b) Les cours de ferrailles;

c) Les bâtiments et les enclos servant à la garde d'animaux à l'exception des chiens et des chats appartenant au propriétaire (ou locataire).

3.16 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MINI-MAISONS

[Règ. 559-2018, le 16-05-2018] [Règ. 567-2018, le 10-07-2018]

Les dispositions suivantes s'appliquent aux mini-maisons, en plus des dispositions applicables aux habitations unifamiliales prescrites au présent règlement (en cas de contradiction, les conditions énoncées au présent article ont préséance) :

a) Seul l'usage « habitation unifamiliale » peut être exercé à l'intérieur d'une mini-maison;

b) La superficie minimale du terrain où peut s'implanter une mini-maison est celle prescrite pour l'usage habitation unifamiliale;

c) La superficie au sol minimale de la mini-maison est fixée à 20m².

d) La superficie maximale est fixée à :

- 65 m² pour un bâtiment d'un (1) étage;
- 35 m² pour un bâtiment de deux (2) étages;

e) La hauteur maximale de la mini-maison est fixée à deux (2) étages;

f) Une mini-maison doit être implantée sur des pilotis, sur un plancher de béton ou sur une fondation de béton.

g) Malgré l'article 4.19.1, l'emploi de conteneurs est autorisé pour la construction d'une mini-maison.

En plus de respecter les paragraphes a) à e) du présent article, une mini-maison incorporant un ou plusieurs conteneurs doit respecter les conditions suivantes :

- un maximum de 2 conteneurs peuvent être superposés en hauteur;
- le calcul de la superficie du bâtiment tient compte de la projection au sol de toute structure en porte-à-faux;
- seul un conteneur ayant les dimensions suivantes peut être incorporé à une mini-maison :

  - hauteur : 2,44 mètres;
  - largeur : 2,44 mètres;
  - longueur : 25 mètres maximum.

3.17 DISPOSITIONS APPLICABLES À UN PROJET INTÉGRÉ

[Règ. 559-2018, le 16-05-2018] [Règ. 576-2018, le 28-11-2018]

La réalisation d'un projet intégré est autorisée aux conditions énoncées au présent article, lesquelles s'ajoutent aux dispositions du présent règlement. En cas de contradiction, les conditions énoncées au présent article ont préséance.

Aux fins du présent article, le terme « emplacement » correspond au lot ou à l'ensemble des lots qui sont inclus dans le projet intégré, qu'il soit en partie commune ou privative.

Le projet intégré doit être un ensemble immobilier caractérisé par le fait que sa réalisation résulte de la mise en place d'un concept global d'aménagement d'un emplacement. Les conditions relatives aux projets intégrés sont les suivantes :

a) Les projets intégrés sont autorisés à l'intérieur du périmètre urbain dans les zones Ca, Rb-30 et Rb-35 tel qu'identifiées au plan de zonage;

b) La superficie minimale de l'emplacement est fixée à 5 000 m2 et doit être desservi par les réseaux d'aqueduc et d'égout;

c) La largeur de l'allée d'accès est fixée à un minimum de 8 mètres et se termine par un rond de virage de 15 mètres de diamètre;

d) L'emplacement, ou une partie de celui-ci, doit être adjacent à une rue sur une largeur minimale de 22 mètres;

e) L'emplacement peut être subdivisé en parties communes et en parties privatives à la condition de maintenir la superficie minimale de l'emplacement, tel qu'exigé au présent règlement;

f) L'obligation pour la façade principale de chacun des bâtiments de faire face à une voie de circulation ne s'applique pas;

g) Un projet intégré doit comprendre au minimum deux bâtiments principaux sur l'emplacement et un maximum de six bâtiments principaux;

h) Les marges de recul avant des bâtiments principaux et accessoires prescrites au chapitre 6 s'appliquent à partir de la ligne de l'emplacement adjacent à une rue;

i) Les marges de recul minimales suivantes s'appliquent aux bâtiments principaux :

- marge de recul minimale par rapport à une ligne latérale de lot du projet: 6 mètres;
- marge de recul minimale par rapport à une ligne arrière de lot du projet : 8 mètres;
- distance minimale entre deux (2) bâtiments principaux situés à l'intérieur du projet intégré : 4 mètres (cette distance est portée à 8 mètres si l'un ou l'autre des bâtiments présente une ouverture donnant dans une pièce habitable sur les élévations se faisant face);
- marge de recul minimale par rapport à une allée d'accès ou une aire de stationnement: 5 mètres;

j) Malgré l'article 4.9.4, le nombre minimal de cases de stationnement par logement est fixé à 1,5 case;

k) Pour les bâtiments accessoires, l'une ou l'autre des options suivantes est possible :

- l'implantation des bâtiments accessoires, d'une superficie de 25 m² ou moins, dont le nombre est égal ou inférieur à celui des bâtiments principaux;
- l'implantation d'un seul bâtiment accessoire, au bénéfice des occupants de l'emplacement (en commun) dont la superficie totale ne peut excéder la moitié de la superficie totale des bâtiments principaux;

l) Un minimum de 40% de la superficie de l'emplacement doit être aménagé et dédié aux espaces extérieurs communs récréatifs et/ou verts, au bénéfice des occupants (ex. : piscine, aire de pique-nique, BBQ, aire de jeux, etc.);

m) Une aire privée contiguë à chacun des bâtiments principaux, d'une profondeur de 4 mètres dans une cour donnant sur un mur d'une pièce habitable, doit être laissée libre de tout trottoir, allée de circulation et case de stationnement;

n) Un lieu de dépôt pour la collecte des déchets et des matières recyclables doit être aménagé sur l'emplacement. La surface réservée à cet effet doit être facilement accessible pour les véhicules effectuant la cueillette. Si la surface est située en cour avant, elle doit être dissimulée à l'aide d'un aménagement paysager;

o) Le type de revêtement extérieur et architectural doit s'harmoniser entre les différents bâtiments;

p) Les cours latérales et arrière doivent être agrémentées de végétaux, dont un minimum d'un (1) arbre par bâtiment principal.

CHAPITRE 4 DISPOSITIONS S'APPLIQUANT À TOUTES LES ZONES

4.1 CONSTRUCTIONS ET USAGES ACCESSOIRES OU COMPLÉMENTAIRES

[Règ. 482-2012, 20 juin 2012]

Il doit y avoir un usage principal d'un terrain ou d'un bâtiment pour que soit permis une construction ou un usage accessoire ou complémentaire. Les constructions et les usages accessoires ou complémentaires doivent être implantés sur le même terrain que celui du bâtiment ou de l'usage principal.

L'usage accessoire ou complémentaire d'un terrain ou d'un bâtiment nécessite l'obtention d'un permis ou d'un certificat à moins que la demande n'ait été faite en même temps que la demande de permis pour l'usage principal.

Aux fins de l'application du présent article, dans une zone de type « villégiature V » et dans l'îlot déstructuré # 2, des terrains appartenant à un même propriétaire sont réputés ne former qu'un seul terrain lorsqu'ils sont séparés par une voie de circulation, dans la mesure où un seul usage principal y est exercé. Toutes les marges de recul doivent par ailleurs être respectées et ce, sur chacune des parties de ce terrain.

4.2 CONSTRUCTIONS ET USAGES PERMIS DANS LES COURS AVANT

[Règ. 447/01-2006, 13 mai 2008] [Règ. 515-2013, le 11-02-2014]

Dans l'espace compris entre la façade d'un bâtiment et la ligne de rue, seuls sont permis les constructions et les usages suivants:

a) Les trottoirs, allées, stationnements;

b) Les plantations, clôtures, murets à au moins 2 mètres de la ligne de rue ;

c) Un garage privé et un abri d'auto contigu au bâtiment principal sont autorisés comme usages complémentaires à un usage résidentiel aux conditions suivantes :

- superficie maximale autorisée pour chacune des constructions : 80% de la superficie au sol du bâtiment principal;
- hauteur maximale : celle du bâtiment principal;
- normes d'implantation :
  * marge avant : celle du bâtiment principal;
  * marges latérales et arrière minimales : 1 mètre, 1,5 mètre si ouverture;

d) Un abri d'hiver pour véhicules de promenade selon les dispositions de l'article 4.5;

e) Les marquises, auvents, perrons, galeries, balcons, porches, vérandas, avant toits et escaliers extérieurs pourvu que l'empiétement n'excède pas 2 mètres dans la marge prescrite et à au moins 2 mètres de la ligne de terrain;

f) Les enseignes selon les dispositions de l'article 4.11;

g) Les fenêtres en baie et les cheminées faisant corps avec le bâtiment pourvu que l'empiétement n'excède pas 1 mètre;

h) Les installations septiques et les puits;

i) L'entreposage dans la cour avant est interdit à l'exception de l'étalage régulier de la marchandise en vente sur place. Une marge de recul minimale de 2 mètres de la ligne de terrain doit être respectée.

4.2.1 Dispositions particulières s'appliquant aux cours avant des terrains riverains
[Règ. 447/05-2006, le 11 janvier 2011]

Dans le cas d'un terrain riverain dont la cour avant est en bordure d'un lac, seuls les usages suivants sont autorisés : marquises, auvents, perrons, galeries, terrasses, balcons, porches, vérandas, avant toits, escaliers extérieurs, fenêtres en baie et cheminée faisant corps avec le bâtiment principal pourvu qu'il n'y ait pas d'empiètement dans la rive. Un empiètement dans la rive sera accepté uniquement si toutes les conditions de l'article 7.1.1 du présent règlement sont respectées.

4.3 CONSTRUCTIONS ET USAGES PERMIS DANS LES COURS LATÉRALES
[Règ. 447/01-2006, le 13 mai 2008] [Règ. 515-2013, le 11-02-2014] [Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

Sont permis dans les cours latérales:

a) Toutes les constructions et tous les usages permis dans les cours avant aux mêmes conditions;

Cependant, les marquises, auvents, perrons, galeries, terrasses, balcons, porches, vérandas, avant toits, escaliers extérieurs, fenêtres en baie sont autorisés à une distance minimale de 2 mètres d'une ligne de terrain.

b) Un garage privé et un abri d'auto non contigu au bâtiment principal sont autorisés comme usages complémentaires à un usage résidentiel aux conditions suivantes :

- un seul garage par terrain;
- superficie maximale autorisée pour chacune des constructions : 80% de la superficie au sol du bâtiment principal;
- hauteur maximale: celle du bâtiment principal;
- norme d'implantation:
  * marge de recul avant : celle du bâtiment principal;
  * marges latérales et arrière minimales : 1 mètre, 1,5 mètre si ouverture;

c) Les constructions accessoires ou complémentaires à l'usage principal à pas moins de 1 mètre des lignes latérales du terrain en autant qu'aucune ouverture n'est prévue sur le mur donnant sur les lignes latérales; dans le cas contraire, la distance est portée à 1,5 mètre. La

superficie maximale autorisée est de 14 m2 ; cette superficie maximale ne s'applique qu'au bâtiment accessoire (remise) à une construction principale résidentielle;

d) L'entreposage extérieur complémentaire à l'usage principal;

e) L'aire de chargement et de déchargement;

f) Les foyers;

g) Les cordes à linge;

h) Les escaliers fermés;

i) Les piscines et les étangs artificiels;

j) Les poulaillers :

Un poulailler est autorisé à titre d'usage accessoire à un usage principal « habitation unifamiliale » aux conditions suivantes :

- l'usage poulailler a un caractère privé, c'est-à-dire qu'il s'exerce pour le seul bénéfice des occupants du bâtiment principal. Aucune activité commerciale, incluant la vente des œufs, n'est autorisée;
- un (1) seul poulailler est autorisé par terrain où s'exerce un usage « habitation unifamiliale »;
- le terrain résidentiel ou est implanté un poulailler doit avoir une superficie de 450m² et plus;
- l'usage poulailler doit s'exercer à l'extérieur du bâtiment principal;
- un minimum de deux (2) poules doit être gardé dans le poulailler. Le nombre maximal de poules est fixé à cinq (5). Le coq est interdit;
- pour l'exercice de l'usage, un bâtiment accessoire est autorisé, bâtiment dans lequel sont gardées les poules. La superficie minimale de ce bâtiment est de 0.4 m² par poule, sans excéder 5 m²;
- le bâtiment accessoire doit être implanté à une distance minimale de 2 mètres des lignes latérales et arrière du terrain;
- la hauteur maximale du bâtiment accessoire est fixée à 2,5 mètres;
- un enclos extérieur adjacent au poulailler doit être aménagé. Cet enclos doit être délimité par un grillage, maintenu en bon état, afin que les poules y demeurent. À l'intérieur de l'enclos, un espace d'ombragé doit être aménagé;
- le propriétaire doit s'assurer que la sécurité et le bien-être d'un animal ne soient pas compromis. La sécurité et le bien-être d'un animal sont compromis lorsque :

    - l'animal n'a pas accès à de l'eau potable ou à de la nourriture saine;
    - l'animal n'est pas gardé dans un habitat convenable et salubre le protégeant des intempéries;
    - l'animal est blessé ou malade et ne reçoit pas les soins de santé nécessaires;

- l'animal est soumis à des abus ou à de mauvais traitements qui peuvent affecter sa santé;

k) Les serres :

Une serre est autorisée à titre d'usage accessoire à un usage principal « habitation unifamiliale » aux conditions suivantes :

- une (1) serre est autorisée par terrain;
- la serre peut être annexée au bâtiment principal ou isolé de celui-ci;
- la superficie maximale de la serre est fixée à 14 m²;
- lorsque la serre est annexée au bâtiment principal, la hauteur de la serre ne peut excéder le faîte du toit de ce bâtiment;
- lorsque la serre est implantée isolément du bâtiment principal, la hauteur maximale est fixée à 3 mètres;
- la serre doit être implantée à une distance minimale de 1,5 mètre des lignes latérales et arrière du terrain;
- la serre ne peut faire office de remise et ne peut être utilisée à des fins commerciales, d'habitation, d'élevage agricole. De plus, il est interdit d'utiliser l'ossature d'un abri d'auto temporaire;
- la serre doit être recouverte de verre, de plastique rigide, de polythène ou de polyéthylène spécifiquement conçu pour les serres ou par un matériau autorisé au présent règlement pour les bâtiments. Le choix de matériaux, pour une serre préfabriquée, doit respecter les normes du fabricant;
- une couche chaude est assimilée à une serre;

l) Les potagers (jardins) :

Malgré toute disposition contraire au présent règlement, l'aménagement d'un potager est autorisé dans la cour avant sur un terrain où un usage « habitation » est exercé aux conditions suivantes :

- le potager doit être aménagé à 1,5 mètre minimum des lignes de terrain;
- le potager doit respecter l'article 4.7.3 triangle de visibilité;
- un permis ou un certificat n'est pas requis pour l'aménagement d'un potager.

4.4 CONSTRUCTIONS ET USAGES PERMIS DANS LES COURS ARRIÈRE

[Règ. 515-2013, le 11-02-2014]

Sont autorisés dans les cours arrière:

a) Toutes les constructions et tous les usages permis dans les cours avant et latérales aux mêmes conditions. Cependant, les marquises, auvents, perrons, galeries, terrasses, balcons, porches, vérandas, avant toits, escaliers extérieurs, fenêtres en baie sont autorisés à une distance minimale de 2 mètres d'une ligne de terrain.

b) Les escaliers de sauvetage ; les réservoirs, bonbonnes, citernes.

4.5 ABRI D'AUTO D'HIVER

[Règ. 447/05-2006, le 11 janvier 2011]

Les abris d'auto sont autorisés dans toutes les zones, sans permis, du 1er octobre au 1er mai de l'année suivante et doivent respecter les conditions suivantes :

a) Le revêtement extérieur (panneau peint, toile ou plastique) doit être du même type de matériaux et de la même couleur. Les éléments de structure doivent être démontables et ne pas être apparents;

b) Normes minimales d'implantation: 1 mètre des lignes latérales et arrière, 1,5 mètre de la ligne avant de la propriété et en dehors du triangle de visibilité qui est de 5 mètres par 5 mètres sur un terrain d'angle;

c) Un abri par terrain d'une grandeur maximale pouvant permettre le stationnement de 2 véhicules, d'une hauteur maximale de 3 mètres, et doit être érigé sur un espace de stationnement ou sur une allée d'accès ou dans les cours arrières;

d) Un abri d'auto doit servir à abriter des véhicules ou pour protéger les passages piétonniers existants.

4.6 PISCINE, SPA ET ÉTANG ARTIFICIEL

[Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

a) Une seule piscine ou étang peut être implanté sur un terrain dans le périmètre urbain;

b) Un seul spa par terrain :

- un spa peut être inclus dans l'espace habitable d'une résidence;
- un spa peut être couvert sans être intégré au bâtiment résidentiel, par une construction complémentaire ouverte ou fermée. La construction complémentaire couvrant le spa doit respecter une distance minimale de 1,5 mètre des lignes latérales et arrière. La hauteur maximale autorisée pour une construction complémentaire couvrant un spa est de 4 mètres et la superficie maximale autorisée est de 25 mètres carrés;
- un spa peut être autorisé en cour latérale ou arrière. Une distance minimale de 1,5 mètre des lignes de terrain doit être respectée. Lorsque non utilisé, le spa doit être recouvert de son couvercle;
- un spa peut être localisé en cour avant sur un terrain d'angle ou un terrain transversal, conditionnellement à ce qu'il soit implanté à au moins 5,0 mètres de la ligne avant et qu'une clôture ou une haie de cèdres d'une hauteur minimale de 1,2 mètre formant un écran visuel entre la rue et le spa;

c) Une piscine ou un étang artificiel aménagé ne doit pas avoir une superficie plus grande que le tiers du terrain où il est implanté et être situé à un minimum de 1,2 mètre des lignes latérales et arrière;

d) Un étang artificiel aménagé dans le périmètre d'urbanisation doit être entouré d'une enceinte conforme à l'article 4.6.1, c).

4.6.1 Contrôle de l'accès
[Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

a) Toute piscine creusée ou semi-creusée doit être pourvue d'une échelle ou d'un escalier permettant d'entrer dans l'eau et d'en sortir;

b) Sous réserve de l'alinéa e), toute piscine doit être entourée d'une enceinte de manière à en protéger l'accès;

c) Une enceinte doit : 1° empêcher le passage d'un objet sphérique de 10 cm de diamètre; 2° être d'une hauteur d'au moins 1,2 m; 3° être dépourvue de tout élément de fixation, saillie ou partie ajourée pouvant en faciliter l'escalade. Un mur formant une partie d'une enceinte ne doit être pourvu d'aucune ouverture permettant de pénétrer dans l'enceinte. Une haie ou des arbustes ne peuvent constituer une enceinte;

d) Toute porte aménagée dans une enceinte doit avoir les caractéristiques prévues à l'alinéa c) et être munie d'un dispositif de sécurité passif installé du côté intérieur de l'enceinte, dans la partie supérieure de la porte et permettant à cette dernière de se refermer et de se verrouiller automatiquement;

e) Une piscine hors terre dont la hauteur de la paroi est d'au moins 1,2 m en tout point par rapport au sol ou une piscine démontable dont la hauteur de la paroi est de 1,4 m ou plus n'a pas à être entourée d'une enceinte lorsque l'accès à la piscine s'effectue de l'une ou l'autre des façons suivantes :

- au moyen d'une échelle munie d'une portière de sécurité qui se referme et se verrouille automatiquement pour empêcher son utilisation par un enfant;
- au moyen d'une échelle ou à partir d'une plateforme dont l'accès est protégé par une enceinte ayant les caractéristiques prévues aux alinéas c) et d);
- à partir d'une terrasse rattachée à la résidence et aménagée de telle façon que sa partie ouvrant sur la piscine soit protégée par une enceinte ayant les caractéristiques prévues aux alinéas c) et d);

f) Afin d'empêcher un enfant de grimper pour accéder à la piscine, tout appareil lié à son fonctionnement doit être installé à plus d'un mètre de la paroi de la piscine ou, selon le cas, de l'enceinte. Les conduits reliant l'appareil à la piscine doivent être souples et ne doivent pas être installés de façon à faciliter l'escalade de la paroi de la piscine ou, selon le cas, de l'enceinte. Malgré le premier alinéa, peut être situé à moins d'un mètre de la piscine ou de l'enceinte tout appareil lorsqu'il est installé :

- à l'intérieur d'une enceinte ayant les caractéristiques prévues aux alinéas c) et d);
- sous une structure qui empêche l'accès à la piscine à partir de l'appareil et qui a les caractéristiques prévues aux paragraphes 2° et 3° de l'alinéa c);
- dans une remise;

g) Toute installation destinée à donner ou empêcher l'accès à la piscine doit être maintenue en bon état de fonctionnement;

h) Pendant la durée des travaux, le titulaire du permis doit, s'il y a lieu, prévoir des mesures temporaires visant à contrôler l'accès à la piscine. Ces mesures tiennent lieu de celles prévues à la présente section pourvu que les travaux soient complétés dans un délai raisonnable.

4.7 CLÔTURES, MURS, HAIES, ARBRES

4.7.1 Marges de recul

[Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

Les clôtures, murs, haies et arbres ne doivent pas être à moins de 2 mètres de la ligne de rue et pour l'implantation d'arbres et d'arbuste, une distance des lignes de propriété doit être d'une largeur minimale des branches à maturité.

4.7.2 Hauteur

La hauteur des clôtures et des murs ne doit pas excéder 2 mètres.

4.7.3 Triangle de visibilité

Pour un terrain situé à l'intersection de rues, on doit conserver un triangle de visibilité exempt de tout obstacle (clôture, mur, haie, etc.) plus haut que 60 cm par rapport au niveau de l'intersection des rues. Ce triangle est calculé sur les lignes de terrain donnant sur la rue sur une distance de 5 mètres à partir de l'intersection.

4.7.4 Clôture

[Règ. 447/03-2006, le 18 février 2009]

Les terrains peuvent être entourés de clôtures de bois, de métal, de PVC ou de murs de maçonnerie pourvu que ces clôtures soient ornementales, convenablement entretenues et peinturées au besoin.

4.7.4.1 Clôture de fil barbelé

Aucune clôture de fil barbelé n'est permise sauf aux endroits suivants :

- au sommet de clôture de 2 mètres de hauteur sur le terrain d'un édifice public, d'une industrie, d'un commerce gros ou d'un stationnement;
- dans la zone agricole et la zone agroforestière s'il n'est pas à proximité de la zone résidentielle où il y a des habitations.

4.7.4.2 Clôture en maille de fer

Les clôtures en maille de fer non recouverte de matériau plastique ou autre ne sont permises que dans le cas d'édifices publics, de terrain de jeux, de stationnements, d'industries, de commerces en gros ou dans les cours arrières.

4.7.5 Mur de soutènement
[Règ. 447/03-2006, le 18 février 2009]

Les murs de soutènement doivent être construits sur la propriété privée et doivent être maintenus dans un bon état d'entretien. Tout mur de soutènement endommagé doit être redressé, remplacé ou démantelé.

Les matériaux autorisés sont les suivants :

- bloc remblai décoratif d'une épaisseur égale ou inférieure à 30 cm;
- bloc de béton creux destiné à la construction, recouvert de crépi ou de stuc (avec semelle);
- brique avec liant (avec semelle);
- pierre avec ou sans liant, d'une épaisseur variant entre 15 cm et 30 cm;
- béton coulé sur place recouvert d'un crépi ou de stuc;
- poutre équarrie sur quatre faces.

4.8 MAISONS MOBILES, ROULOTTES ET VÉHICULES RÉCRÉATIFS

4.8.1 Dispositions applicables aux maisons mobiles
[Règ. 447/05-2006, le 11 janvier 2011]

Les maisons mobiles sont considérées comme des résidences (permanentes ou saisonnières) au même titre que les autres constructions. Les dispositions réglementaires (lotissement, installation septique, etc.) s'appliquent, sans distinction.

a) Normes d'installation

Une plate-forme doit être aménagée, en gravier ou en asphalte ou autre matériau adéquat, sur chaque emplacement de maison mobile.

L'espace compris entre la plate-forme et le plancher de la maison mobile (vide technique) doit être fermé dans les 30 jours suivant l'installation de la maison mobile. La fermeture de cet espace doit être fait du même type de revêtement que la maison mobile ou de panneaux de contreplaqué peint. Un panneau amovible d'un minimum de 1 mètre carré doit être prévu pour permettre l'accès à ce vide technique.

Tous les dispositifs d'accrochage (pôle) et autres équipements de roulement ou de transport apparents, doivent être enlevés ou dissimulés.

b) Normes d'implantation

L'implantation d'une maison mobile peut se faire de façon parallèle ou perpendiculaire à une rue.

4.8.2 Dispositions applicables aux roulottes et aux véhicules récréatifs
[Règ. 447/01-2006, le 13 mai 2008]

a) Sur tout le territoire de la municipalité, les roulottes et véhicules récréatifs ne peuvent être implantés de façon permanente sauf sur un terrain de camping aménagé à cet effet.

b) Aucune roulotte ou véhicule récréatif ne peut être transformé en résidence permanente.

c) L'installation temporaire d'une roulotte ou d'un véhicule récréatif doit être conforme aux conditions suivantes :

- une seule roulotte ou véhicule récréatif par terrain;
- pour une période maximale de 5 mois, du 15 mai au 15 octobre d'une même année ;
- les normes du règlement de lotissement, du règlement de zonage et du règlement sur les permis et certificat doivent être respectées comme pour une résidence;
- les installations septiques doivent être conformes au *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (Q-2. r.22)*;
- l'installation d'une roulotte ou d'un véhicule récréatif ne génère aucun droit acquis ;
- la roulotte ou le véhicule récréatif ne doit pas être immobilisé d'aucune façon (enlèvement des roues, construction de fondations, etc.) ni agrandi ou modifié.

4.9 STATIONNEMENT

4.9.1 Règle générale

À compter de la date d'entrée en vigueur du présent règlement, un permis de construction ne pourra être émis à moins que n'aient été prévues des cases de stationnement hors rue, selon les dispositions du présent chapitre.

Cette exigence s'applique tant aux travaux de modification ou d'agrandissement d'un usage, qu'aux travaux de construction d'un bâtiment neuf.

Dans le cas d'un agrandissement, seul ce dernier est soumis aux présentes normes.

Les exigences du présent article ne s'appliquent pas au stationnement de véhicules pour la vente, la location ou au stationnement de véhicules utilisés pour fins commerciales.

4.9.2 Dimensions des cases de stationnement et des allées

Chaque case de stationnement doit avoir les dimensions minimales suivantes:

Longueur: 6 mètres;
Largeur: 3 mètres;
Superficie: 18 mètres carrés.

4.9.3 Accès aux aires de stationnement

Une allée d'accès servant à la fois pour l'entrée et la sortie des automobiles doit avoir une largeur minimale de 6 mètres et maximale de 10 mètres.

Les aires de stationnement doivent être séparées, en tout point, de la ligne de rue par un espace minimal de 1,5 mètre.

4.9.4 Nombre de cases requises

Le nombre minimal de cases requises pour répondre aux besoins d'un usage est établi ci après et tous les usages desservis doivent être considérés séparément dans le calcul total du nombre de cases.

a) Usage résidentiel

- habitation unifamiliale, bifamiliale ou multifamiliale	1 case par logement
- habitation communautaire	1 case par 2 logements

b) Usage commercial

- lieu d'assemblée, restaurant, brasserie, bar, club de nuit	1 case par 6 sièges
- hôtel, motel, maison de chambres	1 case par chambre
- établissement récréatif	
- (curling, quille, tennis, billard, etc.)	1 case par unité de jeux
- bureau ou clinique de professionnels de la santé	
- (médecin, dentiste, etc.)	3 cases par professionnel
- magasin d'alimentation, dépanneur	1 case par 20 m² de plancher
- station-service	5 cases
- autres bureaux et magasins de vente au détail	1 case par 50 m² de plancher

c) Usage industriel

- 1 case par 2 employés d'un même horaire (quart de travail).

4.10 AIRES DE CHARGEMENT ET DE DÉCHARGEMENT

Les aires de chargement et de déchargement sont obligatoires lorsqu'il y a une ou des baies d'entreposage.

Les plates formes de chargement ou de déchargement devront être prévues et indiquées ainsi que les allées d'accès, sur le plan d'implantation du ou des établissements lorsque celui-ci est soumis à l'officier pour approbation.

Il n'est, en aucune façon, permis d'effectuer le chargement de camions sur la voie publique.

Aucune plate-forme de chargement ou de déchargement ne pourra être située sur les façades principales des établissements sauf si la plate-forme est située à un minimum de 20 mètres de la ligne de rue.

Toutefois, ces installations pourront être situées sur les côtés latéraux donnant sur une rue pourvu que la plate-forme soit implantée à un minimum de 9 mètres de la ligne de rue.

Chaque emplacement de chargement ou de déchargement devra être entouré d'un tablier de manœuvre d'une superficie suffisante pour qu'un véhicule puisse y stationner sans empiéter sur la voie publique.

4.11 DISPOSITIONS APPLICABLES À L'AFFICHAGE

4.11.1 Dispositions générales

Les dispositions du présent article s'appliquent à toutes les enseignes déjà érigées et à celles qui le seront dans l'avenir.

Quiconque désire édifier, agrandir, reconstruire, modifier, réparer, déplacer, apposer, finir ou peindre une enseigne doit, au préalable, obtenir de l'officier un certificat d'autorisation. Il doit être donné suite audit certificat d'autorisation dans les 6 mois suivants son émission, après quoi, un autre certificat est nécessaire.

Toute demande de modification d'une enseigne ayant pour effet de changer la forme et les dimensions du support a pour effet de rendre obligatoire le respect de l'actuel règlement quant à la marge, à la hauteur et à la superficie prescrites. Cependant, les modifications ayant trait à un changement de l'appellation commerciale, au graphisme, à la couleur ou à l'entretien général de l'enseigne, bien que soumise aux dispositions du présent règlement, n'entraînent pas la nécessité de relocaliser une enseigne dérogatoire au présent règlement.

Sauf indication contraire, une seule enseigne est autorisée par terrain ou usage. Cependant, sur un terrain d'angle ou transversal, une enseigne peut être autorisée sur chacune des rues.

Toute enseigne doit être installée sur le même terrain que l'établissement auquel elle réfère.

4.11.2 Normes d'implantation des enseignes et des panneaux-réclames

4.11.2.1 Normes d'implantation des enseignes

a) L'éloignement minimal de toute ligne de rue de tout support d'enseigne est de 3 mètres;

b) La projection au sol de toute enseigne ne pourra, en aucun cas, se situer au-dessus d'une emprise de rue;

c) Sur un terrain d'angle, les enseignes ne doivent pas être implantées à l'intérieur d'un triangle de visibilité de 5 mètres de côté, ces deux côtés étant mesurés à partir du point d'intersection des lignes de rues;

d) La hauteur minimale par rapport au sol de toute enseigne, à l'exception d'une enseigne mobile, est fixée à 3 mètres. Cependant, la hauteur maximale ne pourra dépasser le niveau du plafond du 2e étage d'un bâtiment ou 5 mètres en l'absence de bâtiment.

4.11.2.2 Normes d'implantation des panneaux-réclames

a) Un seul panneau-réclame par terrain est autorisé à au moins 30 mètres de toutes voies de circulation;

b) La distance à respecter entre 2 panneaux-réclames situés du même côté d'une voie de circulation et à l'extérieur du périmètre d'urbanisation est de 300 mètres;

c) La superficie maximale d'un panneau réclame est de 20 m²;

d) La hauteur maximale d'un panneau réclame est de 16 mètres.

4.11.3 Enseignes autorisées sans permis
[Règ. 447/05-2006, le 11 janvier 2011]

Les enseignes suivantes sont autorisées sur tout le territoire, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir un permis de la municipalité:

a) Les enseignes émanant d'une autorité publique, municipale, provinciale, fédérale ou scolaire ainsi que les drapeaux ou emblèmes d'un organisme politique, civique, philanthropique, éducationnel ou religieux pourvu qu'elles n'aient pas plus de 2 m². Des enseignes temporaires annonçant une campagne, un événement ou une activité de ces autorités ou organismes;

b) Les enseignes commémorant un fait ou un personnage historique, pourvu qu'elles ne soient pas destinées ou associées à un usage commercial;

c) Les inscriptions, figures et symboles ciselées ou sculptées à même les murs d'un bâtiment sauf ceux destinés à un usage commercial;

d) Les enseignes concernant la pratique du culte et autres activités religieuses pourvu qu'elles n'aient pas plus de 2 m²;

e) Les enseignes temporaires non lumineuses annonçant la mise en vente d'un bâtiment ou d'un terrain ou la location de logements, de chambres, de bureaux et autres locaux pourvu que leur superficie n'excède pas l m²; ces enseignes doivent être érigées sur le même terrain que l'usage auquel elles renvoient;

f) Les enseignes directionnelles destinées à l'orientation et la commodité du public, y compris les enseignes indiquant un danger, les entrées de livraison et autres enseignes similaires pourvu qu'elles n'aient pas plus de 1 m² et qu'elles soient situées sur le même terrain que l'usage principal qu'elles desservent;

g) Une enseigne temporaire annonçant un projet de construction ou un projet de développement domiciliaire, est autorisée dans toutes les zones si toutes les conditions suivantes sont respectées :

- l'aire maximale de 3 mètres carrés si le terrain sur lequel est situé le projet est de moins de 10 000 m^2 et 6 mètres carrés dans les autres cas;
- l'enseigne doit être enlevée au plus tard 30 jours après la fin des travaux ou 12 mois après son installation dans le cas d'un projet de construction dont les travaux n'ont pas débuté;
- l'enseigne ne peut être éclairée d'aucune façon;
- l'implantation doit respecter les normes pour une enseigne;
- l'enseigne doit être érigée sur le même terrain que celui où sera réalisé le projet.

4.11.4 Enseignes et panneaux-réclames prohibés

4.11.4.1 Enseignes prohibées

Les enseignes suivantes sont prohibées sur tout le territoire municipal :

a) Les enseignes "clignotantes" c'est à dire les enseignes lumineuses sur lesquelles l'intensité de la lumière artificielle et la couleur ne sont pas maintenues constantes et stationnaires;

b) Les enseignes en bordure d'une route :

- sur un véhicule ou une remorque;
- sur un poteau de services publics (télécommunication, électricité, etc.);
- peinte ou posée sur une partie permanente ou temporaire d'un bâtiment principal ou accessoire;
- sur une clôture ou un arbre;

c) Les enseignes à feux clignotants ou rotatifs, imitant ou de même nature que les dispositifs avertisseurs lumineux généralement employés sur les véhicules des services de protection publique et les ambulances;

d) Les enseignes posées sur un toit, une galerie, un balcon, un escalier de service ou de secours, une clôture, un arbre ou devant une porte ou une fenêtre.

4.11.4.2 Panneaux-réclames prohibés

Tous les panneaux réclames sont prohibés sur le territoire municipal à l'exception de ceux qui annoncent un commerce ou service situé dans la municipalité.

Par ailleurs, les panneaux réclames sont prohibés dans les endroits suivants:

a) À l'intérieur d'une bande de 30 mètres de part et d'autre de la Route 271;

b) À l'intérieur du périmètre d'urbanisation;

c) En bordure d'une route :

- sur un véhicule ou une remorque;
- sur un poteau de services publics (télécommunication, électricité, etc.);
- peinte ou posée sur une partie permanente ou temporaire d'un bâtiment principal ou accessoire;
- sur une clôture ou un arbre.

4.11.5 Entretien des enseignes et des panneaux-réclames

Les panneaux-réclames et les enseignes ainsi que leurs supports doivent être entretenus; lorsque l'un de ces ouvrages ou la structure servant à le suspendre ou à le soutenir est dangereux pour la sécurité publique ou n'est pas adéquatement entretenu, le propriétaire de cet ouvrage ou le propriétaire d'un bâtiment ou d'un terrain où il est situé, doit le rendre sécuritaire et adéquatement entretenu ou l'enlever.

Le propriétaire d'un panneau-réclame ou d'une enseigne ou le propriétaire d'un bâtiment ou d'un terrain où est situé une de ces constructions doit l'enlever ainsi que sa structure de soutien au plus tard 6 mois après la cessation d'un commerce, d'une profession ou d'un produit qui n'est plus fabriqué ou si le panneau-réclame ou l'enseigne est autrement devenu désuet ou inutile.

4.11.6 Dispositions applicables aux zones résidentielles (Ra, Rb), de villégiature (V) et aux îlots déstructurés

Un service ou un commerce intégré à une résidence peut être annoncé par une seule des 2 enseignes suivantes:

	Enseigne non lumineuse fixée au mur	Enseigne non lumineuse fixée au sol
Nombre maximal	1 par bâtiment	1 par terrain 2 pour un terrain d'angle et transversal
Fixation	- à plat	- sur poteau - sur socle
Aire maximale	0,4 m²	0,4 m²
Hauteur maximale	celle du 1er étage	1,5 m

4.11.7 Dispositions applicables aux zones Ca et P

Dans les zones Ca et P, l'affichage est soumis aux dispositions suivantes :

	Enseigne fixée au mur	Enseigne fixée au sol
Nombre maximal	2 par commerce	1 par terrain ou bâtiment 2 pour un terrain d'angle et transversal
Fixation	- à plat - perpendiculaire au mur - reproduite sur un auvent ou une marquise	- sur poteau - sur socle
Aire maximale	0,2 m² par mètre de largeur du mur sur lequel elle est fixée	5 m²
Hauteur maximale	celle du 2e étage	5 m

4.11.8 Dispositions applicables au parc industriel et aux bâtiments industriels

a) Une enseigne sur poteau ou sur socle est permise pour l'ensemble du parc industriel afin d'annoncer sa présence et selon les normes suivantes:

- l'enseigne doit être située à l'entrée du parc industriel de la municipalité;
- l'enseigne peut annoncer la raison sociale de tous les occupants du parc industriel;
- l'enseigne ne peut avoir une superficie supérieure à 15 mètres carrés ni une hauteur supérieure à 5 mètres.

4.11.9 Dispositions applicables aux bâtiments industriels et aux zones commerciales (Cb)

	Enseigne fixée au mur	Enseigne fixée au sol
Nombre maximal	2 par bâtiment	1 par terrain (2 pour un terrain d'angle et transversal)
Fixation	- à plat - perpendiculaire au mur - reproduite sur un auvent ou une marquise	- sur poteau - sur socle
Aire maximale	0,5 m² par mètre de largeur du mur sur lequel elle est fixée	10 m²
Hauteur maximale	celle du 2e étage	5 m

4.11.10 Dispositions applicables aux zones agricoles (A) et agroforestières (AG)

	Enseigne fixée au mur	Enseigne fixée au sol
Nombre maximal	1 par entreprise	1 par terrain
Fixation	- à plat	- sur poteau - sur socle
Aire maximale	3 m²	5 m²
Hauteur maximale	celle du 2e étage	5 m

Les panneaux-réclames installés dans la zone agricole permanente doivent être conformes aux dispositions de l'article 4.11.2.

Un usage secondaire à une activité agricole peut être annoncé selon les dispositions de l'article 4.11.7.

Les commerces et services associables à l'habitation peuvent être annoncés selon les dispositions prévues à l'article 4.11.6.

4.11.11 Dispositions applicables aux enseignes mobiles

Les enseignes mobiles sont permises sur le territoire de la municipalité pour des utilisations temporaires n'excédant pas 30 jours.

Une enseigne mobile ne pourra être à nouveau implantée sur ce terrain ou pour cet usage avant qu'une période minimale de 12 mois ne soit écoulée depuis l'obtention du certificat d'autorisation à cet effet.

4.12 DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ENTREPOSAGE DE VÉHICULES FERRAILLES ET DE MATÉRIAUX USAGÉS

L'entreposage de véhicules ferrailles et de matériaux usagés et détériorés par la rouille ou de toutes autres façons et destinés ou non à la vente ou au recyclage doit répondre aux exigences suivantes:

4.12.1 Normes de localisation

a) Dispositions applicables à l'extérieur d'un parc ou d'une zone industrielle

Toute entreprise ou individu, dont l'activité principale est l'entreposage ou non, qui entrepose à l'extérieur d'un édifice des véhicules ferrailles ou des matériaux usagés et détériorés par la rouille ou de toutes autres façons, ne peut s'implanter à moins de 6 mètres de la limite du terrain où est prévue l'activité. Le terrain doit être aménagé selon les normes prévues à l'article 4.12.2.

b) Dispositions applicables à l'intérieur d'un parc ou d'une zone industrielle

Toute entreprise ou individu, dont l'activité principale est l'entreposage ou non, qui entrepose à l'extérieur d'un édifice des véhicules ferrailles ou des matériaux usagés et détériorés par la rouille ou de toutes autres façons, ne peut s'implanter à moins de 12 mètres de la limite du parc ou de la zone industrielle. Les terrains adjacents à une zone où les usages autorisés sont autres qu'industriels, doivent être aménagés selon les normes prévues à l'article 4.12.2.

c) Ce type d'entreposage est prohibé:

- à moins de 150 mètres d'une voie de circulation;
- à moins de 200 mètres d'une habitation (sauf celle de l'exploitant).

4.12.2 Normes d'implantation

Les lignes latérales et arrière du terrain doivent être munies d'un écran visuel continu, suffisant pour obstruer la vue, que ce soit :

a) Avec une plantation d'arbres, d'une hauteur minimale de 2 mètres, de même variété (haie) sur toute la longueur à couvrir;

b) Ou avec une clôture opaque de 2 mètres de hauteur minimale et de 3 mètres de hauteur maximale, de même style sur toute la longueur à couvrir; cette clôture doit être entretenue de telle sorte qu'elle ne soit dépourvue ni complètement ni partiellement de son revêtement et qu'elle demeure d'apparence uniforme.

Lorsque ces exigences relatives à l'aménagement d'un écran visuel continu sont rencontrées par une zone adjacente où les seuls usages autorisés sont un parc ou un espace vert, celles-ci peuvent être levées.

En aucun cas, cet assouplissement ne peut avoir pour effet de diminuer la portée des dispositions applicables quant à la façon de mesurer l'espace laissé libre de toute construction.

4.13 DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ENTREPOSAGE EXTÉRIEUR

4.13.1 Dispositions applicables à l'entreposage à l'extérieur d'un parc ou d'une zone industrielle

Toute entreprise ou individu, que l'activité principale soit l'entreposage ou non et qui entrepose à l'extérieur d'un édifice, doit respecter les normes d'implantation suivantes:

a) Être située à un minimum de 6 mètres de la limite du terrain où est prévue l'activité;

b) L'entreposage devra se faire à une distance minimale de 500 mètres de tout lac, cours d'eau ou source d'approvisionnement en eau potable;

c) Le terrain doit être aménagé selon les normes prévues à l'article 4.12.2.

4.13.2 Dispositions applicables à l'entreposage à l'intérieur d'un parc ou d'une zone industrielle

Toute entreprise ou individu, dont l'activité principale soit l'entreposage ou non, qui entrepose à l'extérieur d'un édifice ne peut s'implanter à moins de 12 mètres de la limite du parc ou de la zone industrielle. Les terrains adjacents à une zone où les usages autorisés sont autres qu'industriels doivent être aménagés selon les normes prévues à l'article 4.12.2

4.14 DISPOSITIONS APPLICABLES À UN LIEU D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE

4.14.1 Normes de localisation et d'implantation

a) Aucun lieu d'enfouissement sanitaire ne peut être situé à moins de 150 mètres de toute route;

b) Le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un lieu d'enfouissement sanitaire visible d'une route doit aménager les lignes latérales et arrière du terrain d'un écran visuel continu selon les normes prévues à l'article 4.12.2.

4.14.2 Site d'enfouissement désaffecté

Un terrain qui a été utilisé comme lieu d'enfouissement sanitaire ou d'élimination des déchets et qui est désaffecté, ne peut être utilisé pour fins de construction sans une autorisation écrite du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec.

4.15 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SITES D'EXTRACTION

4.15.1 Normes de localisation

Les aires d'exploitation d'une nouvelle carrière ou sablière sont assujetties aux conditions suivantes:

a) Sauf pour les travaux publics exécutés par le ministère des Transports, il est interdit d'ouvrir de nouveaux sites d'extraction (carrières et sablières) à moins de 600 mètres de la Route 271 faisant partie du circuit touristique La Route du Sud;

b) Être situées à une distance minimale de 1 kilomètre de toute prise d'eau servant à l'alimentation d'un réseau d'aqueduc, à moins que l'exploitant ne soumette une étude hydrologique à l'appui de sa demande démontrant que l'exploitation du nouveau site d'extraction ne portera pas atteinte à la prise d'eau;

c) Être situées à une distance horizontale minimale de 75 mètres de tout cours d'eau à débit régulier ou intermittent ou lac;

d) Être situées à une distance minimale de 70 mètres de toute voie publique. Cette distance est réduite à 35 mètres dans le cas d'une nouvelle sablière;

e) Être situées à une distance minimale de 20 mètres de la ligne de propriété de tout terrain appartenant à un autre propriétaire que celui du terrain où se trouve le site d'extraction;

f) Les nouvelles voies d'accès de tous les nouveaux sites d'extraction doivent être situées à une distance minimale de 25 mètres de toute construction;

g) L'exploitation de toute nouvelle carrière et sablière devra débuter à l'arrière des terrains de façon à minimiser les impacts visuels en bordure des voies publiques durant la période d'exploitation. L'exploitant devra également déposer, à la municipalité, un plan d'aménagement démontrant de quelle façon le site sera réhabilité après son exploitation. Dans le cas où il est impossible d'exploiter la carrière ou la sablière de l'arrière vers l'avant du terrain, l'exploitant devra déposer à la municipalité un plan d'aménagement démontrant cette impossibilité;

h) Il est interdit d'établir une nouvelle carrière ou une nouvelle sablière dans un territoire municipal zoné pour des fins résidentielles, commerciales ou mixtes (commerciales – résidentielles). Il est également interdit d'établir une nouvelle carrière à moins de 600 mètres d'un tel territoire ou d'établir une nouvelle sablière à moins de 150 mètres de celui-ci;

i) Une nouvelle carrière doit être située à une distance minimale de 600 mètres de toute habitation, institution d'enseignement, temple religieux, terrain de camping ou tout établissement au sens de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5)*. Le présent alinéa s'applique également aux nouvelles sablières, sauf que la norme de distance minimale est de 150 mètres;

j) Les usages résidentiels (à l'exception d'une résidence appartenant ou louée au propriétaire ou à l'exploitant d'un site d'extraction), commerciaux, institutionnels et de services sont interdits à moins de 150 mètres d'une sablière et de 600 mètres d'une carrière existante.

4.15.2 Normes d'implantation

Dès le début de l'exploitation, une plantation d'arbres d'une largeur minimale de 20 mètres tenant lieu d'écran visuel devra être aménagée sur le périmètre des nouveaux sites d'extraction non dissimulés par une forêt existante.

4.16 DISPOSITIONS APPLICABLES POUR UN ACCÈS À UNE ROUTE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Toute intervention ayant pour effet de modifier l'accès à une route sous la responsabilité du ministère des Transports du Québec, exige au préalable l'obtention d'un permis de ce ministère.

On entend par intervention, la construction d'un accès à un immeuble (terrain vacant ou construit), modification à un accès, à une entrée, changement de vocation d'un accès, construction d'une rue, fermeture d'un fossé d'une route.

Les largeurs minimales requises des accès le long du réseau routier supérieur sont les suivantes:

USAGE	LARGEUR
Résidentiel	6 mètres
Commercial	11 mètres
Industriel	11 mètres
Agricole	8 mètres

4.17 DISPOSITION APPLICABLE À UN CHENIL

Le propriétaire ou l'exploitant d'un chenil doit clôturer le terrain avec une clôture de type « Frost » ou équivalente, d'une hauteur maximale de 2 mètres.

4.18 DISPOSITIONS APPLICABLES À L'AMÉNAGEMENT DES TERRAINS

4.18.1 Conservation de l'aspect naturel des terrains

En autant que possible, on devra préserver l'aspect naturel des terrains (boisé, pente naturelle, rocher en saillie, etc.) au moment de la construction.

4.18.2 Aménagement des aires libres

[Règ. 447/01-2006, le 13 mai 2008]

Les parties de terrain ne servant pas ou ne devant pas servir à des aménagements pavés ou construits devront être terrassées convenablement, ensemencées de gazon ou de tourbe ou recouvertes adéquatement de tout assemblage constituant une surface propre et résistante.

L'aménagement des aires libres doit être complètement réalisé 24 mois après l'émission du permis de construction.

Cet article ne s'applique pas aux terrains situés dans les zones à dominance d'exploitations agricoles et agroforestières.

4.18.3 Plantation interdite

La plantation de peupliers, de saules et de trembles ou tout autre espèce d'arbres dont les racines sont reconnues comme étant envahissantes, est interdite sur les voies publiques ainsi que sur une lisière de 6 mètres de largeur en bordure desdites voies ainsi que dans une bande de 6 mètres de part et d'autre des réseaux d'aqueduc et d'égout.

4.19 ARCHITECTURE ET MATÉRIAUX DES CONSTRUCTIONS

4.19.1 Constructions prohibées

[Règ. 567-2018, le 10-07-2018]

a) Toute construction en forme d'animal, de fruit ou de légume, ou tendant par sa forme à symboliser un animal, un légume ou un fruit, est interdite sur le territoire municipal;

b) L'emploi de wagons de chemin de fer, de conteneurs, de remorques, d'autobus, de véhicules désaffectés ou tout autre objet de même nature est prohibé pour toute fin dans le périmètre d'urbanisation, dans les îlots déstructurés et dans les zones de villégiature. Les conteneurs sont cependant autorisés, à titre de bâtiment secondaire, dans la zone de villégiature V-130 et dans les îlots déstructurés numéro 1 et 2;

c) L'emploi de wagons de chemin de fer, de conteneurs, de remorques, d'autobus, de véhicules désaffectés ou tout autre objet de même nature est également prohibé dans la zone agricole permanente, dans les cours avant et latérales;

d) Les constructions de forme ou d'apparence semi-cylindrique, préfabriquée ou non, sauf dans la zone agricole permanente.

4.19.2 Revêtement extérieur

[Règ. 447/05-2006, le 11 janvier 2011]

a) Le revêtement extérieur de tout bâtiment doit être complété 18 mois après la date de l'émission du permis;

b) Abrogé;

c) Les matériaux de revêtement de tous bâtiments secondaires ou complémentaires et de toute construction hors-toît, visibles des voies publiques, doivent s'agencer avec ceux du bâtiment principal. Cette disposition ne s'applique pas aux bâtiments agricoles en zone agricole permanente;

d) Les surfaces extérieures en bois de toutes constructions doivent être protégées contre les intempéries par de la peinture, teinture, vernis, huile ou recouvertes de matériaux de finition extérieure reconnue et autorisée par le présent règlement. Les surfaces de métal doivent être peinturées, émaillées, galvanisées, anodisées ou traitées de toute autre façon équivalente.

4.19.3 Matériaux prohibés

4.19.3.1 Matériaux prohibés pour la toiture

Sauf pour les bâtiments agricoles situés dans la zone agricole permanente, la tôle galvanisée est prohibée pour le revêtement de la toiture de toutes constructions.

4.19.3.2 Matériaux prohibés pour les murs extérieurs

Les matériaux suivants sont prohibés pour le revêtement extérieur de tous bâtiments autres qu'agricoles :

a) panneau de fibre de verre translucide ondulé;

b) tôle galvanisée ou tôle non architecturale (tôle non traitée, endommagée ou rouillée);

c) bloc de béton non décoratif (à surface lisse);

d) panneaux de copeaux agglomérés;

e) bois non protégé des intempéries;

f) matériau servant habituellement d'isolant thermique tel que polystyrène, uréthanne, isolant rigide ou en latte, etc.;

g) bardeau d'asphalte ou papier goudronné;

h) papier brique;

i) toile et polythène;

j) tout autre matériau non conçu pour résister aux intempéries et n'étant pas destiné à servir de revêtement extérieur.

4.20 DISPOSITION RELATIVES AUX HABITATIONS BI-GÉNÉRATION

[Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

L'aménagement d'une habitation bi-génération est autorisé dans toute habitation unifamiliale située dans une zone où cet usage est autorisé, sous réserve du respect des conditions suivantes :

a) Le second logement doit être occupé exclusivement par les personnes qui ont un lien de parenté avec le propriétaire ou l'occupant du logement principal, incluant leur conjoint et les personnes qui sont à leur charge. Lorsque l'occupant du second logement cesse d'occuper les lieux ou de rencontrer ces conditions, ce second logement doit être détruit ou réaménagé de façon à ce que les lieux ne puissent être utilisés ou destinés à être utilisés comme logement;

b) L'ajout ou l'intégration des pièces supplémentaires à l'habitation unifamiliale doit se faire en conservant le caractère unifamilial de l'habitation en répondant aux exigences suivantes:

- une seule adresse civique par bâtiment est autorisée;
- une seule boîte aux lettres par bâtiment est autorisée;
- une seule entrée de services d'utilité publique et électrique par bâtiment est autorisée;
- seul le logement principal doit avoir son entrée sur la façade principale du bâtiment. L'entrée du second logement doit être située sur un mur latéral ou arrière. Cependant,

si une seconde porte est déjà aménagée sur la façade principale d'un bâtiment, celle-ci peut être conservée et être utilisée pour accéder au second logement;

- contenir un accès intérieur fonctionnel et permettant de circuler du logement principal au second logement;

c) Le second logement ne peut occuper plus de 40 % de la superficie d'implantation au sol de l'habitation;

d) Chaque logement doit comporter au minimum une case de stationnement;

e) L'habitation doit respecter les mêmes marges de recul minimales que celles des habitations unifamiliales.

Toute personne désirant aménager une habitation bi-génération doit formuler une demande à la Municipalité (certificat d'autorisation) même si le projet ne comporte aucuns travaux nécessitant l'obtention au préalable d'un permis de construction. La demande doit être accompagnée d'une déclaration du propriétaire de l'immeuble à l'effet que le deuxième logement sera occupé par une personne identifiée au paragraphe a) du présent article. Cette déclaration devra identifier la ou les personnes concernées et leur lien de parenté avec l'occupant du logement principal. La demande devra comporter un engagement du propriétaire ou de l'occupant du logement principal à respecter les conditions prévues au présent article et à faire part à la Municipalité de tout changement relatif au respect de cette condition. Une telle déclaration devra être produite à tous les deux ans, à compter de la date de délivrance du certificat d'autorisation. Cette période de deux ans étant calculée à partir de la date de délivrance du certificat d'autorisation.

CHAPITRE 5 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX OUVRAGES DE CAPTAGE D'EAU POTABLE SOUTERRAINE

5.1 LES PÉRIMÈTRES DE PROTECTION

5.1.1 Périmètre de protection immédiate

Une bande de protection d'un rayon de 30 mètres doit s'appliquer autour des ouvrages de captage d'eau potable souterraine alimentant un réseau public ou privé alimentant plus de 20 personnes. Cette aire peut présenter une superficie moindre si une étude hydrogéologique établie sous la signature soit d'un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec, soit un géologue membre de l'Ordre des géologues du Québec démontre la présence d'une barrière naturelle de protection, par exemple la présence d'une couche d'argile. À l'intérieur de cette bande, aucune construction, ouvrage ou activité n'est autorisé sauf ceux nécessaires pour les fins d'utilisations de la prise d'eau potable.

Ce périmètre est obligatoirement délimité par une clôture cadenassée d'une hauteur minimale de 1,80 mètre pour les ouvrages dont le débit moyen est supérieur à 75 m^3/jour.

5.1.2 Périmètre de protection rapprochée

Un périmètre de protection rapprochée doit être établi pour tout nouvel ouvrage de captage d'eau potable souterraine dont le débit est supérieur à 75m^3/jour.

Le périmètre de protection rapprochée correspond à la distance théorique à parcourir par l'eau aboutissant à l'ouvrage de captage. Cette distance doit être établie dans une étude hydrogéologique et correspondre à un délai de 60 jours. Le rayon de protection bactériologique est fixé à 100 mètres et celui virologique à 200 mètres du lieu de captage. Cependant, ces aires de protection pourront être différentes si elles sont établies conformément à une étude hydrogéologique réalisée soit par un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec, soit par un géologue membre de l'Ordre des géologues du Québec et que la vulnérabilité des eaux souterraines a été évaluée par l'application de la méthode DRASTIC.

À l'intérieur de ce périmètre, les restrictions à l'utilisation peuvent être classées en trois catégories: activités interdites, activités tolérées et activités réglementées. Ces restrictions doivent être précisées dans l'étude hydrogéologique déterminant le périmètre de protection. Sur la base de cette étude, le conseil municipal adoptera les règlements nécessaires à la protection de l'ouvrage de captage d'eau souterraine.

5.1.3 Périmètre de protection éloignée

Un périmètre de protection éloignée doit être établi pour tout nouvel ouvrage de captage d'eau souterraine dont le débit est supérieur à 75m^3/jour. Les aires de protection (bactériologique et virologique) doivent être établies par une étude hydrogéologique réalisée soit par un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec, soit par un géologue membre de l'Ordre des géologues du Québec et par la méthode DRASTIC.

À l'intérieur du périmètre de protection éloignée identifié dans l'étude hydrogéologique d'un ouvrage de captage d'eau souterraine alimentant un réseau public ou privé, les municipalités devront régir les usages et constructions autorisés de façon à empêcher le déversement de contaminants persistants. Toute activité située à l'intérieur de l'aire d'alimentation d'un ouvrage de captage doit être évaluée en fonction de son impact potentiel sur la qualité de l'eau souterraine et sur sa quantité.

5.2 DISTANCES MINIMALES PRESCRITES, DE FAÇON RÉCIPROQUE, POUR CERTAINS USAGES ET ACTIVITÉS PAR RAPPORT À UNE PRISE D'EAU POTABLE ALIMENTANT UN RÉSEAU PUBLIC OU PRIVÉ

USAGES / ACTIVITÉS	**DISTANCE MINIMALE (en mètres)**
Ancien dépotoir	500
Dépôt en tranchée	500
Aire d'enfouissement	300
Carrière, sablière	1 000
Nouvel établissement de production animale sur fumier liquide et solide	300
Épandage de fumier ou de lisier	30
Zone inondable	30
Cimetière, mausolée, crématorium	80
Site pour l'élimination des neiges usées	300

5.3 DISPOSITIONS RELATIVES À L'IMPLANTATION D'UN NOUVEL OUVRAGE DE CAPTAGE D'EAU POTABLE SOUTERRAINE

L'implantation d'un nouvel ouvrage de captage d'eau potable souterraine ayant un débit inférieur à 75m³/jour et desservant moins de 20 personnes est interdite :

a) À moins de 30 mètres de tout système non étanche de traitement des eaux usées. Toutefois, lorsque cette distance ne peut être respectée, il est permis d'aménager, à une distance moindre d'au moins 15 mètres d'un système non étanche de traitement des eaux usées, un puits tubulaire foré de manière à obtenir, tout le long de la profondeur requise pour le scellement, un diamètre d'au moins 10 cm supérieur au diamètre nominal du tubage. Le tubage doit être installé à au moins 5 mètres de profondeur à partir de la surface du sol; l'espace annulaire doit être rempli selon les règles de l'art au moyen d'un matériau qui assure le scellement étanche durable;

b) À moins de 15 mètres d'un système étanche de traitement des eaux usées;

c) À moins de 30 mètres d'une parcelle en culture. On entend par "parcelle" une portion de terrain d'un seul tenant, constituée d'une même culture et nécessitant une même fertilisation, qui appartient à un même propriétaire;

d) Dans une zone inondable à récurrence 0-20 ans à moins que ce soit dans le but de remplacer un ouvrage existant le 15 juin 2002. Dans une zone inondable 20-100 ans, seul est permis l'aménagement d'un puits tubulaire conforme aux normes fixées pour un ouvrage à moins de 30 mètres d'un système non étanche.

CHAPITRE 6 NORMES D'IMPLANTATION

[Règ. 482-2012, 20 juin 2012]

Les marges de recul sont propres à chaque zone. Dans le cas d'un terrain d'angle, d'un terrain d'angle transversal et d'un terrain transversal, la marge de recul avant prescrite doit être appliquée sur tous les côtés bornés par une rue publique ou privée.

La façade de tout bâtiment principal doit faire face à une rue. Cette disposition ne s'applique pas aux terrains riverains et aux terrains d'une zone agricole ou agroforestière.

6.1 DISPOSITIONS APPLICABLES LE LONG DE LA ROUTE 271

La marge de recul avant minimale le long de la Route 271, entre la limite municipale de la Ville de Saint-Georges et le périmètre urbain de Saint-Benoît-Labre, est de 90 mètres pour les nouveaux lotissements et pour les nouvelles implantations résidentielles comprenant 10 lots et plus, et pour les nouveaux lotissements et les nouvelles constructions à des fins institutionnelles et récréatives.

Ces normes d'implantation peuvent être inférieures si :

- des mesures d'atténuation (écran anti-bruit – mur ou butte – autre) sont mise en œuvre de façon à assurer un climat sonore extérieur faible (55 dBA et moins). Ces mesures doivent être attestées par une étude d'ingénieur ou d'un professionnel spécialisé en acoustique;
- une étude réalisée par un ingénieur ou un professionnel spécialisé en acoustique démontre que la distance réelle de l'isophone est inférieure à la norme prescrite en raison des caractéristiques du site;
- le débit journalier moyen estival (djme) a diminué par rapport au niveau de 2002 (djme de 6000);
- la vitesse autorisée sur la route visée a été abaissée (moins de 90 km/h).

Pour les autres usages, cette marge est de 8 mètres.

6.2 DISPOSITIONS APPLICABLES À CERTAINS CAS D'EXCEPTION

6.2.1 Dispositions applicables à la marge de recul avant

Les normes suivantes devront être appliquées pour établir la marge de recul avant:

a) Lorsqu'une seule construction peut être implantée sur un seul terrain vacant situé entre 2 constructions existantes, la marge de recul avant minimale doit être la moyenne des marges des constructions existantes adjacentes;

b) Lorsqu'une construction doit être érigée à la suite de la dernière construction existante sur une rue et que celle-ci est située en deçà de la marge prescrite, la marge de recul doit être réajustée à celle exigée par la réglementation de la zone.

Toutefois, la différence de recul entre 2 constructions voisines ne doit pas être de plus de 2 mètres et, si l'on n'a pas atteint la marge de recul obligatoire, le rattrapage devra se faire sur la ou les constructions suivantes. En aucun cas, la marge de recul avant ne peut être inférieure à 2 mètres de la rue.

6.3 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES RÉSIDENTIELLES (Ra) et (Rb) ET AUX ÎLOTS DÉSTRUCTURÉS

[Règ. 447/01-2006, le 13 mai 2008]

TYPE D'USAGE	MARGES DE RECUL MINIMALES			BÂTIMENT PRINCIPAL	
	Avant (2) Voir art. 6.1	Arrière (2)	Latérales (1)	Superficie minimale	Nombre maximum d'étage
Unifamilial isolé	6 m	25% de la profondeur du terrain	2 m de chaque côté	65 m²	2
Unifamilial jumelé	6 m			50 m²	2
Bifamilial (duplex)	6 m			50 m²	2
Unifamilial en rangée	6 m			50 m²	2
Multifamilial	6 m			-	2

(1) Dans le cas d'une habitation unifamiliale jumelée ou en rangée, les marges latérales se calculent à partir des murs situés aux extrémités de la construction. La marge latérale du ou des murs mitoyens est nécessairement « 0 ».

(2) Dans le cas d'un terrain riverain, la marge de recul (10 m ou 15 m) est établie en fonction de la localisation de la façade.

6.3.1 Disposition particulière applicable à un îlot de type 2 (sans morcellement)

[Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]

Dans un îlot déstructuré de type 2, la construction d'une nouvelle résidence est autorisée sur une unité foncière vacante tel que publiée au registre foncier ou au rôle d'évaluation foncière en date du 20 août 2008. En plus des règlements d'urbanisme municipaux applicables, s'ajoute la disposition suivante :

- La superficie maximale utilisée à des fins résidentielles ne doit pas excéder 3 000 m^2 ou 4 000 m^2 en bordure d'un plan d'eau ou dans un corridor riverain. Cependant, advenant le cas où la résidence ne serait pas implantée à proximité d'une voie de circulation et qu'un chemin d'accès devrait être construit pour se rendre à la résidence, ce dernier pourra s'additionner à la superficie de 3 000 m^2 ou 4 000 m^2 et devra être d'un minimum de 5 mètres de largeur. Dans ce cas, la superficie totale d'utilisation à des fins résidentielles ne pourra excéder 5 000 m^2, et ce, incluant le chemin d'accès.

6.3.2 Dispositions applicables à l'aménagement de logements dans les sous-sols
[Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]

L'aménagement de logements au sous-sol d'un bâtiment résidentiel est permis aux conditions suivantes:

a) Les logements doivent être pourvus d'une entrée distincte;

b) La hauteur du plancher fini au plafond fini de toutes les pièces habitables doit être d'au moins 2,4 mètres;

c) Une case de stationnement hors rue doit être prévue pour chaque logement aménagé.

6.4 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MAISONS MOBILES

TYPE D'USAGE	MARGES DE RECUL MINIMALES			BÂTIMENT PRINCIPAL	
	Avant Voir art. 6.1	Arrière	Latérales	Superficie minimale	Nombre maximum d'étage
Maison mobile	6 m	10% de la profondeur du terrain	2 m de chaque côté	52,5 m²	1

Toutes les dispositions de l'article 4.8 s'appliquent.

6.5 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES COMMERCIALES (CA) ET (CB)

TYPE D'USAGE	MARGES DE RECUL MINIMALES			BÂTIMENT PRINCIPAL	
	Avant Voir article 6.1	Arrière	Latérales	Superficie Minimale	Nombre maximum d'étage
Résidentiel	Selon les dispositions de l'article 6.3				
Maison mobile	Selon les dispositions de l'article 6.4				
Commercial (Ca)	6 m	10% de la profondeur du terrain	2 m de chaque coté	40 m²	2
Commercial (Cb)	8 m	15% de la profondeur du terrain		-	3
Station-service	12 m	10% de la profondeur du terrain	8 m de chaque côté	50 m²	1

6.5.1 Dispositions applicables aux stations-service

a) Dans toute la largeur de l'emplacement, le terrain doit être libre de tout obstacle sur une profondeur de 12 mètres à partir de la ligne de rue. Cette prescription exclut les îlots des pompes, la bande gazonnée, les arbres et les poteaux supportant des enseignes ou des lumières pourvu qu'ils ne gênent pas la circulation;

b) La marge de recul avant minimale des pompes est fixée à 6 mètres, calculée à partir de la ligne de terrain;

c) Il ne peut y avoir plus de 2 accès sur chaque limite de l'emplacement donnant sur une rue. La largeur maximale d'un accès est fixée à 8 mètres et la distance entre les 2 accès est de 6 mètres. Dans le cas où l'emplacement est en bordure d'une route entretenue par le ministère des Transports, la largeur minimale est de 11 mètres. Ceux-ci doivent être situés à au moins 12 mètres de l'intersection de deux lignes de rue ou de leur prolongement et à au moins 3 mètres des limites séparatrices avec les emplacements voisins;

d) Le propriétaire doit aménager tous les espaces de stationnement requis pour les véhicules de services, les véhicules des employés et les véhicules en réparation. Toute la superficie carrossable doit être recouverte d'asphalte ou de béton. Les superficies non utilisables doivent être gazonnées ou aménagées adéquatement.

6.5.2 Dispositions applicables à un ou des logements à l'étage dans un bâtiment commercial d'une zone Ca

[Règ. 447/05-2006, le 11 janvier 2011]

Dans un bâtiment commercial d'une zone Ca, à l'exception des stations-service, l'aménagement d'un logement à l'étage est autorisé aux conditions suivantes :

a) Le commerce doit obligatoirement être au rez-de-chaussée, avec façade sur rue;

b) Toute la largeur du rez-de-chaussée doit être occupée à des fins uniquement commerciales;

c) Le logement doit posséder une entrée indépendante du commerce;

d) Les dispositions relatives aux cases de stationnement s'appliquent à l'usage commercial et à l'usage résidentiel. Le nombre de cases requises est cumulatif.

6.6 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES INDUSTRIELLES ET AU PARC INDUSTRIEL

USAGES INDUSTRIELS	MARGES DE RECUL MINIMALES			BÂTIMENT PRINCIPAL	
	Avant Voir art. 6.1	Arrière	Latérales	Superficie minimale	Nombre maximum d'étage
Terrains limitrophes	12 m	12 m	12 m	40 m²	3
Terrains intérieurs	6 m	6 m	6 m	40 m²	3

6.6.1 Normes d'implantation à l'intérieur d'un parc ou d'une zone industrielle

L'implantation d'une industrie ne doit pas se faire à moins de 12 mètres de la limite d'un terrain limitrophe du parc ou de la zone industrielle. Les lignes des terrains délimitant un parc ou une zone industrielle doivent être aménagées selon les normes prévues à l'article 6.6.3. Ces normes s'appliquent également à une zone ou à un parc industriel qui est contigu au territoire d'une municipalité voisine.

6.6.2 Normes d'implantation à l'extérieur d'un parc ou d'une zone industrielle

À l'exception des industries assujetties à l'article 6.1, l'implantation d'une nouvelle industrie ne peut se faire à moins de 6 mètres de la limite du terrain où elle sera construite. Le terrain doit être aménagé selon les normes prévues à l'article 6.6.3.

6.6.3 Normes d'aménagement des terrains industriels

Les lignes latérales et arrière du terrain doivent être munie d'un écran visuel continu, suffisant pour obstruer la vue, que ce soit :

a) Avec une plantation d'arbres d'une hauteur minimale de 2 mètres de même variété (haie) sur toute la longueur à couvrir;

b) Ou avec une clôture opaque de 2 mètres de hauteur minimale et de 3 mètres de hauteur maximale, de même style sur toute la longueur à couvrir. Cette clôture doit être entretenue de telle sorte qu'elle ne soit dépourvue ni complètement ni partiellement de son revêtement et qu'elle demeure d'apparence uniforme.

Ces dispositions s'appliquent aussi aux terrains qui délimitent un parc ou une zone industrielle.

Nonobstant ce qui précède, lorsque ces exigences relatives à l'implantation d'une industrie et à l'aménagement d'un écran visuel continu sont rencontrées par une zone adjacente où les seuls usages autorisés sont un parc ou un espace vert, celles-ci peuvent être levées.

En aucun cas, cet assouplissement ne peut avoir pour effet de diminuer la portée des dispositions applicables quant à la façon de mesurer l'espace laissé libre de toute construction.

6.7 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES PUBLIQUES ET INSTITUTIONNELLES (P)

TYPE D'USAGE	MARGES DE RECUL MINIMALES			BÂTIMENT PRINCIPAL	
	Avant Voir article 6.1	Arrière	Latérales	Superficie minimale	Nombre maximum d'étage
Public et institutionnel	8 m	15% de la profondeur du terrain	2 m de chaque côté	–	3

6.8 DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE DE VILLÉGIATURE (V)

[Modifié le 13 mai 2008, Règlement 447/01-2006]

TYPE D'USAGE	MARGES DE RECUL MINIMALES			BÂTIMENT PRINCIPAL	
	Avant	Arrière	Latérales	Superficie	Nombre maximum d'étages
Résidentiel	6 m si la façade est sur la rue et 10 m ou 15 m si la façade est sur le lac	15% de la profondeur du terrain	2 m de chaque côté	50 m² minimum	2
Véhicule récréatif				Aucun minimum 3,5 m x 9 m Maximum	1

6.9 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES (A) ET AGROFORESTIÈRES (AG)

[Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]

TYPE D'USAGE	MARGES DE RECUL MINIMALES			BÂTIMENT PRINCIPAL	
	Avant Voir article 6.1	Arrière	Latérales(1)	Superficie minimale	Nombre maximum d'étage
Bâtiment résidentiel	8 m	25 % de la profondeur du terrain	2 m de chaque côté	65 m²	2
Bâtiment agricole	15 m	Selon les distances séparatrices établies ou 5 mètres si elles ne s'appliquent pas		-	-

(1) Pour l'implantation d'une résidence unifamiliale sur un terrain d'une superficie de 20 hectares et plus dans une zone agroforestière, les marges latérales applicables sont les suivantes :

- 30 mètres d'une propriété voisine vacante qui n'est pas un champ en culture (ex. boisé, friche, etc.);
- 75 mètres d'un champ en culture situé sur une propriété voisine vacante.

6.9.1 Dispositions particulières applicables pour l'implantation d'une résidence unifamiliale sur une unité foncière vacante de 20 hectares et plus dans une zone agroforestière
[Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]

En plus des dispositions générales du tableau précédent, les normes particulières suivantes s'appliquent pour l'implantation d'une résidence unifamiliale sur un terrain d'une superficie de 20 hectares et plus :

a) Une seule résidence est autorisée par unité foncière;

b) Une seule construction ou usage principal par unité foncière (une résidence ne peut être implantée sur une unité foncière où un bâtiment commercial, industriel, institutionnel ou autre qu'agricole ou forestier est déjà existant);

c) La superficie maximale utilisée à des fins résidentielles ne doit pas excéder 3 000 m^2 ou 4 000 m^2 en bordure d'un plan d'eau ou dans un corridor riverain. Cependant, advenant le cas où la résidence ne serait pas implantée à proximité d'une voie de circulation et qu'un chemin d'accès devrait être construit pour se rendre à la résidence, ce dernier pourra s'additionner à la superficie de 3 000 m^2 ou 4 000 m^2 et devra être d'un minimum de 5 mètres de largeur. Dans ce cas, la superficie totale d'utilisation à des fins résidentielles ne pourra excéder 5000 m^2, et ce, incluant le chemin d'accès.

Lorsqu'une unité foncière admissible se trouve en partie dans une zone agroforestière et dans une zone agricole, c'est la superficie totale de la propriété qui compte pour la superficie minimale requise, mais la résidence doit être implantée à l'intérieur de la zone agroforestière.

6.9.2 Distances séparatrices à respecter pour l'implantation d'une résidence unifamiliale sur une unité foncière vacante de 20 hectares et plus en présence d'un établissement de production animale sur une propriété voisine
[Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]

En date de l'émission d'un permis de construction, l'implantation d'une résidence unifamiliale doit respecter une distance séparatrice selon le tableau suivant :

Type de production	**Unités animales**	**Distance minimale requise (m)**
Bovins de boucherie avec CA	225	150
Bovins laitiers avec CA	225	132
Porcine (maternité)	225	236
Porcine (engraissement)	599	322
Porcine (maternité et engraissement)	330	267
Poulet avec CA	225	236
Chevaux (moins de 20)	-	50

Type de production	Unités animales	Distance minimale requise (m)
Autres productions et sans CA	75	70 calculée comme pour un nouvel établissement

Advenant le cas où la résidence que l'on souhaite implanter se trouve à proximité d'un établissement de production animale dont le certificat d'autorisation prévoit une distance plus grande à respecter que celle est prévu au tableau précédent, c'est la distance qu'aurait à respecter l'établissement de production animale dans le cas d'une nouvelle implantation qui s'applique.

6.9.3 Disposition particulière applicable à la hauteur des constructions et ouvrages dans les zones A-23 et Ag-8

[Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]

Dans les zones A-23 et Ag-8, la hauteur maximale des constructions et des ouvrages est de 316 mètres, dans le rayon de 4 000 mètres identifié sur la carte « plan de zonage – secteur rural » en annexe. Cette hauteur maximale est calculée à partir du niveau de la mer.

CHAPITRE 7 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MILIEUX NATURELS

7.1 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX RIVES ET AU LITTORAL

Toutes les constructions, tous les ouvrages et tous les travaux qui sont susceptibles de détruire ou de modifier la couverture végétale des rives, ou de porter le sol à nu, ou d'en affecter la stabilité, ou qui empiètent sur le littoral doivent, au préalable, obtenir un permis de construction ou un certificat d'autorisation de la municipalité.

Tous les lacs et tous les cours d'eau à débit régulier ou intermittent sont visés par les présentes normes; seuls en sont exclus, les fossés tels que définis à l'article 2.7 du présent règlement.

7.1.1 Dispositions applicables aux rives

[Modifié le 12 août 2008, Règlement 447/02-2006, le 9 septembre 2013, Règlement 508-2013]

Dans la rive, seuls sont autorisés les constructions, les ouvrages et les travaux suivants si leur réalisation n'est pas incompatible avec les mesures de protection recommandées pour les plaines inondables:

a) La construction ou l'agrandissement d'un bâtiment principal à des fins autres que municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour des fins d'accès public répondant à toutes les conditions suivantes :

- les dimensions du terrain ne permettent plus la construction ou l'agrandissement de ce bâtiment principal suite à la création de la bande de protection riveraine et il ne peut raisonnablement être réalisé ailleurs sur le terrain;
- le lotissement a été réalisé avant l'entrée en vigueur du premier règlement municipal applicable interdisant les constructions dans la rive;
- le terrain n'est pas situé dans une zone à forts risques d'érosion ou de glissements de terrain identifiée au schéma d'aménagement et de développement révisé;
- une bande minimale de protection de 5 mètres devra obligatoirement être conservée dans son état naturel ou être renaturalisée (végétaux, arbres, arbustes, etc.).

b) La construction ou l'érection d'un bâtiment complémentaire ou accessoire de type remise ou cabanon est possible seulement sur la partie d'une rive qui n'est pas à l'état naturel et aux conditions suivantes:

- les dimensions du terrain ne permettent plus la construction ou l'érection de ce bâtiment complémentaire ou accessoire, suite à la création de la bande riveraine;
- le lotissement a été réalisé avant l'entrée en vigueur du premier règlement municipal applicable interdisant les constructions dans la rive;
- une bande minimale de protection de 5 mètres devra obligatoirement être conservée dans son état naturel ou être renaturalisée (végétaux, arbres, arbustes, etc.);
- le bâtiment complémentaire ou accessoire devra reposer sur le terrain sans excavation ni remblayage.

c) Les ouvrages et travaux suivants relatifs à la végétation:

- la coupe d'assainissement;
- la récolte d'arbres de 50% des tiges de 10 centimètres et plus de diamètre, à la condition de préserver un couvert forestier d'au moins 50% dans les boisés privés utilisés à des fins d'exploitation forestière ou agricole;
- la coupe nécessaire à l'implantation d'une construction ou d'un ouvrage autorisé;
- la coupe nécessaire à l'aménagement d'une ouverture de 5 mètres de largeur donnant accès au plan d'eau, lorsque la pente de la rive est inférieure à 30%;
- l'élagage et l'émondage nécessaires à l'aménagement d'une fenêtre de 5 mètres de largeur, lorsque la pente de la rive est supérieure à 30%, ainsi qu'un sentier ou un escalier qui donne accès au plan d'eau;
- les semis et la plantation d'espèces végétales, d'arbres ou d'arbustes et les travaux visant à rétablir un couvert végétal permanent et durable;
- les divers modes de récolte de la végétation herbacée lorsque la pente de la rive est inférieure à 30% et uniquement sur le haut du talus lorsque la pente est supérieure à 30%.

d) La culture du sol à des fins d'exploitation agricole à la condition de conserver une bande minimale de végétation de 3 mètres de largeur mesurée à partir de la ligne des hautes eaux. De plus, s'il y a un talus et que le haut de celui-ci se situe à une distance inférieure à 3 mètres à partir de la ligne des hautes eaux, la largeur de la bande de végétation à conserver doit inclure un minimum de 1 mètre sur le haut du talus.

e) Les ouvrages et travaux suivants :

- les constructions, les ouvrages et les travaux à des fins municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour des fins d'accès public, y compris leur entretien, leur réparation et leur démolition, s'ils sont assujettis à l'obtention d'une autorisation en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement*;
- l'installation de clôtures;
- l'implantation ou la réalisation d'exutoires de réseaux de drainage souterrain ou de surface et les stations de pompage;
- l'aménagement de traverses de cours d'eau relatif aux passages à gué, aux ponceaux et ponts ainsi que les chemins y donnant accès;
- les équipements nécessaires à l'aquaculture;
- toute installation septique conforme au Règlement provincial sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées et ses amendements subséquents;
- lorsque la pente, la nature du sol et les conditions de terrain ne permettent pas de rétablir la couverture végétale et le caractère naturel de la rive, les ouvrages et les travaux de stabilisation à l'aide d'un perré, de gabions ou finalement à l'aide d'un mur de soutènement, en accordant la priorité à la technique la plus susceptible de faciliter l'implantation éventuelle de végétation naturelle;
- les puits individuels;
- la reconstruction ou l'élargissement d'une route existante incluant les chemins de ferme et les chemins forestiers;

- les ouvrages et travaux nécessaires à la réalisation des constructions, ouvrages et travaux autorisés sur le littoral conformément à l'article 7.1.2
- l'entretien, la réparation et la démolition des constructions et ouvrages existants, utilisés à des fins autres que municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour des fins d'accès public.

7.1.2 Dispositions applicables au littoral
[Règ. 447/01-2006, le 13 mai 2008]

Sur le littoral, seuls sont autorisés les constructions, les ouvrages et les travaux suivants si leur réalisation n'est pas incompatible avec les mesures de protection recommandées pour les plaines inondables:

a) Les constructions, les ouvrages et les travaux à des fins municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour fins d'accès public, y compris leur entretien, leur réparation et leur démolition, assujettis à l'obtention d'une autorisation en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, de la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune* (L.R.Q., c. C-61.1), de la *Loi sur le régime des eaux* (L.R.Q., c. R-13) et de toute autre loi;

b) Les travaux de nettoyage et d'entretien, sans déblaiement, à réaliser par la municipalité et la MRC dans les cours d'eau selon les pouvoirs et devoirs qui leur sont conférés par la loi;

c) Les quais et abris à bateau

Les quais aux conditions suivantes:

- sur pilotis ou sur pieux;
- fabriqués de plates-formes flottantes.

Les abris à bateau aux conditions suivantes:

- construits sur pieux ou pilotis de type ouvert;
- sans subdivision de quelque nature que ce soit (plancher, aire de rangement, etc.);
- utilisés à aucune autre fin principale, complémentaire ou accessoire (entreposage, terrasse, etc.);
- espace ouvert d'un minimum de 20 cm entre la surface de l'eau et les murs.

Les quais ou abris à bateau doivent avoir une superficie maximale de 15m^2 par propriété et ne pas excéder 8 mètres de longueur, ne pas nuire à la libre circulation des eaux et être installés face à l'ouverture de 5 mètres autorisée dans la bande de protection riveraine permettant l'accès au plan d'eau;

d) L'aménagement de traverses de cours d'eau relatif aux passages à gué, aux ponceaux et ponts;

e) Les équipements nécessaires à l'aquaculture;

f) Les prises d'eau;

g) L'empiétement sur le littoral nécessaire à la réalisation des travaux autorisés dans la rive;

h) L'aménagement à des fins agricoles, de canaux d'amenée ou de dérivation pour les prélèvements d'eau dans les cas où l'aménagement de ces canaux est assujetti à l'obtention d'une autorisation en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement;

i) L'entretien, la réparation et la démolition de constructions et des ouvrages existants, qui ne sont pas utilisés à des fins municipales, industrielles, commerciales publiques ou d'accès public.

7.2 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MILIEUX HUMIDES (MARAIS ET MARÉCAGES) ET AUX TOURBIÈRES

[Règ.447/04-2006, le 19-05-2009]

Dans les milieux humides et les tourbières identifiés sur la carte en annexe du présent règlement, les normes suivantes s'appliquent:

a) Aucun ouvrage, construction, travaux de remblai ou de déblai, d'irrigation ou de drainage, d'excavation ou de déboisement n'est permis; seule l'interprétation de la nature y est autorisée;

b) Une bande de protection de 25 mètres autour des marécages, marais et tourbières devra être conservée dans laquelle le prélèvement d'au plus 30% des tiges de bois commercial, par période de 10 ans, est autorisé.

La présente disposition ne s'applique pas aux milieux humides se trouvant dans le périmètre urbain.

7.3 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TRAVAUX D'ABATTAGE D'ARBRES

[Règ. 512-2013, le 14-01-2014]

7.3.1 Territoire visé

Les présentes dispositions s'appliquent à l'ensemble de la municipalité, à l'intérieur des zones agricoles, agroforestières et forestières identifiées sur la carte « Plan de zonage, secteur rural » en annexe au règlement de zonage 447-2006.

7.3.2 Travaux sylvicoles autorisés sans certificat d'autorisation

Les travaux suivants ne nécessitent pas de certificat d'autorisation :

a) L'abattage de moins de 40 % des tiges marchandes uniformément réparties par période de 10 ans;

b) Le déboisement d'au plus 4 hectares d'un seul tenant par période de 10 ans;

À l'intérieur des espaces séparant des aires de coupe, l'abattage d'au plus 40 % des tiges marchandes uniformément réparties, incluant le déboisement requis pour la construction de chemins forestiers, est permis par période de 10 ans;

c) Le déboisement requis pour l'aménagement d'un fossé de drainage ou de ligne et d'un chemin d'accès. La largeur respective de chacun de ces aménagements ne doit pas excéder 6 mètres;

d) Le déboisement visant à dégager l'emprise requise pour la mise en forme d'un chemin forestier, laquelle emprise ne doit pas excéder une largeur de 20 mètres (incluant les fossés et les accotements) et doit être à l'extérieur de la bande boisée à conserver en bordure d'un boisé voisin;

e) Le déboisement requis pour implanter une construction (principale ou complémentaire) ou un ouvrage (ex. : installation septique);

f) Le déboisement requis pour la construction ou l'élargissement de rues privées ou publiques et pour l'implantation et l'entretien d'infrastructures d'utilité publique (à l'exception des éoliennes commerciales);

g) L'abattage d'arbres pouvant causer des nuisances ou des dommages à la propriété publique ou privée;

h) L'abattage d'arbres de plantations normalement cultivés à courte révolution pour la production d'arbres ornementaux, d'arbres de Noël et de biomasse énergétique;

i) Le déboisement requis pour l'exploitation d'une sablière ou d'une carrière. Le déboisement doit se faire graduellement, au fur et à mesure de l'exploitation de la sablière ou de la carrière. Cependant, une bande boisée de 10 mètres doit être conservée en bordure des lignes latérales et arrière d'une propriété foncière voisine.

7.3.3 Travaux sylvicoles nécessitant un certificat d'autorisation (accompagné d'une prescription sylvicole de moins de 2 ans)

a) Le déboisement de plus de 4 hectares d'un seul tenant par propriété foncière;

b) Le déboisement sur plus de 30 % de la superficie d'une propriété foncière par période de 10 ans;

c) Le déboisement pour la mise en culture des sols, uniquement dans le cas du déplacement d'une parcelle en culture ayant fait l'objet d'une autorisation du MDDEFP;

d) Le déboisement nécessaire à l'implantation d'éoliennes commerciales (site d'implantation, voie d'accès, poste de raccordement, etc.) et aux infrastructures de transport de l'énergie électrique produite par le parc éolien (réseau collecteur). Dans ce cas précis, la demande de certificat d'abattage des arbres ne requiert pas le dépôt d'une prescription sylvicole. Toutefois, le promoteur responsable de l'implantation des éoliennes doit obtenir un certificat d'autorisation relatif au déboisement prévu au présent règlement pour chaque

propriété foncière sur laquelle une ou plusieurs éoliennes seront implantées. La demande doit être accompagnée des renseignements suivants :

1. Identification du propriétaire concerné et une preuve écrite de l'entente entre le promoteur et le propriétaire;

2. Identification de chacun des lots ou parties de lots concernés;

3. Identification des parcelles et des superficies faisant l'objet du déboisement nécessaire à l'implantation des éoliennes (incluant le site d'implantation, les chemins d'accès, le relevé de tout cours d'eau et la présence de pente de 30 % et plus). La représentation des parcelles à déboiser doit être fournie sur un support numérique compatible avec un système d'information géographique;

4. Le volume de bois récolté et le mode de déboisement (en référence au mode de déboisement tel qu'identifié à l'article 3.4.2 du Cadre de référence relatif à l'aménagement de parcs éoliens en milieux agricoles et forestiers, produit par Hydro-Québec).

Les superficies déboisées pour l'implantation d'éoliennes commerciales ne peuvent être comptabilisées dans le calcul des superficies du propriétaire foncier concerné dans l'application des autres dispositions du présent règlement.

7.3.4 Dispositions particulières à certaines zones boisées à conserver

a) Propriétés foncières boisées voisines

Une bande boisée d'une largeur minimale de 10 mètres doit être conservée en bordure du boisé voisin lorsque la propriété foncière du demandeur a une largeur de plus de 60 mètres au niveau de l'intervention sylvicole. Si un chemin d'accès et/ou un fossé sont présents ou planifiés en bordure du boisé voisin, la bande boisée de 10 mètres doit être maintenue en bordure de ces ouvrages.

À l'intérieur de cette bande, seul l'abattage d'arbres visant à prélever uniformément au plus 40 % des tiges marchandes, incluant les sentiers de débardage, est autorisé par période de 10 ans.

L'interdiction ci-dessus ne s'applique pas si un certificat d'autorisation est émis, accompagné d'une prescription sylvicole qui justifie la coupe dans la bande.

b) Réseau routier

Une bande boisée d'une largeur minimale de 20 mètres doit être conservée en bordure des voies de circulation suivantes :

- la Route 271;
- le 6e Rang;
- le Chemin du Lac Poulin et la route Laflamme.

À l'intérieur de cette bande boisée, seul l'abattage visant à prélever uniformément au plus 40 % des tiges marchandes, incluant les sentiers de débardage, est autorisé par période de 10 ans.

Cependant, le déboisement dans la bande boisée est autorisé si la densité de la régénération ou celle du terrain adjacent à cette bande est adéquate et uniformément répartie. Une intervention dans la bande doit faire l'objet d'un certificat d'autorisation, accompagné d'une prescription sylvicole qui justifie la coupe dans la bande.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux travaux de déboisement suivants :

1. Les travaux effectués sur une exploitation agricole et visant à permettre l'utilisation des sols à des fins de production agricole (conformément à l'article 7.3.3, paragraphe c, précédent). Cependant une demande de certificat d'autorisation devra être déposée, accompagnée d'un projet d'aménagement d'une haie brise-vent préparé par un ingénieur forestier ou un agronome et d'un engagement du demandeur à réaliser cette dernière dans les 12 mois suivants la fin des travaux de déboisement;

2. Les travaux de déboisement effectués pour l'entretien et la mise en place une infrastructure d'utilité publique;

3. L'abattage d'arbres pouvant causer ou susceptibles de causer des nuisances ou dommages à la propriété publique ou privée;

4. Les travaux de déboisement, d'une largeur maximale de 30 mètres, pour procéder à l'ouverture et à l'entretien d'un d'accès à un chemin forestier;

5. Les travaux de déboisement d'une partie de la bande boisée pour y implanter une construction (principale ou complémentaire) ou un ouvrage (ex. : installation septique).

c) Érablières

Dans une érablière, seul l'abattage d'arbres visant à prélever au plus 30 % des tiges marchandes uniformément réparties, incluant les sentiers de débardage, est autorisé par période de 10 ans.

Cependant, cette restriction est levée lorsqu'une prescription sylvicole certifie qu'au moins 40% des tiges marchandes doivent faire l'objet d'une coupe de récupération.

Le déboisement ou l'abattage d'arbres dans une érablière située dans la zone agricole permanente est assujetti aux normes de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles.

d) Zones de fortes pentes

1. Pentes de 30 % à 49 % :

   Seul l'abattage d'arbres visant à prélever uniformément au plus 40 % des arbres, incluant les sentiers de débardage, est autorisé par période de 10 ans;

2. Pente de 50 % et plus

   Seul l'abattage d'arbres visant à prélever uniformément au plus 10 % des arbres, incluant les sentiers de débardage, est autorisé par période de 10 ans.

   Dans ces deux cas, la mise en place et l'entretien d'infrastructures d'utilité publique sont autorisés.

7.4 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX AIRES DE PENTE DE 30% ET PLUS

[Règlement 447/05-2006, le 11 janvier 2011]

Dans le cas d'une pente de 30% et plus, est interdit dans le talus et dans une bande équivalente à deux fois sa hauteur, à son sommet et à sa base, (à moins qu'un avis géotechnique ne démontre l'absence de danger ou qu'une étude géotechnique ne prescrive les travaux qui permettront d'éliminer le danger que ces travaux peuvent représenter. Sont exemptés de cette obligation, les constructions et bâtiments complémentaires suivants : les remises et cabanons d'une superficie maximale de 14 m^2, les galeries, perrons, porches, patio, pergolas, kiosques, tonnelles et gloriettes) :

a) Toute construction, infrastructure, installation septique, etc.;

b) Tout remblai et toute surcharge dans le talus et à son sommet;

c) Toute excavation dans le talus et à sa base;

d) Tout drainage en direction du talus;

e) Tout déboisement sauf les travaux autorisés à l'article 7.3 du présent règlement.

L'avis et l'étude doivent être réalisés par un ingénieur en géotechnique, soit un ingénieur civil ou géologue travaillant pour une firme ou un organisme dont le mandat principal est réputé être la géotechnique.

CHAPITRE 8 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX DISTANCES SÉPARATRICES DANS LES PRATIQUES AGRICOLES

8.1 DISTANCES SÉPARATRICES APPLICABLES AUX ÉTABLISSEMENTS DE PRODUCTION ANIMALE

8.1.1 Constructions et équipements protégés

[Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]

Les distances séparatrices sont applicables pour toute unité d'élevage, sous réserve du droit au développement consenti à certaines exploitations agricoles (article 8.3 du présent chapitre).

Elles doivent être calculées en présence d'une maison d'habitation (à l'exception des résidences construites sur des superficies de 20 hectares et plus dans une zone agroforestière), d'un périmètre d'urbanisation et d'un des immeubles protégés suivants :

a) Les limites d'un terrain d'un centre récréatif de loisir, de sport ou de culture;

b) Les limites d'un parc ou d'un espace vert municipal ou régional, à l'exception d'un espace vert linéaire où est implantée une piste récréative telle une piste cyclable;

c) Les limites d'une plage publique;

d) Les limites du terrain d'un établissement d'enseignement ou d'un établissement au sens de la *Loi sur la santé et les services sociaux* (L.R.Q., c.S-4.2);

e) Les limites d'un terrain de camping;

f) Les bâtiments sur une base de plein air ou d'un centre d'interprétation de la nature;

g) Le chalet d'un centre de ski ou d'un club de golf;

h) Un temple religieux;

i) Un théâtre d'été;

j) Un établissement d'hébergement au sens du Règlement sur les établissements touristiques à l'exception d'un gîte touristique, d'une résidence de tourisme ou d'un meublé rudimentaire;

k) Un bâtiment servant à des fins de dégustation de vins dans un vignoble ou un établissement de restauration de 20 sièges et plus détenteur d'un permis d'exploitation à l'année, ainsi qu'une table champêtre ou toute autre formule similaire lorsqu'elle n'appartient pas au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause.

8.1.2 Les distances séparatrices

Les distances séparatrices sont obtenues par des formules qui conjuguent 7 paramètres en regard de la catégorie d'unité de voisinage considérée.

Ces paramètres sont les suivants :

Le paramètre «A» est le nombre d'unités animales gardées au cours d'un cycle annuel de production. On l'établit à l'aide du tableau de l'annexe A qui permet son calcul.

Le paramètre «B» est celui des distances de base. Ce tableau est à l'annexe B. Selon la valeur calculée pour le paramètre A, on y choisit la distance de base correspondante.

Le paramètre «C» est celui du coefficient d'odeur. Le tableau de l'annexe C présente ce potentiel d'odeur selon le groupe ou la catégorie d'animaux concernés.

Le paramètre «D» correspond au type de fumier. Ce tableau de l'annexe D nous fournit la valeur de ce paramètre selon le mode de gestion des engrais de ferme.

Le paramètre «E» est celui du type de projet. Selon qu'il s'agit d'établir un nouvel établissement de production animale ou d'agrandir une entreprise déjà existante, le tableau de l'annexe E présente les valeurs à utiliser.

Le paramètre «F» est le facteur d'atténuation. Ce paramètre tient compte de l'effet atténuant de la technologie utilisée. L'annexe F indique quelques valeurs.

Le paramètre «G» est le facteur d'usage. Il est fonction du type de voisinage considéré. L'annexe «G » précise la valeur de ce facteur.

Le paramètre «H» est celui qui tient compte des vents dominants d'été. Ces distances sont à l'annexe H.

Pour établir la distance séparatrice, on multiplie entre eux les paramètres B, C, D, E, F et G.

8.2 RECONSTRUCTION À LA SUITE D'UN SINISTRE D'UN BÂTIMENT D'ÉLEVAGE DÉROGATOIRE PROTÉGÉ PAR DES DROITS ACQUIS

Dans l'éventualité où un bâtiment d'élevage dérogatoire protégé par des droits acquis serait détruit ou aurait perdu plus de 50% de sa valeur, suite à un incendie ou par quelque autre cause indépendante de la volonté du propriétaire, la reconstruction est autorisée à condition de maintenir le même nombre d'unité animal et le même type de gestion des effluents d'élevage. L'implantation du bâtiment doit être la même qu'avant le sinistre et la reconstruction est réalisée à l'intérieur d'une période de 12 mois de la date du sinistre.

Par ailleurs, si l'implantation du nouveau bâtiment change, la reconstruction devra être réalisée en conformité avec les règlements en vigueur ou de manière à améliorer la situation antérieure. Les marges latérales et avant prévues à la réglementation municipale devront être respectées. S'il

y a impossibilité de respecter ces normes, une dérogation mineure au règlement de zonage pourra être accordée. Cependant, une telle dérogation ne peut être accordée si elle porte atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété.

De plus, toute demande de permis relative au remplacement d'un établissement d'élevage porcin détruit en totalité ou en partie à la suite d'un sinistre survenu après le 7 juin 2005 est assujettie aux dispositions de la consultation publique si la production annuelle d'anhydride phosphorique du projet est augmentée de plus de 3 200 kilogrammes par rapport à la production annuelle de l'élevage existant avant le sinistre.

8.3 DROIT AU DÉVELOPPEMENT À CERTAINES EXPLOITATIONS AGRICOLES EXISTANTES

L'accroissement de certaines exploitations agricoles existantes ne respectant pas les distances séparatrices est autorisé aux conditions suivantes :

a) L'exploitation agricole est dénoncée conformément à l'article 79.2.6 de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*;

b) Un point du périmètre de toute installation d'élevage, et le cas échéant, de tout ouvrage d'entreposage des déjections animales nécessaires à l'accroissement est à moins de 150 mètres de la prochaine installation d'élevage ou du prochain ouvrage d'entreposage des déjections animales de l'exploitation agricole;

c) Le nombre d'unités animales, tel que déclaré pour cet exploitation agricole au paragraphe a) est augmenté d'au plus 75 sans excéder 225;

d) Le coefficient d'odeur des catégories ou groupes des nouveaux animaux n'est pas supérieur à celui de la catégorie ou du groupe qui compte le plus d'unité d'élevage.

8.4 DISTANCES SÉPARATRICES APPLICABLES AUX LIEUX D'ENTREPOSAGE DES ENGRAIS DE FERME(1) SITUÉS À PLUS DE 150 MÈTRES D'UN ÉTABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE

Dans les situations où des engrais de ferme sont entreposés à l'extérieur de l'établissement de production animale, des distances séparatrices doivent être respectées. Elles sont établies en considérant qu'une unité animale nécessite une capacité d'entreposage de 20 mètres cubes. Par exemple, la valeur du paramètre A, dans le cas d'un réservoir d'une capacité de 1 000 mètres cubes correspond à 50 unités animales. L'équivalence faite, on peut trouver la valeur de B correspondante puis la formule BxCxDxExFxG s'applique.

Le tableau suivant illustre des cas où C, D, E et F valent 1, seul le paramètre G variant selon l'unité de voisinage dont il s'agit.

CAPACITÉ(2) D'ENTREPOSAGE – m^3	DISTANCES SÉPARATRICES (mètres)			
	Maison d'habitation	Immeuble protégé	Périmètre d'urbanisation	Chemin Public
1 000	148	295	443	30
2 000	184	367	550	37
3 000	208	416	624	42
4 000	228	456	684	46
5 000	245	489	734	49
6 000	259	517	776	52
7 000	272	543	815	54
8 000	283	566	849	57
9 000	294	588	882	59
10 000	304	607	911	61

(1) Pour les fumiers, multiplier les distances ci-dessus par 0.8
(2) Pour d'autres capacités d'entreposage, faire les calculs nécessaires en utilisant une règle de proportionnalité ou les données du paramètre.

8.5 DISTANCES SÉPARATRICES APPLICABLES À L'ÉPANDAGE DES ENGRAIS DE FERME

Concernant l'épandage des engrais de ferme, les distances séparatrices suivantes s'appliquent :

			DISTANCE REQUISE D'UNE MAISON D'HABITATION, D'UN PÉRIMÈTRE D'URBANISATION OU D'UN IMMEUBLE PROTÉGÉ (mètres)	
TYPE	MODE D'ÉPANDAGE		15 juin au 15 août	Autres temps
LISIER	Aéroaspersion	Citerne lisier laissé en surface plus de 24 hres	75	25
		Citerne lisier incorporé en moins de 24 hres	25	X
	Aspersion	Par rampe	25	X
		Par pendillard	X	X
	Incorporation simultanée		X	X
FUMIER	Frais, laissé en surface plus de 24 hres		75	X
	Frais, incorporé en moins de 24 hres		X	X
	Compost désodorisé		X	X

X= Épandage permis jusqu'aux limites du champ

Le tableau ci-dessus ne s'applique pas dans le cas de périmètres d'urbanisation non construits. Dans ce cas, l'épandage est permis jusqu'à la limite du champ.

8.6 DISTANCES SÉPARATRICES APPLICABLES EN PRÉSENCE DE VENTS DOMINANTS D'ÉTÉ

Dans le cas d'une nouvelle installation d'élevage, d'un nouvel ensemble d'installations d'élevages, d'un accroissement de cheptel ou d'un remplacement du type d'élevage pour un élevage de suidés (engraissement et maternité), de gallinacés, d'anatidés ou de dindes, les distances séparatrices à appliquer par rapport à une maison d'habitation, à un immeuble protégé ou à un périmètre d'urbanisation exposés aux vents dominants d'été sont celles prévues à l'annexe H.

La direction des vents dominants d'été pour la municipalité de Saint-Benoît-Labre est de l'Ouest et celle-ci est identifiée sur la carte de zonage faisant partie intégrante du présent règlement (Source: MENV, direction du suivi de l'état de l'environnement, Avril 2002).

8.7 DISTANCES SÉPARATRICES EN PRÉSENCE D'UNE RÉSIDENCE UNIFAMILIALE IMPLANTÉE SUR UN TERRAIN DE 20 HECTARES ET PLUS DANS UNE ZONE AGROFORESTIÈRE

[Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]

Suite à l'implantation d'une résidence sur une superficie de 20 hectares et plus dans une zone agroforestière, un établissement d'élevage existant pourra être agrandi, de même que le nombre d'unités animales pourra être augmenté, sans contrainte additionnelle. La nouvelle résidence devient donc « transparente » pour les établissements de production existants.

8.8 DISTANCES SÉPARATRICES EN PRÉSENCE D'UN ÎLOT DÉSTRUCTURÉ

[Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]

Un îlot déstructuré n'ajoute pas de nouvelles contraintes pour la pratique de l'agriculture sur les lots avoisinants par rapport à une résidence existante et située à l'intérieur de l'îlot.

Ces îlots ne peuvent avoir un statut d'immeuble protégé.

À la suite de l'implantation d'une nouvelle résidence, une installation d'élevage existante pourra être agrandie, de même que le nombre d'unités d'élevage augmenté, sans contrainte additionnelle pour l'installation d'élevage. Pour l'application des distances séparatrices relatives aux bâtiments de production animale, ces nouvelles résidences sont considérées comme « transparente », c'est-à-dire qu'aucun des paramètres de distance séparatrice ne leur sont applicables.

ANNEXE A
NOMBRE D'UNITÉS ANIMALES (PARAMÈTRE A)

1. Aux fins de la détermination du paramètre A sont équivalents à une unité animale les animaux figurant dans le tableau ci-après en fonction du nombre prévu.

2. Pour toute autre espèce animale, un animal d'un poids égal ou supérieur à 500 kg ou un groupe d'animaux dont le poids total est de 500 kg équivaut à une unité animale.

3. Lorsqu'un poids est indiqué dans la présente annexe, il s'agit du poids de l'animal prévu à la fin de la période d'élevage.

GROUPE OU CATÉGORIE D'ANIMAUX	NOMBRES D'ANIMAUX ÉQUIVALENTS À UNE UNITÉ ANIMALE
Vache, taureau, cheval	1
Veaux d'un poids de 225 à 500 kilogrammes chacun	2
Veaux d'un poids inférieur à 225 kilogrammes chacun	5
Porcs d'élevage d'un poids de 20 à 100 kilogramme chacun	5
Truies et porcelets non sevrés dans l'année	4
Porcelets d'un poids inférieur à 20 kilogrammes chacun	25
Poules ou coqs	125
Poulets à griller	250
Poulettes en croissance	250
Cailles	1 500
Faisans	300
Dindes à griller d'un poids de 13 kilogrammes chacune	50
Dindes à griller d'un poids de 8,5 à 10 kilogrammes chacune	75
Dindes à griller d'un poids de 5 à 5,5 kilogrammes chacune	100
Visons femelles excluant les mâles et les petits	100
Renards femelles excluant les mâles et les petits	40
Moutons et agneaux de l'année	4
Chèvres et chevreaux de l'année	6
Lapins femelles excluant les mâles et les petits	40

ANNEXE B DISTANCES DE BASE (PARAMÈTRE B)

Source: Adapté de l'Association des ingénieurs allemands VDI 3471

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
1	86	**51**	297	**101**	368	**151**	417	**201**	456	**251**	489	**301**	518	**351**	544	**401**	567	**451**	588
2	107	**52**	299	**102**	369	**152**	418	**202**	457	**252**	490	**302**	518	**352**	544	**402**	567	**452**	588
3	122	**53**	300	**103**	370	**153**	419	**203**	458	**253**	490	**303**	519	**353**	544	**403**	568	**453**	589
4	133	**54**	302	**104**	371	**154**	420	**204**	458	**254**	491	**304**	520	**354**	545	**404**	568	**454**	589
5	143	**55**	304	**105**	372	**155**	421	**205**	459	**255**	492	**305**	520	**355**	545	**405**	568	**455**	590
6	152	**56**	306	**106**	373	**156**	421	**206**	460	**256**	492	**306**	521	**356**	546	**406**	569	**456**	590
7	159	**57**	307	**107**	374	**157**	422	**207**	461	**257**	493	**307**	521	**357**	546	**407**	569	**457**	590
8	166	**58**	309	**108**	375	**158**	423	**208**	461	**258**	493	**308**	522	**358**	547	**408**	570	**458**	591
9	172	**59**	311	**109**	377	**159**	424	**209**	462	**259**	494	**309**	522	**359**	547	**409**	570	**459**	591
10	178	**60**	312	**110**	378	**160**	425	**210**	463	**260**	495	**310**	523	**360**	548	**410**	571	**460**	592
11	183	**61**	314	**111**	379	**161**	426	**211**	463	**261**	495	**311**	523	**361**	548	**411**	571	**461**	592
12	188	**62**	315	**112**	380	**162**	426	**212**	464	**262**	496	**312**	524	**362**	549	**412**	572	**462**	592
13	193	**63**	317	**113**	381	**163**	427	**213**	465	**263**	496	**313**	524	**363**	549	**413**	572	**463**	593
14	198	**64**	319	**114**	382	**164**	428	**214**	465	**264**	497	**314**	525	**364**	550	**414**	572	**464**	593
15	202	**65**	320	**115**	383	**165**	429	**215**	466	**265**	498	**315**	525	**365**	550	**415**	573	**465**	594
16	206	**66**	322	**116**	384	**166**	430	**216**	467	**266**	498	**316**	526	**366**	551	**416**	573	**466**	594
17	210	**67**	323	**117**	385	**167**	431	**217**	467	**267**	499	**317**	526	**367**	551	**417**	574	**467**	594
18	214	**68**	325	**118**	386	**168**	431	**218**	468	**268**	499	**318**	527	**368**	552	**418**	574	**468**	595
19	218	**69**	326	**119**	387	**169**	432	**219**	469	**269**	500	**319**	527	**369**	552	**419**	575	**469**	595
20	221	**70**	328	**120**	388	**170**	433	**220**	469	**270**	501	**320**	528	**370**	553	**420**	575	**470**	596
21	225	**71**	329	**121**	389	**171**	434	**221**	470	**271**	501	**321**	528	**371**	553	**421**	575	**471**	596
22	228	**72**	331	**122**	390	**172**	435	**222**	471	**272**	502	**322**	529	**372**	554	**422**	576	**472**	596
23	231	**73**	332	**123**	391	**173**	435	**223**	471	**273**	502	**323**	530	**373**	554	**423**	576	**473**	597
24	234	**74**	333	**124**	392	**174**	436	**224**	472	**274**	503	**324**	530	**374**	554	**424**	577	**474**	597
25	237	**75**	335	**125**	393	**175**	437	**225**	473	**275**	503	**325**	531	**375**	555	**425**	577	**475**	598
26	240	**76**	336	**126**	394	**176**	438	**226**	473	**276**	504	**326**	531	**376**	555	**426**	578	**476**	598
27	243	**77**	338	**127**	395	**177**	438	**227**	474	**277**	505	**327**	532	**377**	556	**427**	578	**477**	598
28	246	**78**	339	**128**	396	**178**	439	**228**	475	**278**	505	**328**	532	**378**	556	**428**	578	**478**	599
29	249	**79**	340	**129**	397	**179**	440	**229**	475	**279**	506	**329**	533	**379**	557	**429**	579	**479**	599
30	251	**80**	342	**130**	398	**180**	441	**230**	476	**280**	506	**330**	533	**380**	557	**430**	579	**480**	600
31	254	**81**	343	**131**	399	**181**	442	**231**	477	**281**	507	**331**	534	**381**	558	**431**	580	**481**	600
32	256	**82**	344	**132**	400	**182**	442	**232**	477	**282**	507	**332**	534	**382**	558	**432**	580	**482**	600
33	259	**83**	346	**133**	401	**183**	443	**233**	478	**283**	508	**333**	535	**383**	559	**433**	581	**483**	601
34	261	**84**	347	**134**	402	**184**	444	**234**	479	**284**	509	**334**	535	**384**	559	**434**	581	**484**	601
35	264	**85**	348	**135**	403	**185**	445	**235**	479	**285**	509	**335**	536	**385**	560	**435**	581	**485**	602
36	266	**86**	350	**136**	404	**186**	445	**236**	480	**286**	510	**336**	536	**386**	560	**436**	582	**486**	602
37	268	**87**	351	**137**	405	**187**	446	**237**	481	**287**	510	**337**	537	**387**	560	**437**	582	**487**	602
38	271	**88**	352	**138**	406	**188**	447	**238**	481	**288**	511	**338**	537	**388**	561	**438**	583	**488**	603
39	273	**89**	353	**139**	406	**189**	448	**239**	482	**289**	511	**339**	538	**389**	561	**439**	583	**489**	603
40	275	**90**	355	**140**	407	**190**	448	**240**	482	**290**	512	**340**	538	**390**	562	**440**	583	**490**	604
41	277	**91**	356	**141**	408	**191**	449	**241**	483	**291**	512	**341**	539	**391**	562	**441**	584	**491**	604
42	279	**92**	357	**142**	409	**192**	450	**242**	484	**292**	513	**342**	539	**392**	563	**442**	584	**492**	604
43	281	**93**	358	**143**	410	**193**	451	**243**	484	**293**	514	**343**	540	**393**	563	**443**	585	**493**	605
44	283	**94**	359	**144**	411	**194**	451	**244**	485	**294**	514	**344**	540	**394**	564	**444**	585	**494**	605
45	285	**95**	361	**145**	412	**195**	452	**245**	486	**295**	515	**345**	541	**395**	564	**445**	586	**495**	605
46	287	**96**	362	**146**	413	**196**	453	**246**	486	**296**	515	**346**	541	**396**	564	**446**	586	**496**	606
47	289	**97**	363	**147**	414	**197**	453	**247**	487	**297**	516	**347**	542	**397**	565	**447**	586	**497**	606
48	291	**98**	364	**148**	415	**198**	454	**248**	487	**298**	516	**348**	542	**398**	565	**448**	587	**498**	607

49	293	99	365	149	415	199	455	249	488	299	517	349	543	399	566	449	587	499	607
50	295	100	367	150	416	200	456	250	489	300	517	350	543	400	566	450	588	500	607
U.A.	M	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
501	608	551	626	601	643	651	660	701	675	751	690	801	704	851	718	901	731	951	743
502	608	552	626	602	644	652	660	702	676	752	690	802	704	852	718	902	731	952	743
503	608	553	627	603	644	653	660	703	676	753	691	803	705	853	718	903	731	953	744
504	609	554	627	604	644	654	661	704	676	754	691	804	705	854	718	904	731	954	744
505	609	555	628	605	645	655	661	705	676	755	691	805	705	855	719	905	732	955	744
506	610	556	628	606	645	656	661	706	677	756	691	806	706	856	719	906	732	956	744
507	610	557	628	607	645	657	662	707	677	757	692	807	706	857	719	907	732	957	745
508	610	558	629	608	646	658	662	708	677	758	692	808	706	858	719	908	732	958	745
509	611	559	629	609	646	659	662	709	678	759	692	809	706	859	720	909	733	959	745
510	611	560	629	610	646	660	663	710	678	760	693	810	707	860	720	910	733	960	745
511	612	561	630	611	647	661	663	711	678	761	693	811	707	861	720	911	733	961	746
512	612	562	630	612	647	662	663	712	679	762	693	812	707	862	721	912	733	962	746
513	612	563	630	613	647	663	664	713	679	763	693	813	707	863	721	913	734	963	746
514	613	564	631	614	648	664	664	714	679	764	694	814	708	864	721	914	734	964	746
515	613	565	631	615	648	665	664	715	679	765	694	815	708	865	721	915	734	965	747
516	613	566	631	616	648	666	665	716	680	766	694	816	708	866	722	916	734	966	747
517	614	567	632	617	649	667	665	717	680	767	695	817	709	867	722	917	735	967	747
518	614	568	632	618	649	668	665	718	680	768	695	818	709	868	722	918	735	968	747
519	614	569	632	619	649	669	665	719	681	769	695	819	709	869	722	919	735	969	747
520	615	570	633	620	650	670	666	720	681	770	695	820	709	870	723	920	735	970	748
521	615	571	633	621	650	671	666	721	681	771	696	821	710	871	723	921	736	971	748
522	616	572	634	622	650	672	666	722	682	772	696	822	710	872	723	922	736	972	748
523	616	573	634	623	651	673	667	723	682	773	696	823	710	873	723	923	736	973	748
524	616	574	634	624	651	674	667	724	682	774	697	824	710	874	724	924	736	974	749
525	617	575	635	625	651	675	667	725	682	775	697	825	711	875	724	925	737	975	749
526	617	576	635	626	652	676	668	726	683	776	697	826	711	876	724	926	737	976	749
527	617	577	635	627	652	677	668	727	683	777	697	827	711	877	724	927	737	977	749
528	618	578	636	628	652	678	668	728	683	778	698	828	711	878	725	928	737	978	750
529	618	579	636	629	653	679	669	729	684	779	698	829	712	879	725	929	738	979	750
530	619	580	636	630	653	680	669	730	684	780	698	830	712	880	725	930	738	980	750
531	619	581	637	631	653	681	669	731	684	781	699	831	712	881	725	931	738	981	750
532	619	582	637	632	654	682	669	732	685	782	699	832	713	882	726	932	738	982	751
533	620	583	637	633	654	683	670	733	685	783	699	833	713	883	726	933	739	983	751
534	620	584	638	634	654	684	670	734	685	784	699	834	713	884	726	934	739	984	751
535	620	585	638	635	655	685	670	735	685	785	700	835	713	885	727	935	739	985	751
536	621	586	638	636	655	686	671	736	686	786	700	836	714	886	727	936	739	986	752
537	621	587	639	637	655	687	671	737	686	787	700	837	714	887	727	937	740	987	752
538	621	588	639	638	656	688	671	738	686	788	701	838	714	888	727	938	740	988	752
539	622	589	639	639	656	689	672	739	687	789	701	839	714	889	728	939	740	989	752
540	622	590	640	640	656	690	672	740	687	790	701	840	715	890	728	940	740	990	753
541	623	591	640	641	657	691	672	741	687	791	701	841	715	891	728	941	741	991	753
542	623	592	640	642	657	692	673	742	687	792	702	842	715	892	728	942	741	992	753
543	623	593	641	643	657	693	673	743	688	793	702	843	716	893	729	943	741	993	753
544	624	594	641	644	658	694	673	744	688	794	702	844	716	894	729	944	741	994	753
545	624	595	641	645	658	695	673	745	688	795	702	845	716	895	729	945	742	995	754
546	624	596	642	646	658	696	674	746	689	796	703	846	716	896	729	946	742	996	754
547	625	597	642	647	658	697	674	747	689	797	703	847	717	897	730	947	742	997	754
548	625	598	642	648	659	698	674	748	689	798	703	848	717	898	730	948	742	998	754
549	625	599	643	649	659	699	675	749	689	799	704	849	717	899	730	949	743	999	755
550	626	600	643	650	659	700	675	750	690	800	704	850	717	900	730	950	743	1000	755

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
1001	755	**1051**	767	**1101**	778	**1151**	789	**1201**	800	**1251**	810	**1301**	820	**1351**	830	**1401**	839	**1451**	848
1002	755	**1052**	767	**1102**	778	**1152**	789	**1202**	800	**1252**	810	**1302**	820	**1352**	830	**1402**	839	**1452**	849
1003	756	**1053**	767	**1103**	778	**1153**	789	**1203**	800	**1253**	810	**1303**	820	**1353**	830	**1403**	840	**1453**	849
1004	756	**1054**	767	**1104**	779	**1154**	790	**1204**	800	**1254**	810	**1304**	820	**1354**	830	**1404**	840	**1454**	849
1005	756	**1055**	768	**1105**	779	**1155**	790	**1205**	800	**1255**	811	**1305**	821	**1355**	830	**1405**	840	**1455**	849
1006	756	**1056**	768	**1106**	779	**1156**	790	**1206**	801	**1256**	811	**1306**	821	**1356**	831	**1406**	840	**1456**	849
1007	757	**1057**	768	**1107**	779	**1157**	790	**1207**	801	**1257**	811	**1307**	821	**1357**	831	**1407**	840	**1457**	850
1008	757	**1058**	768	**1108**	780	**1158**	790	**1208**	801	**1258**	811	**1308**	821	**1358**	831	**1408**	840	**1458**	850
1009	757	**1059**	769	**1109**	780	**1159**	791	**1209**	801	**1259**	811	**1309**	821	**1359**	831	**1409**	841	**1459**	850
1010	757	**1060**	769	**1110**	780	**1160**	791	**1210**	801	**1260**	812	**1310**	822	**1360**	831	**1410**	841	**1460**	850
1011	757	**1061**	769	**1111**	780	**1161**	791	**1211**	802	**1261**	812	**1311**	822	**1361**	832	**1411**	841	**1461**	850
1012	758	**1062**	769	**1112**	780	**1162**	791	**1212**	802	**1262**	812	**1312**	822	**1362**	832	**1412**	841	**1462**	850
1013	758	**1063**	770	**1113**	781	**1163**	792	**1213**	802	**1263**	812	**1313**	822	**1363**	832	**1413**	841	**1463**	851
1014	758	**1064**	770	**1114**	781	**1164**	792	**1214**	802	**1264**	812	**1314**	822	**1364**	832	**1414**	842	**1464**	851
1015	758	**1065**	770	**1115**	781	**1165**	792	**1215**	802	**1265**	813	**1315**	823	**1365**	832	**1415**	842	**1465**	851
1016	759	**1066**	770	**1116**	781	**1166**	792	**1216**	803	**1266**	813	**1316**	823	**1366**	833	**1416**	842	**1466**	851
1017	759	**1067**	770	**1117**	782	**1167**	792	**1217**	803	**1267**	813	**1317**	823	**1367**	833	**1417**	842	**1467**	851
1018	759	**1068**	771	**1118**	782	**1168**	793	**1218**	803	**1268**	813	**1318**	823	**1368**	833	**1418**	842	**1468**	852
1019	759	**1069**	771	**1119**	782	**1169**	793	**1219**	803	**1269**	813	**1319**	823	**1369**	833	**1419**	843	**1469**	852
1020	760	**1070**	771	**1120**	782	**1170**	793	**1220**	804	**1270**	814	**1320**	824	**1370**	833	**1420**	843	**1470**	852
1021	760	**1071**	771	**1121**	782	**1171**	793	**1221**	804	**1271**	814	**1321**	824	**1371**	833	**1421**	843	**1471**	852
1022	760	**1072**	772	**1122**	783	**1172**	793	**1222**	804	**1272**	814	**1322**	824	**1372**	834	**1422**	843	**1472**	852
1023	760	**1073**	772	**1123**	783	**1173**	794	**1223**	804	**1273**	814	**1323**	824	**1373**	834	**1423**	843	**1473**	852
1024	761	**1074**	772	**1124**	783	**1174**	794	**1224**	804	**1274**	814	**1324**	824	**1374**	834	**1424**	843	**1474**	853
1025	761	**1075**	772	**1125**	783	**1175**	794	**1225**	805	**1275**	815	**1325**	825	**1375**	834	**1425**	844	**1475**	853
1026	761	**1076**	772	**1126**	784	**1176**	794	**1226**	805	**1276**	815	**1326**	825	**1376**	834	**1426**	844	**1476**	853
1027	761	**1077**	773	**1127**	784	**1177**	795	**1227**	805	**1277**	815	**1327**	825	**1377**	835	**1427**	844	**1477**	853
1028	761	**1078**	773	**1128**	784	**1178**	795	**1228**	805	**1278**	815	**1328**	825	**1378**	835	**1428**	844	**1478**	853
1029	762	**1079**	773	**1129**	784	**1179**	795	**1229**	805	**1279**	815	**1329**	825	**1379**	835	**1429**	844	**1479**	854
1030	762	**1080**	773	**1130**	784	**1180**	795	**1230**	806	**1280**	816	**1330**	826	**1380**	835	**1430**	845	**1480**	854
1031	762	**1081**	774	**1131**	785	**1181**	795	**1231**	806	**1281**	816	**1331**	826	**1381**	835	**1431**	845	**1481**	854
1032	762	**1082**	774	**1132**	785	**1182**	796	**1232**	806	**1282**	816	**1332**	826	**1382**	836	**1432**	845	**1482**	854
1033	763	**1083**	774	**1133**	785	**1183**	796	**1233**	806	**1283**	816	**1333**	826	**1383**	836	**1433**	845	**1483**	854
1034	763	**1084**	774	**1134**	785	**1184**	796	**1234**	806	**1284**	816	**1334**	826	**1384**	836	**1434**	845	**1484**	854
1035	763	**1085**	774	**1135**	785	**1185**	796	**1235**	807	**1285**	817	**1335**	827	**1385**	836	**1435**	845	**1485**	855
1036	763	**1086**	775	**1136**	786	**1186**	796	**1236**	807	**1286**	817	**1336**	827	**1386**	836	**1436**	846	**1486**	855
1037	764	**1087**	775	**1137**	786	**1187**	797	**1237**	807	**1287**	817	**1337**	827	**1387**	837	**1437**	846	**1487**	855
1038	764	**1088**	775	**1138**	786	**1188**	797	**1238**	807	**1288**	817	**1338**	827	**1388**	837	**1438**	846	**1488**	855
1039	764	**1089**	775	**1139**	786	**1189**	797	**1239**	807	**1289**	817	**1339**	827	**1389**	837	**1439**	846	**1489**	855
1040	764	**1090**	776	**1140**	787	**1190**	797	**1240**	808	**1290**	818	**1340**	828	**1390**	837	**1440**	846	**1490**	856
1041	764	**1091**	776	**1141**	787	**1191**	797	**1241**	808	**1291**	818	**1341**	828	**1391**	837	**1441**	847	**1491**	856
1042	765	**1092**	776	**1142**	787	**1192**	798	**1242**	808	**1292**	818	**1342**	828	**1392**	837	**1442**	847	**1492**	856
1043	765	**1093**	776	**1143**	787	**1193**	798	**1243**	808	**1293**	818	**1343**	828	**1393**	838	**1443**	847	**1493**	856
1044	765	**1094**	776	**1144**	787	**1194**	798	**1244**	808	**1294**	818	**1344**	828	**1394**	838	**1444**	847	**1494**	856
1045	765	**1095**	777	**1145**	788	**1195**	798	**1245**	809	**1295**	819	**1345**	828	**1395**	838	**1445**	847	**1495**	856
1046	766	**1096**	777	**1146**	788	**1196**	799	**1246**	809	**1296**	819	**1346**	829	**1396**	838	**1446**	848	**1496**	857
1047	766	**1097**	777	**1147**	788	**1197**	799	**1247**	809	**1297**	819	**1347**	829	**1397**	838	**1447**	848	**1497**	857
1048	766	**1098**	777	**1148**	788	**1198**	799	**1248**	809	**1298**	819	**1348**	829	**1398**	839	**1448**	848	**1498**	857
1049	766	**1099**	778	**1149**	789	**1199**	799	**1249**	809	**1299**	819	**1349**	829	**1399**	839	**1449**	848	**1499**	857
1050	767	**1100**	778	**1150**	789	**1200**	799	**1250**	810	**1300**	820	**1350**	829	**1400**	839	**1450**	848	**1500**	857

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
1501	857	**1551**	866	**1601**	875	**1651**	884	**1701**	892	**1751**	900	**1801**	908	**1851**	916	**1901**	923	**1951**	931
1502	858	**1552**	867	**1602**	875	**1652**	884	**1702**	892	**1752**	900	**1802**	908	**1852**	916	**1902**	924	**1952**	931
1503	858	**1553**	867	**1603**	875	**1653**	884	**1703**	892	**1753**	900	**1803**	908	**1853**	916	**1903**	924	**1953**	931
1504	858	**1554**	867	**1604**	876	**1654**	884	**1704**	892	**1754**	900	**1804**	908	**1854**	916	**1904**	924	**1954**	931
1505	858	**1555**	867	**1605**	876	**1655**	884	**1705**	892	**1755**	901	**1805**	909	**1855**	916	**1905**	924	**1955**	932
1506	858	**1556**	867	**1606**	876	**1656**	884	**1706**	893	**1756**	901	**1806**	909	**1856**	917	**1906**	924	**1956**	932
1507	859	**1557**	867	**1607**	876	**1657**	885	**1707**	893	**1757**	901	**1807**	909	**1857**	917	**1907**	924	**1957**	932
1508	859	**1558**	868	**1608**	876	**1658**	885	**1708**	893	**1758**	901	**1808**	909	**1858**	917	**1908**	925	**1958**	932
1509	859	**1559**	868	**1609**	876	**1659**	885	**1709**	893	**1759**	901	**1809**	909	**1859**	917	**1909**	925	**1959**	932
1510	859	**1560**	868	**1610**	877	**1660**	885	**1710**	893	**1760**	901	**1810**	909	**1860**	917	**1910**	925	**1960**	932
1511	859	**1561**	868	**1611**	877	**1661**	885	**1711**	893	**1761**	902	**1811**	910	**1861**	917	**1911**	925	**1961**	933
1512	859	**1562**	868	**1612**	877	**1662**	885	**1712**	894	**1762**	902	**1812**	910	**1862**	917	**1912**	925	**1962**	933
1513	860	**1563**	868	**1613**	877	**1663**	886	**1713**	894	**1763**	902	**1813**	910	**1863**	918	**1913**	925	**1963**	933
1514	860	**1564**	869	**1614**	877	**1664**	886	**1714**	894	**1764**	902	**1814**	910	**1864**	918	**1914**	925	**1964**	933
1515	860	**1565**	869	**1615**	877	**1665**	886	**1715**	894	**1765**	902	**1815**	910	**1865**	918	**1915**	926	**1965**	933
1516	860	**1566**	869	**1616**	878	**1666**	886	**1716**	894	**1766**	902	**1816**	910	**1866**	918	**1916**	926	**1966**	933
1517	860	**1567**	869	**1617**	878	**1667**	886	**1717**	894	**1767**	903	**1817**	910	**1867**	918	**1917**	926	**1967**	933
1518	861	**1568**	869	**1618**	878	**1668**	886	**1718**	895	**1768**	903	**1818**	911	**1868**	918	**1918**	926	**1968**	934
1519	861	**1569**	870	**1619**	878	**1669**	887	**1719**	895	**1769**	903	**1819**	911	**1869**	919	**1919**	926	**1969**	934
1520	861	**1570**	870	**1620**	878	**1670**	887	**1720**	895	**1770**	903	**1820**	911	**1870**	919	**1920**	926	**1970**	934
1521	861	**1571**	870	**1621**	878	**1671**	887	**1721**	895	**1771**	903	**1821**	911	**1871**	919	**1921**	927	**1971**	934
1522	861	**1572**	870	**1622**	879	**1672**	887	**1722**	895	**1772**	903	**1822**	911	**1872**	919	**1922**	927	**1972**	934
1523	861	**1573**	870	**1623**	879	**1673**	887	**1723**	895	**1773**	904	**1823**	911	**1873**	919	**1923**	927	**1973**	934
1524	862	**1574**	870	**1624**	879	**1674**	887	**1724**	896	**1774**	904	**1824**	912	**1874**	919	**1924**	927	**1974**	934
1525	862	**1575**	871	**1625**	879	**1675**	888	**1725**	896	**1775**	904	**1825**	912	**1875**	919	**1925**	927	**1975**	935
1526	862	**1576**	871	**1626**	879	**1676**	888	**1726**	896	**1776**	904	**1826**	912	**1876**	920	**1926**	927	**1976**	935
1527	862	**1577**	871	**1627**	879	**1677**	888	**1727**	896	**1777**	904	**1827**	912	**1877**	920	**1927**	927	**1977**	935
1528	862	**1578**	871	**1628**	880	**1678**	888	**1728**	896	**1778**	904	**1828**	912	**1878**	920	**1928**	928	**1978**	935
1529	862	**1579**	871	**1629**	880	**1679**	888	**1729**	896	**1779**	904	**1829**	912	**1879**	920	**1929**	928	**1979**	935
1530	863	**1580**	871	**1630**	880	**1680**	888	**1730**	897	**1780**	905	**1830**	913	**1880**	920	**1930**	928	**1980**	935
1531	863	**1581**	872	**1631**	880	**1681**	889	**1731**	897	**1781**	905	**1831**	913	**1881**	920	**1931**	928	**1981**	936
1532	863	**1582**	872	**1632**	880	**1682**	889	**1732**	897	**1782**	905	**1832**	913	**1882**	921	**1932**	928	**1982**	936
1533	863	**1583**	872	**1633**	880	**1683**	889	**1733**	897	**1783**	905	**1833**	913	**1883**	921	**1933**	928	**1983**	936
1534	863	**1584**	872	**1634**	881	**1684**	889	**1734**	897	**1784**	905	**1834**	913	**1884**	921	**1934**	928	**1984**	936
1535	864	**1585**	872	**1635**	881	**1685**	889	**1735**	897	**1785**	905	**1835**	913	**1885**	921	**1935**	929	**1985**	936
1536	864	**1586**	872	**1636**	881	**1686**	889	**1736**	898	**1786**	906	**1836**	913	**1886**	921	**1936**	929	**1986**	936
1537	864	**1587**	873	**1637**	881	**1687**	890	**1737**	898	**1787**	906	**1837**	914	**1887**	921	**1937**	929	**1987**	936
1538	864	**1588**	873	**1638**	881	**1688**	890	**1738**	898	**1788**	906	**1838**	914	**1888**	921	**1938**	929	**1988**	937
1539	864	**1589**	873	**1639**	881	**1689**	890	**1739**	898	**1789**	906	**1839**	914	**1889**	922	**1939**	929	**1989**	937
1540	864	**1590**	873	**1640**	882	**1690**	890	**1740**	898	**1790**	906	**1840**	914	**1890**	922	**1940**	929	**1990**	937
1541	865	**1591**	873	**1641**	882	**1691**	890	**1741**	898	**1791**	906	**1841**	914	**1891**	922	**1941**	930	**1991**	937
1542	865	**1592**	873	**1642**	882	**1692**	890	**1742**	899	**1792**	907	**1842**	914	**1892**	922	**1942**	930	**1992**	937
1543	865	**1593**	874	**1643**	882	**1693**	891	**1743**	899	**1793**	907	**1843**	915	**1893**	922	**1943**	930	**1993**	937
1544	865	**1594**	874	**1644**	882	**1694**	891	**1744**	899	**1794**	907	**1844**	915	**1894**	922	**1944**	930	**1994**	937
1545	865	**1595**	874	**1645**	883	**1695**	891	**1745**	899	**1795**	907	**1845**	915	**1895**	923	**1945**	930	**1995**	938
1546	865	**1596**	874	**1646**	883	**1696**	891	**1746**	899	**1796**	907	**1846**	915	**1896**	923	**1946**	930	**1996**	938
1547	866	**1597**	874	**1647**	883	**1697**	891	**1747**	899	**1797**	907	**1847**	915	**1897**	923	**1947**	930	**1997**	938
1548	866	**1598**	875	**1648**	883	**1698**	891	**1748**	899	**1798**	907	**1848**	915	**1898**	923	**1948**	931	**1998**	938
1549	866	**1599**	875	**1649**	883	**1699**	891	**1749**	900	**1799**	908	**1849**	915	**1899**	923	**1949**	931	**1999**	938
1550	866	**1600**	875	**1650**	883	**1700**	892	**1750**	900	**1800**	908	**1850**	916	**1900**	923	**1950**	931	**2000**	938

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
2001	938	**2051**	946	**2101**	953	**2151**	960	**2201**	967	**2251**	974	**2301**	981	**2351**	987	**2401**	994	**2451**	1000
2002	939	**2052**	946	**2102**	953	**2152**	960	**2202**	967	**2252**	974	**2302**	981	**2352**	987	**2402**	994	**2452**	1000
2003	939	**2053**	946	**2103**	953	**2153**	960	**2203**	967	**2253**	974	**2303**	981	**2353**	987	**2403**	994	**2453**	1000
2004	939	**2054**	946	**2104**	953	**2154**	960	**2204**	967	**2254**	974	**2304**	981	**2354**	988	**2404**	994	**2454**	1001
2005	939	**2055**	946	**2105**	953	**2155**	961	**2205**	967	**2255**	974	**2305**	981	**2355**	988	**2405**	994	**2455**	1001
2006	939	**2056**	946	**2106**	954	**2156**	961	**2206**	968	**2256**	974	**2306**	981	**2356**	988	**2406**	994	**2456**	1001
2007	939	**2057**	947	**2107**	954	**2157**	961	**2207**	968	**2257**	975	**2307**	981	**2357**	988	**2407**	994	**2457**	1001
2008	939	**2058**	947	**2108**	954	**2158**	961	**2208**	968	**2258**	975	**2308**	981	**2358**	988	**2408**	995	**2458**	1001
2009	940	**2059**	947	**2109**	954	**2159**	961	**2209**	968	**2259**	975	**2309**	982	**2359**	988	**2409**	995	**2459**	1001
2010	940	**2060**	947	**2110**	954	**2160**	961	**2210**	968	**2260**	975	**2310**	982	**2360**	988	**2410**	995	**2460**	1001
2011	940	**2061**	947	**2111**	954	**2161**	961	**2211**	968	**2261**	975	**2311**	982	**2361**	988	**2411**	995	**2461**	1001
2012	940	**2062**	947	**2112**	954	**2162**	962	**2212**	968	**2262**	975	**2312**	982	**2362**	989	**2412**	995	**2462**	1002
2013	940	**2063**	947	**2113**	955	**2163**	962	**2213**	969	**2263**	975	**2313**	982	**2363**	989	**2413**	995	**2463**	1002
2014	940	**2064**	948	**2114**	955	**2164**	962	**2214**	969	**2264**	976	**2314**	982	**2364**	989	**2414**	995	**2464**	1002
2015	941	**2065**	948	**2115**	955	**2165**	962	**2215**	969	**2265**	976	**2315**	982	**2365**	989	**2415**	995	**2465**	1002
2016	941	**2066**	948	**2116**	955	**2166**	962	**2216**	969	**2266**	976	**2316**	983	**2366**	989	**2416**	996	**2466**	1002
2017	941	**2067**	948	**2117**	955	**2167**	962	**2217**	969	**2267**	976	**2317**	983	**2367**	989	**2417**	996	**2467**	1002
2018	941	**2068**	948	**2118**	955	**2168**	962	**2218**	969	**2268**	976	**2318**	983	**2368**	989	**2418**	996	**2468**	1002
2019	941	**2069**	948	**2119**	955	**2169**	962	**2219**	969	**2269**	976	**2319**	983	**2369**	990	**2419**	996	**2469**	1002
2020	941	**2070**	948	**2120**	956	**2170**	963	**2220**	970	**2270**	976	**2320**	983	**2370**	990	**2420**	996	**2470**	1003
2021	941	**2071**	949	**2121**	956	**2171**	963	**2221**	970	**2271**	976	**2321**	983	**2371**	990	**2421**	996	**2471**	1003
2022	942	**2072**	949	**2122**	956	**2172**	963	**2222**	970	**2272**	977	**2322**	983	**2372**	990	**2422**	996	**2472**	1003
2023	942	**2073**	949	**2123**	956	**2173**	963	**2223**	970	**2273**	977	**2323**	983	**2373**	990	**2423**	997	**2473**	1003
2024	942	**2074**	949	**2124**	956	**2174**	963	**2224**	970	**2274**	977	**2324**	984	**2374**	990	**2424**	997	**2474**	1003
2025	942	**2075**	949	**2125**	956	**2175**	963	**2225**	970	**2275**	977	**2325**	984	**2375**	990	**2425**	997	**2475**	1003
2026	942	**2076**	949	**2126**	956	**2176**	963	**2226**	970	**2276**	977	**2326**	984	**2376**	990	**2426**	997	**2476**	1003
2027	942	**2077**	949	**2127**	957	**2177**	964	**2227**	971	**2277**	977	**2327**	984	**2377**	991	**2427**	997	**2477**	1003
2028	942	**2078**	950	**2128**	957	**2178**	964	**2228**	971	**2278**	977	**2328**	984	**2378**	991	**2428**	997	**2478**	1004
2029	943	**2079**	950	**2129**	957	**2179**	964	**2229**	971	**2279**	978	**2329**	984	**2379**	991	**2429**	997	**2479**	1004
2030	943	**2080**	950	**2130**	957	**2180**	964	**2230**	971	**2280**	978	**2330**	984	**2380**	991	**2430**	997	**2480**	1004
2031	943	**2081**	950	**2131**	957	**2181**	964	**2231**	971	**2281**	978	**2331**	985	**2381**	991	**2431**	998	**2481**	1004
2032	943	**2082**	950	**2132**	957	**2182**	964	**2232**	971	**2282**	978	**2332**	985	**2382**	991	**2432**	998	**2482**	1004
2033	943	**2083**	950	**2133**	957	**2183**	964	**2233**	971	**2283**	978	**2333**	985	**2383**	991	**2433**	998	**2483**	1004
2034	943	**2084**	951	**2134**	958	**2184**	965	**2234**	971	**2284**	978	**2334**	985	**2384**	991	**2434**	998	**2484**	1004
2035	943	**2085**	951	**2135**	958	**2185**	965	**2235**	972	**2285**	978	**2335**	985	**2385**	992	**2435**	998	**2485**	1004
2036	944	**2086**	951	**2136**	958	**2186**	965	**2236**	972	**2286**	978	**2336**	985	**2386**	992	**2436**	998	**2486**	1005
2037	944	**2087**	951	**2137**	958	**2187**	965	**2237**	972	**2287**	979	**2337**	985	**2387**	992	**2437**	998	**2487**	1005
2038	944	**2088**	951	**2138**	958	**2188**	965	**2238**	972	**2288**	979	**2338**	985	**2388**	992	**2438**	998	**2488**	1005
2039	944	**2089**	951	**2139**	958	**2189**	965	**2239**	972	**2289**	979	**2339**	986	**2389**	992	**2439**	999	**2489**	1005
2040	944	**2090**	951	**2140**	958	**2190**	965	**2240**	972	**2290**	979	**2340**	986	**2390**	992	**2440**	999	**2490**	1005
2041	944	**2091**	952	**2141**	959	**2191**	966	**2241**	972	**2291**	979	**2341**	986	**2391**	992	**2441**	999	**2491**	1005
2042	944	**2092**	952	**2142**	959	**2192**	966	**2242**	973	**2292**	979	**2342**	986	**2392**	993	**2442**	999	**2492**	1005
2043	945	**2093**	952	**2143**	959	**2193**	966	**2243**	973	**2293**	979	**2343**	986	**2393**	993	**2443**	999	**2493**	1005
2044	945	**2094**	952	**2144**	959	**2194**	966	**2244**	973	**2294**	980	**2344**	986	**2394**	993	**2444**	999	**2494**	1006
2045	945	**2095**	952	**2145**	959	**2195**	966	**2245**	973	**2295**	980	**2345**	986	**2395**	993	**2445**	999	**2495**	1006
2046	945	**2096**	952	**2146**	959	**2196**	966	**2246**	973	**2296**	980	**2346**	986	**2396**	993	**2446**	999	**2496**	1006
2047	945	**2097**	952	**2147**	959	**2197**	966	**2247**	973	**2297**	980	**2347**	987	**2397**	993	**2447**	1000	**2497**	1006
2048	945	**2098**	952	**2148**	960	**2198**	967	**2248**	973	**2298**	980	**2348**	987	**2398**	993	**2448**	1000	**2498**	1006
2049	945	**2099**	953	**2149**	960	**2199**	967	**2249**	973	**2299**	980	**2349**	987	**2399**	993	**2449**	1000	**2499**	1006
2050	946	**2100**	953	**2150**	960	**2200**	967	**2250**	974	**2300**	980	**2350**	987	**2400**	994	**2450**	1000	**2500**	1006

ANNEXE C
COEFFICIENT D'ODEUR PAR GROUPE OU CATÉGORIE D'ANIMAUX (PARAMÈTRE C)

GROUPE OU CATÉGORIE D'ANIMAUX	PARAMÈTRE C
Bovins de boucherie	
- dans un bâtiment fermé	0,7
- sur une aire d'alimentation extérieure	0,8
Bovins laitiers	0,7
Canards	0,7
Chevaux	0,7
Chèvres	0,7
Dindons	
- dans un bâtiment fermé	0,7
- sur une aire d'alimentation extérieure	0,8
Lapins	0,8
Moutons	0,7
Porcs	1,0
Poules	
- poules pondeuses en cage	0,8
- poules pour la reproduction	0,8
- poules à griller ou gros poulets	0,7
- poulettes	0,7
Renards	1,1
Veaux lourds	
- veaux de lait	1,0
- veaux de grains	0,8
Visons	1,1

Note : Pour les autres espèces animales, utiliser le paramètre C=0,8. Ce facteur ne s'applique pas aux chiens, le problème avec ce type d'élevage étant davantage le bruit que les odeurs.

ANNEXE D
TYPE DE FUMIER (PARAMÈTRE D)

MODE DE GESTION DES ENGRAIS DE FERME	PARAMÈTRE D
Gestion solide	
- Bovins de boucherie et laitiers, chevaux, moutons et chèvres	0,6
- Autres groupes ou catégories d'animaux	0,8
Gestion liquide	
- Bovins de boucherie et laitiers	0,8
- Autres groupes et catégories d'animaux	1,0

ANNEXE E
TYPE DE PROJET (PARAMÈTRE E)

(NOUVEAU PROJET OU AUGMENTATION DU NOMBRE D'UNITÉS ANIMALES)

AUGMENTATION[(1)] jusqu'à … (u.a.)	PARAMÈTRE E	AUGMENTATION Jusqu'à … (u.a.)	PARAMÈTRE E
10 ou moins	0,50	181-185	0,76
11-20	0,51	186-190	0,77
21-30	0,52	191-195	0,78
31-40	0,53	196-200	0,79
41-50	0,54	201-205	0,80
51-60	0,55	206-210	0,81
61-70	0,56	211-215	0,82
71-80	0,57	216-220	0,83
81-90	0,58	221-225	0,84
91-100	0,59	226 et plus	1,00
101-105	0,60	ou nouveau projet	
106-110	0,61		
111-115	0,62		
116-120	0,63		
121-125	0,64		
126-130	0,65		
131-135	0,66		
136-140	0,67		
141-145	0,68		
146-150	0,69		
151-155	0,70		
156-160	0,71		
161-165	0,72		
166-170	0,73		
171-175	0,74		
176-180	0,75		

(1) À considérer selon le nombre total d'animaux auquel on veut porter le troupeau, qu'il y ait ou non agrandissement ou construction de bâtiment. Pour tout projet conduisant à un total de 226 unités animales et plus ainsi que pour tout projet nouveau, le paramètre E=1.

ANNEXE F
FACTEUR D'ATTÉNUATION (PARAMÈTRE F)

F=F1 x F2 x F3

TECHNOLOGIE	PARAMÈTRE F
Toiture sur lieu d'entreposage	F_1
- absente	1,0
- rigide permanente	0,7
- temporaire (couche de tourbe, couche de plastique)	0,9
Ventilation	F_2
- naturelle et forcée avec multiples sorties d'air	1,0
- forcée avec sorties d'air regroupées et sortie de l'air au-dessus du toit	0,9
- forcée avec sorties d'air regroupées et traitement de l'air avec laveurs d'air ou filtres biologiques	0,8
Autres technologies	F_3
- les nouvelles technologies peuvent être utilisées pour réduire les distances lorsque leur efficacité est éprouvée	Facteur à déterminer lors de l'accréditation

ANNEXE G
FACTEUR D'USAGE (PARAMÈTRE G)

- Pour un immeuble protégé:	G=1,0
- Pour une maison d'habitation:	G=0,5
- Pour un périmètre d'urbanisation:	G=1,5
- Pour une zone de villégiature:	G=1,0

ANNEXE H
NORMES DE LOCALISATION POUR UNE INSTALLATION D'ÉLEVAGE OU UN ENSEMBLE D'INSTALLATIONS D'ÉLEVAGE AU REGARD D'UNE MAISON D'HABITATION, D'UN IMMEUBLE PROTÉGÉ OU D'UN PÉRIMÈTRE URBANISATION EXPOSÉS AUX VENTS DOMINANTS D'ÉTÉ

(Les distances linéaires sont exprimées en mètres)

	ÉLEVAGE DE SUIDÉS (engraissement)				**ÉLEVAGE DE SUIDÉS** (maternité)				**ÉLEVAGE DE GALLINACÉS OU D'ANATIDÉS OU DE DINDES DANS UN BÂTIMENT**			
Nature du projet	Limite maximale d'unités animales permises[1]	Nombre total[2] d'unités animales	Distance de tout immeuble protégé et périmètre d'urbanisation exposés[3]	Distance de toute maison d'habitation exposée	Limite maximale d'unités animales permises[1]	Nombre total[2] d'unités animales	Distance de tout immeuble protégé et périmètre d'urbanisation exposés[3]	Distance de toute maison d'habitation exposée	Limite maximale d'unités animales permises[1]	Nombre total[2] d'unités animales	Distance de tout immeuble protégé et périmètre d'urbanisation exposés[3]	Distance de toute maison d'habitation exposée
Nouvelle installation d'élevage ou ensemble d'installations d'élevage		1-200 201-400 401-600 ≥ 601	900 1 125 1 350 2,25/ua	600 750 900 1,5/ua		0,25-50 51-75 76-125 126-250 251-375 ≥ 376	450 675 900 1 125 1 350 3,6/ua	300 450 600 750 900 2,4/ua		0,1-80 81-160 161-320 321-480 > 480	450 675 900 1 125 3/ua	300 450 600 750 2/ua
Remplacement du type d'élevage	200	1-50 51-100 101-200	450 675 900	300 450 600	200	0,25-30 31-60 61-125 126-200	300 450 900 1 125	200 300 600 750	480	0,1-80 81-160 161-320 321-480	450 675 900 1 125	300 450 600 750
Accroissement	200	1-40 41-100 101-200	225 450 675	150 300 450	200	0,25-30 31-60 61-125 126-200	300 450 900 1 125	200 300 600 750	480	0,1-40 41-80 81-160 161-320 321-480	300 450 675 900 1 125	200 300 450 600 750

1 Dans l'application des normes de localisation prévues à la présente annexe, un projet qui excède la limite maximale d'unités animales visée à cette annexe doit être considéré comme un nouvel établissement de production animale.

2 Nombre total : la quantité d'animaux contenue dans l'installation d'élevage ou l'ensemble d'installations d'élevage d'une unité d'élevage, y compris les animaux qu'on prévoit y ajouter. Lorsqu'on élève ou projette d'élever deux ou plusieurs types d'animaux dans une même unité d'élevage, on a recours aux normes de localisation qui régissent le type d'élevage qui comporte le plus grand nombre d'unités animales sous réserve que ces normes ne peuvent être inférieures à celles qui s'appliqueraient si le nombre d'unités animales était pris séparément pour chaque espèce. Pour déterminer les normes de localisation qui s'appliquent, on additionne le nombre total d'unités animales de l'unité d'élevage et on applique le total ainsi obtenu au type d'élevage majoritaire en nombre d'unités animales.

3 Exposé : qui est situé à l'intérieur de l'aire formée par deux lignes droites parallèles imaginaires prenant naissance à 100 mètres des extrémités d'un établissement de production animale et prolongées à l'infini dans la direction prise par un vent dominant d'été.

CHAPITRE 9 DISPOSITIONS FINALES

9.1 DATE D'ADOPTION

La Municipalité de Saint-Benoît-Labre a adopté le présent règlement le 1er mai 2006.

9.2 DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement est entré en vigueur le 20 juin 2006.

9.3 ABROGATION DES RÈGLEMENTS ANTÉRIEURS

Le présent règlement abroge le règlement 296-91 ainsi que ses amendements.

9.4 AUTORISATION DE SIGNATURES

Le maire et la secrétaire-trésorière sont autorisés à signer le présent règlement.

_____

Léonide Grenier, maire

_____

Gaétane Vallée, sec.-trés., sec.-trés.

ANNEXES

Plan de zonage
2 9 1 0 0

- ☑ **Périmètre urbain**
- ☑ **Secteur rural**